



Lucem
ignemque
fero

EX
LIBRIS
KARMIN

ID=36206354

ID=36206863

ID=36207634

ID=36207119

J. Gorani

Lettres sur la Révolution
française

Lettres au roi d'Angleterre
et au stathouder
de Hollande

N^{lle} pétition à la Con-
vention nationale.

Charles Pougeus,

Maximes et pensées.

Paris,

1793.

УНИВЕРСИТЕТСКАЯ БИБЛИОТЕКА

Р. И. Бр. 12422

Т 63
325

LETTRES

SUR

LA RÉVOLUTION

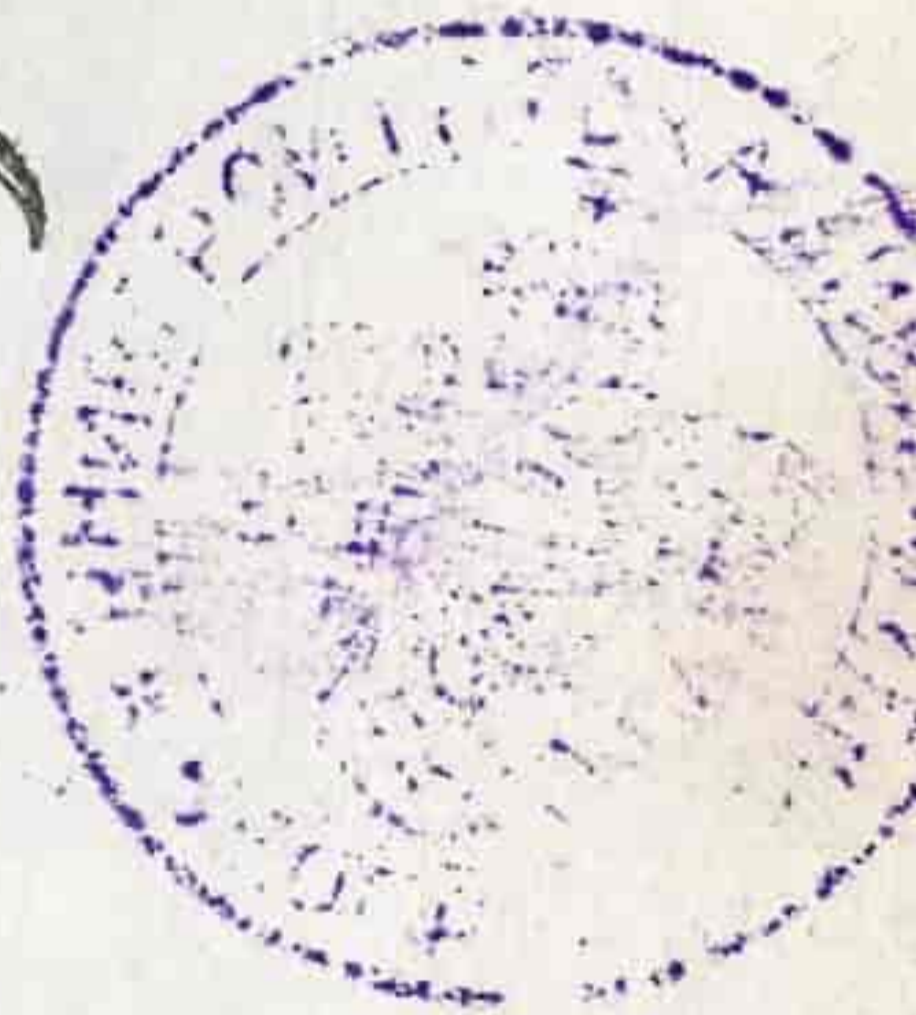
FRANÇAISE.

PAR J. GORANI, CITOYEN FRANÇAIS;

A SON AMI CH. POUGENS.

Discite justitiam moniti, & non temnere divos.

Æneid.



A PARIS,

Chez GUILLAUME Junior, quai des Augustins.

M. DCC. XCIII.

L'an deuxième de la République Française.

A V I S

D E L' É D I T E U R.

Q U Ê L Q U E S personnes étonnées des observations aussi neuves qu'intéressantes que leur faisoit, en société, l'auteur de ces lettres, sur les absurdités de la convention de Pilnitz, & sur les suites que devoit avoir cet acte de délire, le prièrent de mettre ces observations par écrit; telle est l'origine des lettres dont nous présentons le recueil; à l'exception de la dernière, les autres ont été imprimées dans le Moniteur universel; elles ont été traduites presque aussitôt en Angleterre, en Hollande, en Allemagne, en Suede & en Italie. Ce suffrage unanime des Nations les plus éclairées, annonce suffisamment le mérite de cet ouvrage, mais il n'en spécifie pas le genre & l'étendue, & c'est la tâche que nous nous proposons de remplir en peu de mots.

Un stile pur, noble, concis, éloquent & convenable au sujet, sans redondance, sans obscurités, sans affectation, c'est le moindre mérite de ces lettres; elles ont de plus celui d'expliquer les vraies causes de la révolution française, de prédire les événemens qui doivent résulter pour le bonheur du monde, de la coalition des rois armés

a ij



contre la France , & ces prédictions inspirent d'autant plus de confiance , que déjà le roi de Prusse & le duc de Brunswick ont éprouvé les échecs que l'Auteur leur avoit annoncés , en les instruisant de leurs véritables intérêts.

Ces lettres contiennent aussi la censure la plus judicieuse de la royauté , du sacerdoce , de la noblesse , de la diplomatie , de la conduite des rois , de celle de leurs courtisans , de leurs ministres , de leurs ambassadeurs , & des vices de leurs gouvernemens.

Cet ouvrage est si riche en vérités essentielles au bonheur de l'homme , & en principes conformes à la nouvelle politique de la République Française , qu'on peut le regarder comme le manuel de l'homme d'état.

Enfin ces lettres sont une légère esquisse des vastes connoissances d'un véritable ami des hommes , qui après avoir voyagé , avec une bonne vue , dans toutes les cours de l'Europe , & après y avoir étudié les hommes & les choses , s'est déclaré l'ennemi du despotisme , & n'a pas cessé depuis vingt ans de lui faire la guerre par ses écrits. Cette guerre , & , sur-tout le généreux dévouement de Gorani à la Nation Française , lui ont occasionné de grandes persécutions de la part du tyran de son ancienne patrie ; & l'on peut

s'instruire de ces persécutions dans la Préface des *Recherches*, de ce savant, *sur la science du Gouvernement* (1) ; bien-tôt il multipliera les preuves de son savoir, en publiant ses Tableaux Historiques & Critiques des principaux Gouvernemens de l'Italie, qui sont sous presse.

Gorani étoit mur pour la révolution française ; dès qu'il connut notre Déclaration des Droits, il accourut pour nous aider à en faire la conquête ; la patrie, reconnoissante des sacrifices qu'il nous a fait, & des services qu'il nous a rendus, l'a reçu citoyen français, avec les hommes les plus célèbres de l'Europe par leurs lumières & leur philanthropie ; depuis ce moment il n'a pas cessé de nous rendre, aux risques de sa vie, ou du moins de sa liberté, d'importans services, que nous publierons aussi-tôt que la prudence nous le permettra.

(1) 2 volumes *in-8.*, qui se vendent 6 liv. brochés, à Paris, chez Guillaume Junior, Imprimeur-Libraire, quai des Augustins.

III
RÉVOLUTION FRANÇAISE.

L E T T R E

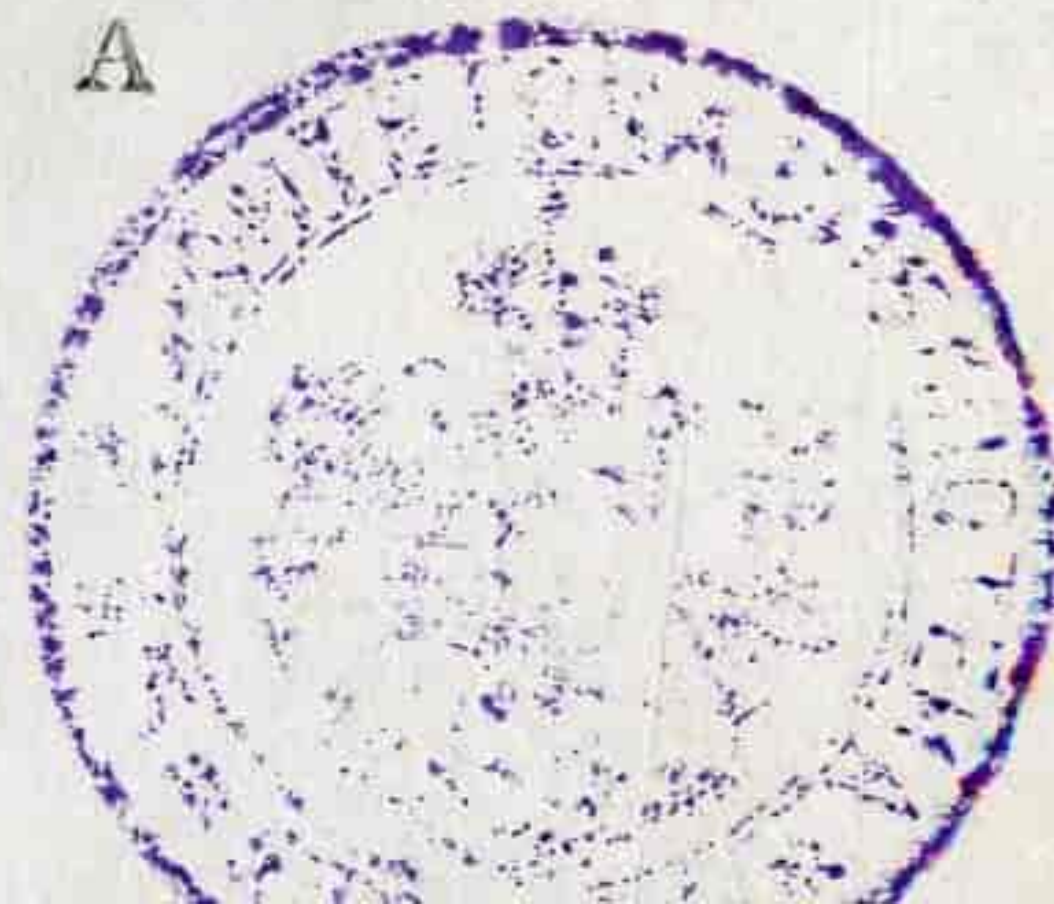
*AU Roi de Prusse sur ses intérêts envers
la France & la Pologne.*

Le 20 Juin 1792.

S I R E ,

DEPUIS quelques mois les papiers publics ne cessent de répéter que votre majesté se propose d'attaquer la France avec une armée de 40 à 50 mille hommes; je ne puis ajouter fois à une nouvelle si étrange; il me paroît impossible qu'un prince, si connu par ses lumières, puisse se confier à une alliance monstrueuse, impolitique, absurde, pour détruire une nation qui le chérit; & qui, par sa position, est son alliée nécessaire, & cela pour favoriser les projets ambitieux des deux puissances les plus insatiables, les plus redoutables pour lui-même: il me paroît impossible que le neveu du grand Frédéric, nourri de bonnes études, & doué de qualités excellentes, soit devenu tout-à-coup le jouet d'un ministre astucieux, d'un vieillard rusé, habitué depuis tant d'années à former des projets gigantesques, dont les uns ont échoué, & dont les autres ont été funestes à la puissance même qu'il vouloit agrandir. Non, sire, je ne puis me persuader que votre majesté

A



veuille se faire l'instrument de sa propre perte; cependant les dernières nouvelles affoiblissent mon incrédulité, parce qu'elles assurent que vos troupes avancent vers les frontières de la France.

La marche des affaires politiques actuelles me prouve, sire, qu'on a trompé la plupart des souverains sur la révolution française; cet événement m'a paru si extraordinaire, & les nouvelles qui en arrivoient dans les pays étrangers étoient si contradictoires, que, pour le connoître à fond, j'ai quitté ma patrie, je me suis rendu à Paris, & voici le résultat de mes recherches & de mes réflexions à ce sujet.

J'ai vécu pendant quelques années dans les états de la monarchie prussienne, & j'ai conservé une véritable affection pour les princes qui la gouvernent. J'ai visité tous les pays de l'Europe; il n'existe, sire, aucune monarchie semblable à la vôtre, où le despotisme militaire se trouve aussi modérément combiné avec la sûreté publique, où le pouvoir le plus absolu ne soit point un moyen d'oppression. C'est parce que je m'intéresse vivement à la longue durée de cette monarchie, à la prospérité des peuples prussiens, & spécialement à la vôtre, sire, que je ne puis résister à l'impulsion que me font éprouver tous ces intérêts, de discuter les vôtres, & de m'adresser directement à votre majesté.

On dit, sire, que vous êtes entré dans l'alliance projetée par le charlatan octogénaire de la cour de Vienne, & que vous allez contribuer de toutes vos forces à la destruction de la liberté française, pour réhabiliter des princes & des nobles français, qui n'éprouvent que les effets de leur propre impéritie. Puisque les malheurs de l'empire français vous sont connus, daignez,

fire ; vous rappeler les principaux faits qui caractérisent les personnages pour lesquels on veut vous intéresser ; cet examen fera sentir à votre majesté combien il seroit impolitique pour elle d'employer ses armes , & de dissiper ses trésors pour des gens qui ont absolument voulu se perdre. Laissez , fire , les petites passions aux hommes ordinaires ; les grands princes ne doivent se laisser guider que par de grands motifs , par des intérêts de la plus grande importance ; on vous dira , fire , qu'un monarque magnanime doit protéger & secourir des princes infortunés ; oui , lorsque leurs revers viennent d'imprudences ou de fautes pardonnables ; mais , fire , des princes qui se sont perdus par une foule de vices honteux & de crimes impardonnables , sans aucun mélange de vertus ni de talens ; des princes qui ont eu la lâcheté de fuir & d'abandonner la cause du trône , lorsqu'ils pouvoient encore la défendre , bien loin de mériter la compassion de votre majesté , ne doivent éprouver que son indignation ; elle doit les abhorrer , comme coupables d'avoir rendu méprisable & odieuse la royauté française.

On veut vous faire craindre , fire , que l'exemple de la France ne devienne contagieux , & n'introduise l'esprit d'insurrection parmi vos peuples ; cette crainte est chimérique ; & pour s'en convaincre , que votre majesté daigne considérer quelles circonstances ont déterminé l'insurrection des Français ; elle n'a eu lieu que parce qu'ils étoient excédés des maux qui désolent une monarchie toutes les fois que le monarque est ignorant , insouciant , incapable de gouverner par lui-même : les Français n'ont secoué le joug , que parce qu'ils étoient au comble de la misère , que parce que leur

patience étoit épuisée , parce qu'ils ne pouvoient plus supporter les déréglemens excessifs d'une reine , qui ne respiroit que la ruine de l'Etat.

D'ailleurs les Français haïssent des parlements qui dispofoient arbitrairement de leur liberté , de leur fortune , de leur vie , & qui faisoient périr dans des supplices horribles , presqu'autant d'innocens que de coupables.

Ecrafés d'impôts , de douanes & de dîmes , les Français détestoient leurs traitans , leur armée nombreuse , & les intendans qui exerçoient dans les provinces le despotisme le plus oppressif & le plus ruineux.

Les Français étoient indignés contre une noblesse insolente , ignare , avide , qui s'attribuoit exclusivement les premiers emplois ecclésiastiques , civils & militaires , & toutes les faveurs de la cour ; une noblesse qui les tourmentoit & les ruinoit par une multitude de droits féodaux excessivement onéreux , par des corvées & des servitudes odieuses , par des chasses qui dévastotent les campagnes , par des justices seigneuriales & tyranniques , par le libertinage le plus effréné , &c. &c.

Les Français , sire , en proie à l'insatiable cupidité des princes , des ministres & des courtisans , se sont effrayés de l'énormité de la dette que cette cour vorace avoit contractée , & qu'elle augmentoit sans cesse ; ils ont été vivement frappés de la menace d'une banqueroute affreuse , dans laquelle ils se voyoient précipités par les continuelles dilapidations des courtisans.

Enfin , le clergé de France , perdu de dettes & de vices , ne ménageoit même plus les apparences ; il s'abandonnoit au scandale , & les Français n'avoient de ressource que dans la faillie & la vente de ses biens , pour

payer la dette immense de l'Etat, & pour soulager la classe la plus nombreuse & la plus misérable du peuple.

Sire, telles sont les véritables causes qui ont perdu le despotisme royal & ministériel de la France, & ses diverses aristocraties. Ces causes, ces vices n'existent point chez vous. Une reine de Prusse ne peut pas dissiper les revenus de l'Etat en profusions à sa famille, à ses favoris ; elle ne peut pas cabaler contre son époux, ni contre la nation. Vous gouvernez par vous-même, sire ; vous êtes accessible à tous vos sujets ; vos princes, vos grands, vos ministres, sages & modérés, donnent l'exemple de la soumission ; la justice se rend exactement dans vos tribunaux. Votre clergé peu nombreux & peu riche, est instruit, obéissant, exemplaire, moins égoïste & plus attaché à la patrie, parce qu'il est composé de pères de famille ; vos nobles, par vous contenus dans le devoir, ne peuvent opprimer impunément vos peuples ; vous n'avez point de dettes, vous faites des économies ; vos villes & vos campagnes sont toujours assurées de trouver des ressources dans votre trésor, lorsque le besoin l'exige ; enfin, votre état militaire ne ressemble point à celui qui existoit en France, car chez vous le mérite & les services seuls règlent votre conduite pour les avancemens. Il n'existe donc, sire, dans votre administration, aucun principe de dissolution ni d'insurrection. Les peuples ne se révoltent que lorsqu'ils sont au désespoir ; les vôtres sont contents, parce que votre gouvernement, quelque absolu qu'il soit, est paternel. Continuez, sire, de les bien gouverner, & ne craignez rien de leur part ; ils n'ignorent sûrement pas tout ce que la liberté coûte aux Français ; ils ne peuvent la désirer à ce prix, & toujours ils

préféreront votre règne équitable & pacifique, aux orages d'une révolution.

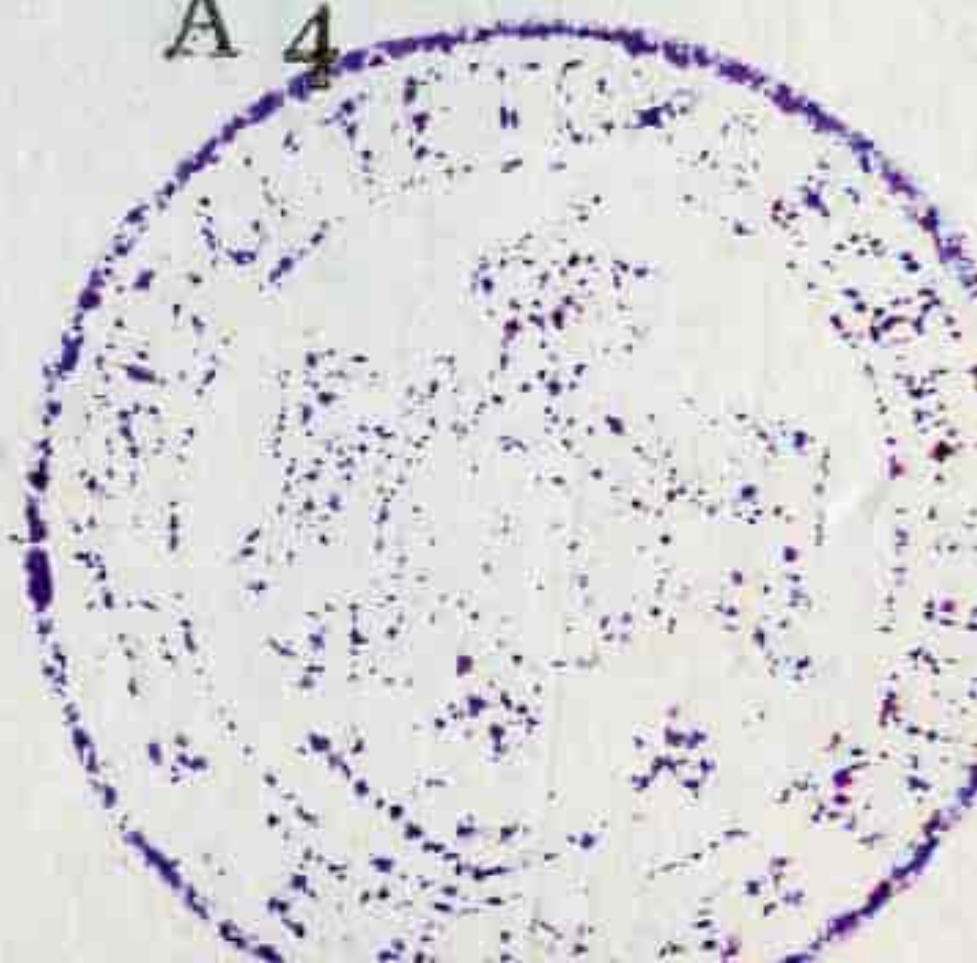
S'il étoit possible, sire, que vous prissiez à cœur de détruire un gouvernement libre, j'observerois à votre majesté que ce projet ne pourroit réussir; en voici les raisons: vos soldats sont, sans doute, supérieurs aux Français en tactique & en discipline; ils gagneront une bataille, peut-être, d'eux, trois, quatre; mais les Français apprendront ainsi à vaincre, vous serez, sire, leur maître en cet art, comme Charles XII le fut des Russes, qui n'avoient ni le courage, ni le civisme, ni l'intelligence, ni l'activité des Français; chaque bataille que vous gagnerez vous coûtera quelques milliers d'hommes; vous en perdrez beaucoup encore dans les petites guerres de poste, & par la désertion qui est facile dans une armée composée en grande partie de soldats de toutes les nations, & qui, presque tous, sont forcés. Vous ne pourrez réparer vos pertes qu'en tirant à grands frais de nouvelles recrues de chez vous, & mille soldats vous coûteront autant qu'aux Français cent mille: enfin, prenez garde, sire, qu'après quelques batailles gagnées, vous ne soyez dans le cas de dire comme Pyrrhus: *encore une victoire, & je suis perdu*. Souvenez-vous, sire, que les Anglo-Américains n'étoient qu'un ramas de toutes les nations, qu'ils étoient tous neufs dans l'art de la guerre, sans officiers, sans chefs, & que cependant l'amour de la liberté leur a fait vaincre les Hessois & les Hanovriens, les meilleures troupes du monde.

Quant à la France, les forces d'une nation armée pour sa liberté, sont incalculables, & ses ressources ne peuvent s'épuiser, sur-tout lorsqu'elle se défend dans ses foyers,

lorsqu'une foule de ses citoyens servent à leurs propres frais, & que la population de cette nation fait le quart de celle de l'Europe entière. Il n'y a plus de désertion à espérer parmi les soldats français, parce que nulle part ils ne seront aussi heureux que chez eux; & la fuite de leurs officiers qui, la plupart, sont ineptes au service, est pour eux un gain, au lieu d'une perte, car ils les remplacent par des officiers patriotes & instruits.

Mais, sire, si vous craignez que l'insurrection ne s'introduise dans vos états, vos troupes n'en pourront-elles pas prendre l'esprit en France & le reporter dans leurs foyers? Ah, sire, si votre majesté savoit combien le seul mot de *Liberté* a d'attraits pour ces gens-là, elle redouteroit extrêmement de les envoyer à cette école; ceux qui désertent, & ceux qui seront faits prisonniers, prendront bientôt entre les mains caressantes des Français une assez bonne idée de la liberté, pour en dédaigner tous les inconvénients. De bonne foi, sire, je ne vois que ce moyen d'insurrection à craindre pour vous: laissez, laissez François II courir seul ce danger, & préparez-vous à tourner à votre profit toutes ses sottises.

Est-il donc vrai que dans la coalition des monarques contre la France, votre majesté se soit chargée de secourir la maison d'Autriche, pour renverser la constitution française, pendant que l'impératrice de Russie se chargeroit de renverser toute seule celle de Pologne, *conseillée par votre majesté, concertée avec elle & par elle garantie*. Si ce projet existe, je vous prie, sire, de considérer, 1^o. que vous aideriez ainsi la Cour de Vienne à s'emparer de la Lorraine & de l'Alsace, tandis que Catherine pourroit envahir la Pologne entière & la



garder pour elle ; 2°. que la maison d'Autriche , toujours chagrine d'avoir perdu la Silésie , a toujours le projet de la réunir de nouveau à son empire ; 3°. que cette maison a une inimitié irréconciliable contre la Prusse sa rivale , & qu'elle a le plus violent désir de la réduire aux États qu'elle possédoit à la fin du siècle dernier. Votre majesté peut-elle d'ailleurs ignorer que le monarque Autrichien convoite toute l'Allemagne qu'il regarde comme son apanage ; il croit avoir autant de droits sur tous les États des princes de l'Empire , qu'en prétendoient autrefois les rois de France sur la Normandie , la Bretagne , la Bourgogne , &c. Ces projets ambitieux de la Cour de Vienne , n'échappèrent point au grand Frédéric , qui la surveilloit de près , & qui , pour réprimer cette ambition , faisoit avidement la grande vue que lui présenta votre majesté , d'une ligue germanique , projet sublime qu'elle ne doit jamais négliger.

Si vous vous déclarez pour l'Autriche , dans sa guerre contre la France , vous perdrez , sire , l'avantage d'être le chef d'une grande partie de l'Allemagne ; vous ne ferez plus regardé comme le protecteur des privilèges de l'Empire , mais seulement comme le jouet de l'ambition de la maison d'Autriche & de celle de son ministère.

Les vues d'aggrandissement de votre majesté , doivent se porter sur la Bohême , sur la Moravie , & sur les trois principautés de la Silésie qui restent encore à la maison d'Autriche ; ces États conviennent à votre majesté , ils lui appartiendront quand elle le voudra ; & les princes d'Allemagne , bien loin de désapprouver cette conquête , y applaudiroient , parce qu'ils se verroient plus en sûreté pour leurs propres États , lorsque l'aggrandissement de la monarchie prussienne pourroit ba-

lancer la trop grande puissance de l'Autriche; mais si vous vous réunissez, sire, dans la guerre actuelle, avec cette puissance; si celle-ci triomphe, si elle s'empare de la Lorraine & de l'Alsace, comment ensuite pourrez-vous lui résister? Elle vous prescrira des lois; elle vous dépouillera de la Silésie; elle vous réduira à ne plus jouer qu'un rôle subalterne parmi les souverains, & vous n'aurez plus de ressource dans la France, que vous aurez ruinée, & qui est véritablement la seule grande puissance qui soit aussi intéressée à votre aggrandissement, qu'à l'affoiblissement de la maison d'Autriche.

Par votre alliance monstrueuse avec les cabinets de Vienne & de Pétersbourg, vous laisseriez, sire, à ce dernier, la faculté de conquérir ou de ruiner la Pologne; est-il de votre intérêt qu'elle soit ruinée? Votre majesté ne voit-elle pas que ce Royaume, par sa position, est son allié nécessaire; qu'en acquérant par sa nouvelle constitution une consistance plus assurée, elle lui devient de la plus grande utilité, & que, dès que l'ordre & la paix seront rétablis dans ses foyers, elle pourra déployer des forces réelles en votre faveur, sire, puisqu'elle a besoin de vous pour résister à la Russie & à l'Autriche: il est donc impolitique & dangereux pour votre majesté, de permettre le renversement de la nouvelle constitution de la Pologne, qui est réellement avantageuse à vos intérêts, & qui, je le répète, n'a été faite que de concert avec vous.

On prétend aussi que vous êtes convenu, sire, avec l'Autriche & la Russie, de faire entre vous un nouveau partage de la Pologne; ce projet seroit désastreux pour votre majesté, voici pourquoi: par ce partage, vos Etats, sire, ne seroient plus séparés de ceux de la Rus-

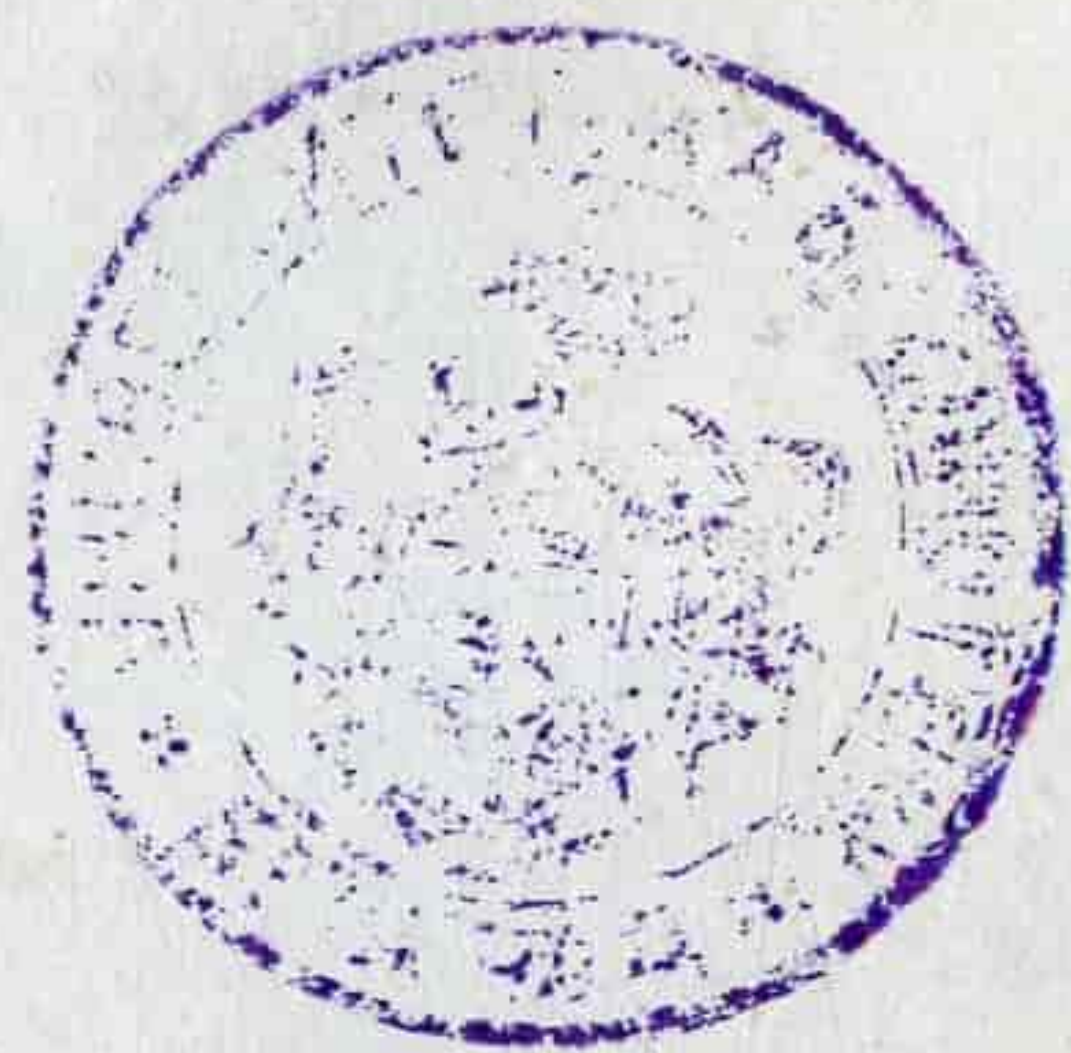
sie, puissance la plus dangereuse par sa vaste ambition, qui ne tend à rien moins qu'à envahir toute l'Europe. La Russie, en trompant l'Autriche, comme elle l'a fait si souvent, se réuniroit avec elle contre vous, comment pourriez-vous résister à ces deux ennemis? Et quelle puissance pourroit voler à votre secours, lorsque la France & la Pologne seroient ruinées? Il est donc de la plus grande importance pour vous, sire, que vos Etats restent séparés de ceux de la Russie par une puissance neutre, telle que la Pologne, assez forte pour être votre alliée utile, & pas assez pour vous inquiéter. Il importe qu'entre la Prusse & la Russie il existe, comme entre celle-ci & la Chine, un grand espace qui puisse servir de barrière à l'insatiable ambition du cabinet de Pétersbourg.

D'ailleurs, dans ce nouveau partage de la Pologne, vous n'aurez, sire, vraisemblablement que la moindre portion, & quelle que fût celle qui vous échoiroit, elle ne vous donneroit pas de forces suffisantes pour résister, je ne dis plus à ces deux puissances réunies contre vous, mais seulement à une seule des deux.

Permettez-moi de vous observer, sire, que le rapport de vos forces à celles de la Russie, est comme un à cinq, puisque la Russie a 30 millions d'habitans, & que le rapport entre vous & l'Autriche, est comme un à trois & demi, puisque la population des Etats Autrichiens est de 19 à 20 millions d'habitans, & que les revenus de cette couronne sont de 94 millions de florins. Or, si en partageant la Pologne, ces rapports restent les mêmes, & si, comme il y a lieu de le craindre, ces rapports devenoient plus fâcheux pour vous, il y auroit raison de prévoir que votre puissance disparoîtroit

dans peu d'années de la surface politique de l'Europe.

En un mot, sire, vous avez tout à espérer de la prospérité des Français & des Polonais, en protégeant efficacement leurs nouvelles constitutions; vous avez tout à craindre de l'Autriche & de la Russie, en vous privant des secours de la Pologne & de la France; & si vous persistiez dans vos intentions supposées contre ces peuples, vous préféreriez donc les perfides conseils d'hommes qui auroient la vue très-courte, ou qui seroient bien corrompus? *Signé, D. E. T.*



L E T T R E

*Au Duc de BRUNSWICK, relativement à son
Manifeste contre la France.*

Le 4 Août 1792.

MONSEIGNEUR,

J'AI adressé le 18 juin dernier, au roi de Prusse, une lettre sur les intérêts de sa majesté envers la France & la Pologne; le manifeste qui vient de paroître contre la Nation française, sous le nom de votre altesse sérénissime, me détermine à vous envoyer, monseigneur, copie de la lettre susdite, & à l'accompagner de quelques réflexions que me dicte le zèle le plus pur pour les intérêts de votre gloire.

Ce manifeste ne peut pas être de vous, monseigneur, il est trop impolitique, trop peu convenable aux circonstances, trop indigne du souverain le plus éclairé de l'Allemagne & de l'Europe entière; cet écrit ne peut avoir été imaginé que par les têtes si fécondes en sottises de la cour des Tuileries. Un acte si intéressant pour tous les peuples, & qui devoit être adressé à une Nation si riche en hommes d'esprit, qui savent aussi bien écrire que penser & parler; un pareil acte, dis-je, exigeoit un style & des idées dignes de la grandeur & de la prudence des princes alliés contre la France. Cet acte ne devoit contenir ni injures, ni ca-

lornies , & moins de menaces. Cette grande cause devoit être plaidée avec un art, dont les auteurs du manifeste n'ont vraisemblablement aucune connoissance ; enfin cet acte , qui n'ose se montrer que clandestinement , est si singulier , qu'il seroit ridicule d'en entreprendre la réfutation ; ainsi je l'oublie , pour ne m'occuper que des grandes hostilités que votre altesse sérénissime doit , dit-on , diriger contre la France.

J'ai passé une grande partie de ma vie dans l'état militaire , en voyages , & principalement dans les états du nord ; il est inconcevable pour moi , qui ai connu personnellement les princes , les grands , les ministres , qui ont joué , & ceux qui jouent les principaux rôles dans ces contrées , qu'ils aient pu se laisser séduire par les princes français & par les émigrés de cette nation , qui sont si généralement renommés par leur ignorance , par leur immoralité , par leurs désordres de toute espèce , & sur-tout par leur orgueilleux dédain pour les étrangers ; comment des fots ont-ils pu égarer le jugement de tant de sages , même le vôtre , monseigneur , puisque vous avez accepté la commission de servir leur cause à la tête des armées réunies des maisons d'Autriche & de Brandebourg ? Vous avez donc tous été trompés par les mécontents ? sans doute ils vous ont fait accroire que la France étoit déchirée par des factions , & que la guerre civile éclateroit dans toutes ses provinces , aussitôt que les troupes étrangères attaqueroient ses frontières. En vous assurant , avec vérité , qu'ils avoient des intelligences à la cour de Louis XVI , dans tout le royaume , & sur-tout dans les villes fortes , dont les commandans & les officiers ne manqueroient pas de livrer les forteresses aux troupes allemandes ,

ces émigrés auroient dû vous dire aussi, qu'il existoit dans toutes ces places, des municipalités, des magistrats du peuple, remplis de zèle pour le nouvel ordre de choses, & qui surveilloient jour & nuit ces commandans, ces officiers, dont ils rendoient les tentatives Inutiles.

Ils vous ont bien trompé, monseigneur, ces émigrés, en vous disant que vous n'auriez à combattre qu'une poignée de factieux; cette poignée consiste dans les 19 vingtièmes de la nation, éprise du plus violent amour pour une nouvelle divinité, à laquelle les français donnent le nom de *Liberté*; les pères & les fils, les filles & les femmes font, à cette idole, toutes fortes de sacrifices; chacun offre sa fortune & ses bras pour la défense de sa patrie, chacun souffre gaiement pour elle les fatigues, la misère & la mort.

La révolution, qui a mis la couronne britannique sur la tête du Prince d'Orange, avoit fait en Angleterre un grand nombre de mécontents; un quart de la nation étoit pour Jacques Stuart. Pendant la révolution des Anglo-américains, un tiers des habitans étoit pour la métropole; cependant une foible majorité fut assez forte pour soutenir la révolution dans ces deux états; comment donc celle de France ne se soutiendrait-elle pas avec une majorité qui est presque une unanimité?

Je ne suis, Monseigneur, ni Allemand, ni Français, ni Démocrate, ni Aristocrate; étranger à tous les partis, je vois les objets sans partialité; calme au milieu des orages, j'examine tout avec une raison froide & sans nuages; ami des hommes en général, j'ai une véritable estime pour la plupart des Princes du nord, parce qu'ils se conduisent bien autrement que ceux du midi; j'ai une

vénération particulière pour V. A. S. & j'ose lui affirmer que l'entreprise dont elle s'est chargée, est au-dessus des forces humaines.

Vous avez mérité, monseigneur, la plus brillante réputation, comme capitaine; vous en avez mérité une plus flateuse, comme souverain, en gouvernant vos peuples avec une sagesse admirable; ne risquez pas, monseigneur, de flétrir vos lauriers, de perdre votre gloire, d'effacer du temple de mémoire un nom qui doit y rester comblé d'honneurs & de bénédictions, si vous ne l'obcurcissez pas par une guerre de tyrans, aussi injuste qu'impolitique, puisqu'elle a pour but essentiel, ainsi que le remarque très-judicieusement, le sage régent de la Suede, *d'élever de nouvelles barrières entre les trônes & les peuples.*

Le meilleur moyen pour les Princes étrangers de préserver leurs États de ce qu'ils nomment le *mal français*, c'est de réformer les abus de leurs administrations, d'abandonner les français à eux-mêmes, & de les laisser vuider leurs querelles entr'eux; le plus sûr moyen aussi pour ces Princes d'attirer des révolutions dans leurs états, c'est de prendre part à celle de France, & d'envoyer à cette école leurs soldats, qui bientôt y prendront des principes révolutionnaires, comme déferteurs ou comme prisonniers, & les reporteront chez eux.

Seroit-ce le désir de venger la royauté outragée, qui auroit déterminé cette coalition de Potentats contre les Français? Il est trop tard, monseigneur; s'il y avoit quelque tentative à faire à ce sujet, c'étoit dès les premiers instans de la révolution, lorsque le plan n'en étoit qu'ébauché, avant que l'opinion publique à cet égard fût formée, avant que le peuple connût ses droits

& ses forces, avant qu'il fût engoué de sa nouvelle idole. La royauté, toujours digne du plus profond respect dans les monarches estimables, fut outragée dans tous les pays, lorsque ceux qui en étoient revêtus se rendirent méprisables par leur inconduite, haïssables par leur tyrannie, lorsqu'ils préférèrent l'indolence au travail, l'arbitraire à la justice, la violence à la modération, le vice à la vertu. Il n'est arrivé à Louis XVI, à sa femme, aux Princes de sa maison, que ce qui étoit déjà arrivé à une foule d'autres souverains qui avoient avili, comme eux, leur rang auguste par toutes sortes d'excès & de turpitudes. Croyez-vous, monseigneur, que les Français si doux, si excessivement idolâtres de leurs Rois, vous eussent jamais manqué de foi, de soumission & d'attachement, si vous eussiez été assis sur leur trône ?

Vous avez visité, monseigneur, les différens États de l'Europe ; à votre retour de France, où vous avez été justement admiré & chéri, où vous aviez observé les princes, les grands & les ministres, vous avez dit, que *la cour de Versailles étoit le séjour de tous les vices, de tous les désordres* ; comme vous avez dit des États du roi de Sardaigne, que c'étoit le pays où vous aviez vu *les places les plus fortes, & les troupes les plus mauvaises, les plus mal disciplinées* ; comment donc pourriez-vous estimer aujourd'hui ces mêmes personnages, que vous avez si justement méprisé, lorsque vous les avez vu de près !

Depuis que vous êtes dans le voisinage de la France, comment n'avez-vous pas encore reconnu, monseigneur, qu'on vous en a imposé, en vous assurant que la guerre civile y commenceroit, dès que vos troupes en approcheroient ? Comment ignorez-vous encore que depuis

la révolution, les Français n'ont pas été plus unis, plus énergiques, plus patriotes, que depuis qu'ils ont vu vos armées s'avancer sur eux ? Semblables aux Romains qui mirent à l'enchère les champs où campoit Annibal, les Français ont acheté très-chèrement les biens nationaux situés dans les contrées qui doivent être foulées par vos légions, dans le cas où vous voudriez réaliser le très-grand projet de venir à Paris; ce fait mérite votre attention, monseigneur, daignez observer aussi que les plus vigoureux décrets de l'Assemblée nationale ont été rendus depuis qu'elle a sçu votre arrivée sur ses frontières; que les Parisiens, bien loin d'être intimidés par les horreurs dont on les menace, s'ils mécontentent leur Roi, discutent tranquillement sa déchéance dans leurs comités; que sur les quarante-huit sections de la Capitale, quarante-sept ont déjà présenté leur vœu pour cette déchéance à l'Assemblée nationale, & que ce redoublement d'énergie annonce que votre entrée en France, monseigneur, bien loin de faire tomber les Français aux pieds de Louis XVI, ne pourroit que précipiter le détronement de ce Prince.

Si l'on vous instruisoit avec fidélité, monseigneur, des dispositions du Peuple Français, on vous diroit que ce Peuple, continuellement trompé & travaillé par les émissaires du château des Tuileries, & mainte-fois au moment de donner dans les pièges qu'on lui tendoit pour le perdre, en lui faisant commencer la guerre civile, il a suffi, chaque fois, d'un seul mot de son magistrat pour l'arrêter, pour le faire rentrer dans l'ordre.

Les Parisiens étoient fort ennuyés d'être privés, depuis plusieurs semaines par Louis XVI, de la promenade du jardin des Tuileries; ils étoient excités par les malveillans

d'en forcer les portes ; ils alloient le faire ; un mot de leur Magistrat les a fait retirer. On leur a depuis rendu par décret, la jouissance d'une terrasse de ce jardin, qui est contigüe à la salle de l'Assemblée nationale ; aussitôt le Roi piqué, a voulu rendre la jouissance du jardin entier, le Peuple l'a refusé ; il a séparé la terrasse du reste du jardin par un simple ruban qui sert de barrière, & que chacun respecte.

Ces détails exacts, qui font connoître le grand caractère de cette Nation, vous prouvent en même temps, monseigneur, que ce Peuple n'est point indocile, & qu'il obéit facilement à une autorité légitime qui fait commander.

Depuis quelques jours la voix publique ne cesse de répéter que vous vous proposez, Monseigneur, de venir dicter des loix à la France, au sein même de sa Capitale : V. A. S. ne croit pas sans doute qu'on puisse faire trembler Paris comme Berlin, avec un petit corps de troupes, tel que fut celui de Hadick ? & comment, n'ayant en votre pouvoir aucune place forte, aucun magasin dans l'intérieur du Royaume, une grande armée pourroit-elle y subsister ? Est-ce en fourageant comme nous le fîmes pendant la guerre de sept ans, en Bohême, dans la Silésie, la Saxe, la Lusace ? Mais, Monseigneur, les fourageurs Prussiens & Autrichiens, ainsi que les vôtres, n'avaient rien à craindre de la part des payfans de l'Allemagne, accoutumés depuis si longtems à ces avanies, & toujours tremblans à la voix & sous le bâton des soldats ; il n'en ferait pas de même des Français, qui n'ont jamais éprouvé ces brigandages, & qui, depuis le 14 juillet 1789, ne seraient pas d'humeur de les souffrir. Les habitans des campagnes, réunis à ceux des villes,

armés de toutes pièces, & conduits par leurs Officiers Municipaux, tomberaient sur vos fourageurs, les tueraient, ou plutôt ils en favoriseraient la désertion, pour laquelle les troupes Allemandes & sur-tout les Prussiennes ont beaucoup de penchans. Eh ! Monseigneur, combien ce penchant doit augmenter, depuis le Décret qui leur assure la liberté, la fortune & le bonheur en France ! ce Décret doit vous faire faire de sérieuses réflexions. Vous seriez donc obligé, Monseigneur, de traîner avec votre artillerie, une multitude de chariots chargés de vivres & de fourages, qui tiendraient un espace de plus de deux lieues, & ce convoi, excessivement dispendieux, exposé sur la route au pillage, à l'incendie, au massacre, affoiblirait beaucoup votre armée.

Supposons que vous parvinssiez, Monseigneur, à amener une grande armée à Paris, votre tâche ne serait pas remplie ; vous y trouveriez au moins un million d'hommes robustes & bien armés, parce que Paris, par sa consommation, faisant vivre les habitans de vingt lieues à la ronde, ils ont le plus grand intérêt de voler à son secours, & de lui porter des subsistances qui vous manqueraient. 200 mille hommes ne vous suffiraient pas pour empêcher cette communication avec une ville de si grande étendue ; que de risques vous courriez, Monseigneur, au milieu de ce peuple immense, enivré du fanatisme de la liberté ! & ne pourrait-il pas s'y trouver quelque Scévola ? à coup sûr, Monseigneur, les Français ne ressembleraient point à ceux que vous avez battus autrefois, ni à vos dociles & paisibles Allemands.

Je suppose encore, Monseigneur, que vous soumettiez les Parisiens, cela ne suffirait pas pour opérer une contre-révolution en France ; car pendant que vous

les enchaîneriez, les autres Départemens vous prépareraient des fers; votre retraite pourrait devenir plus difficile que celle des dix mille de Xénophon, & vous pourriez y perdre l'honneur & la vie. On peut supposer aussi la défaite de vos armées, par des combats & des défections; & dans ce cas, les pertes de la Prusse ne seraient-elles pas infiniment plus grandes & moins réparables que celles de l'Autriche, & ne resterait-il pas à celle-ci assez de ressources pour profiter de la faiblesse de sa rivale, & pour se dédommager de ses propres pertes en lui représentant la Silésie?

Monseigneur, j'ai dit au roi de Prusse, que la France & la Pologne étaient ses alliées naturelles & nécessaires; déjà pour avoir dédaigné mes conseils, la Pologne ne peut plus lui être utile. S'il étoit possible que V. A. S. ruinât la France, la Prusse n'aurait plus aucun secours à espérer en cas de besoin, & les Cours de Vienne & de Pétersbourg partageraient ses dépouilles quand il leur plairait.

Monseigneur, les circonstances actuelles offrent de grandes & brillantes destinées au Souverain le plus sage, le plus éclairé, le plus estimé de l'Europe; ne risquez pas de perdre dans un moment malheureux, des avantages incalculables. Croyez à un homme éclairé par l'âge, la réflexion & l'expérience, sur les vrais intérêts actuels des Princes de l'Europe, & particulièrement sur les vôtres; renoncez à une entreprise qui n'est fondée que sur des renseignemens infidèles, sur les faux calculs de passions aveugles, sur l'abominable espérance d'une guerre civile qui ne peut avoir lieu, parce qu'il est impossible à ceux qui la désirent d'armer en leur faveur un peuple idolâtre de la liberté, & que des Prêtres, des Nobles, des gens

de robe & de plume , ne sont point des instrumens propres à l'exécution d'un pareil projet ; renoncez donc , Monseigneur , à des tentatives qui ressembleraient à celles de Dom Quichotte , & qui terniraient votre réputation.

Enfin , Monseigneur , ne dédaignez pas les conseils d'un homme qui ne fut jamais courtisan de personne , qui ne vous demande rien pour lui-même ; qui vous aime , parce qu'il vous a connu personnellement , qui ne craint que de vous voir égaré sur une fausse route , & qui voudroit de tout son cœur vous voir prendre celle du bonheur que vous pourriez partager avec des millions d'hommes.

Je ne puis , & ne dois pas m'expliquer plus clairement avec un Prince qui a autant de lumières que vous , Monseigneur , & je suis heureux , si les vérités contenues dans cette lettre , dissipent les nuages qui semblaient obscurcir le vaste horizon de votre heureux génie.

S E C O N D E L E T T R E
A U D U C D E B R U N S W I C K .

Le II août.

MONSEIGNEUR,

J E vous ai dit dans ma précédente, que les émigrés, les plus lâches des hommes, avoient trompé votre altesse sérénissime, en lui persuadant qu'elle pouvoit intimider les Français, & sur-tout les Parisiens, par de violentes menaces.

Je vous ai observé, monseigneur, que l'Assemblée Nationale de France, quoiqu'en partie corrompue par la liste civile, avoit rendu les décrets les plus vigoureux, & que l'énergie des troupes Françaises s'exaltoit de plus en plus, à mesure que les armées ennemies s'approchoient de leurs frontières, & depuis qu'on connoissoit votre manifeste en France.

Je vous ai prédit, monseigneur, que vos menaces ne feroient qu'incendier les têtes des Français, qu'allumer davantage leur courage, & que compromettre la sûreté de Louis XVI : cette prédiction est accomplie ; & vous allez juger, qui des émigrés ou de moi, vous a dit la vérité ; qui d'eux ou de moi, vous a témoigné plus d'estime & d'intérêt pour votre gloire.

Dès-que vos nouvelles notes ont été connues à Paris, monseigneur, la fermentation y est devenue terrible. Le peuple est devenu furieux contre la cour, & a demandé à grands cris la déchéance du Roi, chef de tous ses ennemis. La cour a d'abord cherché à calmer les esprits, en faisant dénoncer à l'Assemblée Nationale votre manifeste comme apocryphe ; mais l'opinion publi-

que, déjà formée, vous accusoit, monseigneur, d'avoir signé cet acte & son supplément, & le lénitif de la cour, regardé comme une nouvelle imposture insidieuse, n'a fait qu'augmenter la défiance & le mécontentement général : dès que la cour s'en est apperçu, elle a résolu d'exécuter son projet, tant de fois manqué, depuis trois ans, de faire massacrer les Parisiens, & de faire mettre le feu au quatre coins de leur ville; elle comptoit pour le succès de cette nouvelle conspiration, sur dix-huit cents gardes du corps licenciés, sur une multitude de chevaliers-poignards & de prêtres fanatiques; sur les bataillons des gardes nationaux des filles Saint-Thomas, & d'Henry IV, sur la plupart des officiers de cette garde, & sur deux mille suisses, parfaitement exercés & disciplinés.

Le dix du courant, à sept heures du matin, le Roi qui avoit rassemblé son armée dans le jardin des Thuilleries, en a fait la revue, il a passé dans tous les rangs, il a fait distribuer du vin & de l'argent à ses satellites; il les a exhortés à massacrer le peuple qui venoit demander leur expulsion de Paris, & la déchéance du trône pour lui-même. Les satellites ont répondu par des cris de *vive le roi, au f. . . . la Nation*; une partie du peuple, témoin de cette revue & de ces imprécations, a répliqué par des cris de *vive la Nation, vive Pétion, périssent les traitres*. Intimidé par ces cris, le Roi est rentré dans son palais avec ses courtisans; une partie de son armée est restée dans le jardin, avec des canons chargés à mitrailles; une autre partie des royalistes s'est fortifiée dans le château, les suisses se sont retirés dans les cours où étoient leurs canons & leurs casernes, qui n'existent plus, parce qu'elles ont été brûlées hier: enfin, le Roi suivi de quelques courtisans, s'est réfugié

avec sa famille, dans la salle de l'Assemblée Nationale, où sans approbation ni murmures, on lui a donné une tribune pour retraite : M. d'Affri, commandant des suisses, qui avoit accompagné le Roi, lui a demandé, en le quittant, *Sire, est-ce votre dernier mot, oui*, a répondu le Roi : *allez, faites votre devoir.*

Les Parisiens, au nombre d'environ deux cens mille, formés en bataillons composés de gardes nationaux, & d'hommes à piques, sont arrivés au caroussel & aux champs-élisées; des suisses, sous l'apparence de l'amitié les ont abordés, les ont embrassés, & leur ont conseillé de forcer les portes du château, en leur promettant de se joindre aussi-tôt à eux; les patriotes ont suivi ce perfide conseil, aussi-tôt une décharge de toute l'artillerie royale a fait un horrible carnage, c'étoit le dernier mot du roi, *ultima ratio regum.* Les patriotes, furieux de cette infâme trahison; ont à l'instant riposté par plus de cent mille coups de fusil, & de plus de 50 pièces de canons, braqués sur le château dans le caroussel, sur le pont-royal & dans la place de Louis XV. Les suisses se sont défendus comme des lions, ils ont pendant plus d'une heure, fait un feu continuel par les croisées du château, & par des trous pratiqués exprès dans leurs casernes; mais à l'exception de cent cinquante qui sont en prison, & qui doivent être jugés par une cour martiale, tout le reste a été massacré, ainsi que les royalistes qui étoient dans le château & dans le jardin, excepté beaucoup d'officiers qui se sont sauvés. Enfin tous les meubles de l'appartement de la reine, ont été brisés & jettés par les fenêtres.

Je vous observe, monseigneur, que l'armée des Parisiens étoit sans chef, & que, pour préserver leur maire

chéri, de tout accident, de toute responsabilité pendant cette nouvelle révolution, ils avoient pris la précaution, la veille de le suspendre de toutes fonctions, ainsi que le Procureur, de la Commune, qu'ils leurs avoient donné une garde sûre de quatre cens hommes dans l'hôtel de la mairie, & qu'ils les ont rétablis dans leurs fonctions, dès que la crise a été passée. Ce trait donne à cette révolution un caractère unique de grandeur qui doit vous faire une forte impression, monseigneur, & voici d'autres faits qui ne sont pas moins admirables.

Tout ce qu'il y avoit de richesses en or, en argent, en diamans, en monnoies & en assignats, dans le château des Thuilleries, a été porté, partie à l'Assemblée nationale, & partie dans les bureaux voisins des sections, qui en ont donné leurs récépissés à l'Assemblée; & par qui ces actes de fidélité ont-ils été faits? c'est précisément, monseigneur, par cette classe d'hommes que les nobles appellent la *canaille*, & que maintenant on nomme les *Sans-Culottes*.

La famille royale a été témoin qu'un de ces hommes de travail, a apporté sur le bureau de l'Assemblée, un sac de 800 livres en écus; il a demandé en grace qu'on comptât tout-de-suite ce qui étoit dans le sac, afin que le roi, présent, pût attester sa fidélité.

Un autre ouvrier a apporté de la vaisselle d'argent; un autre, un porte-feuille contenant pour dix-huit-cents mille livres d'assignats: un autre a apporté une montre d'or à répétition, avec vingt-sept louis d'or qu'il avoit trouvés dans les poches d'un officier suisse qu'il avoit tué. Il faudroit un volume pour recueillir tous les faits de ce genre, qui ont éclaté au milieu de tant d'horreurs.

Sans doute il étoit impossible qu'il ne se trouvât des

pillards dans une si grande foule, mais au milieu du plus grand désordre, la police se faisoit, & la justice se rendoit par ces mêmes Sans-Culottes, mieux qu'elles ne le furent jamais dans les temps les plus tranquilles par les agens du gouvernement sous l'ancien régime. Plus de cinquante voleurs, pris en flagrant délit, ont été, sur le champ, tués ou pendus aux réverbères, & leurs vols portés à l'Assemblée. Ce même peuple continue de faire la chasse la plus vigoureuse aux brigands, dont la cour avoit infesté la capitale, en leur promettant le pillage des maisons des Patriotes.

On met les scellés, & l'on fait les recherches les plus exactes dans les maisons royales, & dans celles des anciens ministres, des fonctionnaires publics & royalistes, & d'autres gens suspects. On a trouvé dans le secrétaire du roi, & dans les papiers de l'intendant de la liste civile, les mémoires de ce que Louis XVI a dépensé pour Coblents, pour fomenter les troubles dans le royaume, pour faire imprimer des écrits incendiaires, pour contrefaire, falsifier & discréditer les assignats.

Les statues des anciens rois de France sont brisées, elles vont être converties en canons, pour soutenir la liberté française, & les places publiques de cette nation ne seront plus décorées que de ses vertus & de ses triomphes. Voilà, monseigneur, des actes qui passeront à la postérité.

Poussé par la curiosité, j'ai voulu être témoin de tout ce dont je vous instruis, monseigneur; j'ai vu, un instant avant le combat, une demoiselle aimable & jeune encore, un sabre à la main, montée sur une pierre, & je l'ai entendu haranguer, la multitude ainsi qu'il suit.

Citoyens! l'Assemblée Nationale a déclaré que la

Patrie étoit en danger, qu'elle étoit dans l'impuissance de la sauver, que son salut dépendoit de vos bras, de votre courage, de votre patriotisme; armez-vous donc, & courez au château des Thuilleries: c'est-là que sont les chefs de vos ennemis, exterminiez cette race de vipères, qui depuis trois ans ne fait que conspirer contre vous; songez que dans huit jours vous serez exterminés, si vous ne remportez pas aujourd'hui cette victoire; choisissez, entre la vie ou la mort, la liberté ou l'esclavage; respectez l'Assemblée Nationale, respectez les propriétés, faites justice vous-mêmes des pillards, & partons.

Aussi-tôt des milliers de femmes se sont précipitées au milieu de la mêlée, les unes avec des sabres, les autres avec des piques, j'en ai vu plusieurs, tuer elles-mêmes des suisses, d'autres encourageoient leurs maris, leurs enfans, leurs frères. Plusieurs de ces femmes ont été tuées, sans que les autres en fussent intimidées? je les ai entendu s'écrier ensuite: *qu'ils viennent ces prussiens, ces autrichiens, nous perdrons beaucoup de monde, mais pas un de ces J. F. ne s'en retournera.*

Et vous compteriez sur de pareilles femmes, monseigneur! Combien je vous ai désiré hier à côté de moi, afin que vous connussiez l'intrépidité de ces Parisiens, des Marseillois, des Brestois & de leurs héroïnes! Vous seriez maintenant fortement indigné contre vos protégés. Au surplus, ces récits ne doivent point vous étonner, monseigneur, si vous vous rappelez que la veille de la prise de la Bastille, ces mêmes Parisiens, sans armes, ont mis en fuite l'armée royale de Broglie, forte de trente mille hommes au moins, & munie de l'artillerie la plus formidable.

Respectez, monseigneur, une pareille Nation; ne la

traitez pas comme une poignée de brigands, & désavouez les outrages que vous lui avez adressés.

La famille royale est restée dans la salle de l'Assemblée jusqu'à trois heures du matin, qu'on la conduite dans un appartement voisin, en attendant que celui du Temple fût préparé pour la recevoir, & elle y a été transportée au milieu des huées du Peuple. Cette famille a été témoin de nouvelles accusations contre elle, de ce qu'on a décrété pour la dépouiller de tout moyen de nuire, & des précautions qu'on a prises pour prévenir & empêcher les trahisons qu'elle avoit préparées dans l'armée, dans les places fortes, & dans les corps administratifs.

Tels sont les effets qu'a produit votre manifeste, monseigneur & le supplément; croyez-vous que la famille royale de France & les émigrés vous aient de grandes obligations? L'événement d'hier a beaucoup diminué le nombre des royalistes; s'il y en a encore dans Paris, certainement ils n'oseront plus se montrer; d'ailleurs la royauté dépouillée de la liste civile, n'a plus d'attraits pour ces gens-là.

Je vous le repète, monseigneur; je ne conçois pas qu'on ait pu vous déterminer à défendre une si mauvaise cause, & à signer des écrits aussi impolitiques, aussi indécents; il est encore temps, reconnoissez les erreurs dont on vous a enivré, & désavouez vos menaces outrageantes; on ne parle point un pareil langage à une Nation de vingt-sept millions d'hommes, dont plus de six millions sont armés. A une Nation pleine d'énergie, d'honneur, de lumières, & d'un orgueil bien placé. En entendant vos menaces, monseigneur, on feroit tenté de croire que vous aviez déjà gagné sept ou huit batailles, & pris trois ou quatre places fortes en France. Ce

n'étoit pas ainsi que parloit Alexandre après sa victoire d'Arbelles ; dans leurs harangues énergiques, les Romains ne parloient qu'avec ménagement à leurs ennemis. Un héros, même au sein de la victoire, ne doit s'expliquer qu'avec dignité, il doit éviter les fanfaronades deshonorantes ; c'est toujours une folie d'insulter une Nation ; c'est une démence de l'insulter avant de l'avoir vaincue ; c'est une bassesse de l'insulter après.

Celui qui vous parle ainsi, monseigneur, a plus de cinquante ans ; il est sans passion, sans partialité ; il a fait la guerre sanglante de sept ans ; il connoît l'art militaire ; il connoît les hommes ; il a vu, il a observé, il connoît parfaitement tout ce dont il vous entretient. Il affirme à votre altesse sérénissime, comme une vérité de la plus haute importance pour sa gloire, que la cause qu'elle veut défendre, est excessivement mauvaise ; qu'elle ne l'a embrassée que par erreur ; que ses spéculations hostiles ne sont fondées que sur des mensonges, des absurdités, des injustices, sur les idées les plus fausses du caractère de la Nation Française, de ses hommes, de ses femmes, de ses jeunes gens, de ses vieillards, qui tous, méprisent les blessures & la mort.

Désillez vos yeux, monseigneur, & désillez ceux des despotes que vous servez. C'est le génie tutélaire des Nations qui conduit la révolution qu'on vient d'achever à Paris ; ce génie de la justice ne veut pas que des peuples entiers soient impunément opprimés par une poignée de tyrans ; il veut venger les crimes des grands ; il veut effrayer, par un grand exemple, ceux qui seroient tentés à l'avenir de suivre leurs traces.

Pour toute sorte d'intérêts publics, & sur-tout pour les vôtres, monseigneur, ne dédaignez pas mes

conseils ; bien loin d'obliger les émigrés, vous leur feriez perdre toute ressource. Au lieu d'opérer une contre-révolution en France, vous pourriez fomenter des révolutions dans toute l'Europe ; en croyant servir la royauté, dont Louis XVI vient d'ouvrir le tombeau, il se pourroit que vous lui portassiez le coup le plus mortel : enfin, loin de vous couvrir de gloire, vous pourriez perdre, avec la vie, la haute réputation que vous avez acquise, & ne laisser à la postérité qu'un nom couvert d'opprobre. Tels sont les dangers auxquels vous vous exposeriez, monseigneur, en suivant de mauvais conseils ; puissai-je être assez heureux pour vous les faire éviter.

L E T T R E

A U R O I

D E S A R D A I G N E .

Paris, le 1^{er} Septembre 1792.

S I R E ,

V O T R E maison qui règne depuis 792 ans, n'a eu ni tyrans, ni princes doués d'un grand caractère, à l'exception de Victor-Amédée, votre ayeul, & le premier roi de votre race, qui réunissoit au cœur le plus magnanime, le génie le plus entreprenant; talens & qualités avec lesquels ce prince auroit pu opérer une grande révolution dans le systême politique de l'Europe, si les circonstances avoient secondé ses desseins hardis.

La plupart de vos ancêtres, sire, ont plus brillé par leur intrépidité, par leur capacité pour le commandement des armées, par l'art de traiter avec dextérité les affaires étrangères, & par leur modération dans l'exercice de leur autorité, que par la sagesse de leur gouvernement; car jamais on ne regardera comme sage, un gouvernement qui ne fut point fondé sur une constitution capable de garantir aux gouvernés la jouissance de leurs droits naturels; un gouvernement, où les loix, les impôts & toutes les institutions bleffoient la propriété des biens,

la liberté des actions, la sûreté de la vie, de l'honneur & de la réputation; un gouvernement enfin, où toutes les parties de l'administration étoient dirigées en sens contraire aux principes de la science de l'économie politique.

Ce ne fut donc, sire, que par des talens & des qualités personnelles, que quelques chefs de votre maison furent mériter, même avant l'accroissement de domination qu'ils ont obtenu dans ce siècle, l'estime, la confiance & la considération de quelques grandes puissances de l'Europe, qui les choisirent pour médiateurs dans leurs traités de paix; & ce fut parce qu'ils avoient des principes d'humanité, dans les siècles barbares de la féodalité, que quelques peuplades voisines se donnèrent à eux pour qu'ils les protégeassent contre les brigands & féroces châtelains qui les désoloient. Ces princes, avec des états très-bornés, furent amasser des trésors, en évitant les dépenses inutiles, & en épargnant sur leurs revenus; mais leur sol, d'une fertilité prodigieuse, les auroit enrichis bien davantage, & ils auroient enrichis leurs sujets, au lieu de les appauvrir, s'ils avoient été capables d'une bonne administration.

Vos ancêtres, sire, suivirent constamment un plan d'aggrandissement, mais ce ne fut qu'en se contentant d'ajouter à leurs domaines, ceux que leur donnèrent quelques potentats en reconnoissance des services qu'ils leur avoient rendus; jamais ils n'eurent de plus grande vues; aucun d'eux n'eut l'ambition d'acquérir une puissance suffisante pour n'avoir plus à craindre de forces supérieures; & tous, excepté votre ayeul, sire, manquèrent de l'énergie nécessaire pour sortir du rang inférieur que vous occupez encore parmi les souverains.

Quatre

Quatre fois, sire, votre maison a manqué l'occasion de devenir une puissance du premier ordre :

La première s'est présentée à Amédée VI, surnommé le *Comte-Verd* ; ce prince auroit pu devenir un grand monarque, s'il avoit su profiter de la détresse où la France étoit pendant l'emprisonnement du roi Jean.

Si, deux siècles après, Charles III. avoit eu moins d'érudition, de superstition & plus de fermeté, il auroit pu tourner, à son avantage, les réformes de Luther & de Calvin. En protégeant les partisans de la liberté religieuse, qui étoient si nombreux dans l'Italie, il auroit pu renverser l'église dominante, la puissance de son clergé, s'emparer de cette superbe contrée, & devenir un des plus grands princes de l'Europe : aidé des peuples Italiens, Charles auroit facilement bravé l'Espagne, la France & l'Europe entière ; il auroit d'ailleurs trouvé des alliés sûrs dans les princes qui avoient déjà embrassé la réforme.

Charles-Emmanuel votre père, sire, a manqué la troisième occasion de sortir de la classe inférieure des rois. Les armées de Marie-Thérèse avoient été défaites à la bataille de Leiden, en décembre 1757 : malgré ses nombreux alliés, cette princesse se défendoit, avec beaucoup de peine, contre le grand Frédéric, plus redoutable par les ressources inépuisables de son génie, que par ses forces réelles. Si votre père, sire, avoit cédé aux instances réitérées que lui faisoit le cabinet de Saint-James, il auroit pu s'emparer en 1758, non-seulement du Milanais, qui étoit entièrement à sa bienfaisance, ainsi que des États de Modène, de Parme & de Toscane, mais aussi de ceux de l'église & du royaume de Naples, qui étoient presque sans défense ;

& , lorsqu'il auroit été maître de toute l'Italie , quelle puissance auroit pu lui nuire ? Cette contrée , par son inépuisable fertilité , lui auroit fourni des moyens plus que suffisans pour la conserver ; & si à la paix , il y avoit eu raison de céder une partie de cette conquête , il en auroit au moins conservé la portion la plus importante , & il auroit eu la gloire de fonder une nouvelle puissance , dont votre majesté seroit revêtue. Votre père , sire , quoique dur & courageux , s'effraya de difficultés futiles qu'il auroit facilement applanies , s'il avoit eu un génie élevé ; il voulut qu'on n'attribuât qu'à sa justice & à sa loyauté , la foiblesse de sa conduite dans ces circonstances , mais , c'est toujours envain que les rois prétendent en imposer sur leurs sentimens , ils sont toujours les hommes les mieux connus ; tôt ou tard la sévère équité prononce leur arrêt sans appel , & la vérité est , que ce ne fut que par pusillanimité que votre père résista aux sollicitations de la Cour de Londres.

Enfin , c'est vous-même , sire , qui avez manqué la quatrième occasion de vous élever à la hauteur dont je viens de vous donner l'idée. Dans la crise où se trouve actuellement l'Europe , vous auriez pu vous procurer de grands avantages , si vous aviez seulement suivi le plan de conduite , que vous avoit tracé votre père ; & vous auriez pu devenir un grand prince , si vous aviez suivi les conseils d'un homme éclairé dans la science du gouvernement , particulièrement instruit de vos intérêts , & cet homme , c'est moi. Je vous étudiois à Turin depuis quelques mois , lorsque vous êtes monté sur le trône ; le peu d'ordre que vous mettiez dans vos dépenses , le peu de jugement que vous montriez

dans la dispensation de vos générosités & dans le choix de vos confidens, me firent prévoir dès-lors les désordres de votre règne. Cependant, comme vous paroissiez convaincu de l'amélioration dont la culture des États Sardes étoit susceptible, & disposé à faire cette utile conquête, cette espérance jointe au désir que j'avois de vous aider à faire le bien, me déterminèrent à tracer le plan de gouvernement qui convenoit à votre situation, & dont l'exécution étoit d'autant plus facile alors, que votre père vous laissoit 40 millions dans le trésor, un revenu de 30 millions, & pas un sous de dette; je remis ce plan à un de vos ministres, en le priant de vous le communiquer; s'il vous en a donné connoissance, sire, vous n'en avez fait aucun usage; &, s'il vous l'a caché, c'est que peut-être il l'a trouvé peu concordant avec vos malheureuses inclinations pour le despotisme & pour la profusion; inclinations qui sont ordinairement cultivées avec le plus grand soin dans les monarques par leurs ministres & leurs courtisans.

Bientôt je prouverai, sire, par le tableau historique de votre règne, que je n'ai pas cessé de vous observer, & que j'ai la connoissance la plus exacte de votre conduite & de toutes vos affaires; aujourd'hui je me hâte de vous secourir par des vérités, qui, quelques dures qu'elles soient, doivent opérer votre salut, si vous ne les consultez que dans le sein de votre famille.

Pourquoi, sire, voit-on encore dans le pays le plus favorisé par la nature, dans le Piémont, dans le Canavèse & jusques aux portes de Turin, des friches, des bruyères qui pourroient être facilement converties en excellentes prairies artificielles?

Pourquoi avez-vous rejeté les projets qui vous ont été tant de fois présentés pour la confection de canaux de navigation & d'arrosement, lesquels auroient fertilisé des terrains immenses, qui ne demandent que de l'eau, & qui auroient facilité le transport & la communication des productions brutes & manufacturées de votre territoire? projets si faciles à exécuter dans un pays si riche en rivières & en ruisseaux de toute grandeur.

Pourquoi avez-vous rejeté l'offre des Gênois, qui vous propofoient de rendre l'Arve navigable, & de rendre exploitables, par ce moyen, les forêts de la Tarentaise, dont les bois pourrissent sur pied, faute de débouchés, & qui seroient devenues une source de travaux & de richesses pour les pauvres habitans de la Savoie?

Pourquoi avez-vous préféré de favoriser huit ou dix seigneurs qui, par ignorance, ou par une absurde cupidité, craignoient que l'exploitation des forêts de la Tarentaise ne diminuât le produit de celles qu'ils possèdent dans le Chablais? forêts qui leur rendroient vingt fois davantage, si elles étoient converties en terres à bled. En faisant le bien des Gênois, dans la bourse desquels vous puisez si fréquemment, vous auriez fait celui des bons & laborieux Savoisiens, livrés depuis long-temps à la rapacité & à la brutalité de vos Piémontais.

Pourquoi, sire, avez-vous abandonné votre grande île de Sardaigne à des vices-rois, & à des prêtres, qui n'ont fait que la stériliser & la dépeupler de plus en plus. En donnant à ses habitans la liberté de conscience, & celle du commerce & de l'industrie, en

abolissant les réglemens qui les ruinent, en faisant effarter leurs forêts, dessécher leurs marais, défricher leurs landes, réparer leurs masures, en y faisant bâtir des villages, vous auriez quadruplé la culture de cet excellent territoire, sa population & vos revenus.

Vous auriez pu, sire, faire tout ce bien, toutes ces opérations productives, avec la moitié des sommes que vous avez dissipées, en récompenses à de mauvais sujets, en constructions inutiles, en dépenses extravagantes pour grossir & brillanter votre triste Cour, votre pitoyable armée, & vos inutiles ambassades.

Comment n'avez-vous pas vu, sire, qu'en multipliant vos valets, grands & petits, c'étoit multiplier vos pillards, vos ennemis, ceux de vos peuples, favoriser leur ruine & la vôtre ?

Comment n'avez-vous pas vu qu'en multipliant à l'excès les officiers de votre armée, c'étoit entraver sa tactique, la rendre presqu'impossible; que c'étoit multiplier vos pensionnaires inutiles; que c'étoit surcharger vos peuples d'une dépense d'autant plus accablante, que ces instrumens de la tyrannie, dans les États despotiques, tels que le vôtre, forment la classe d'hommes la plus immorale & la plus nuisible, après celles des prêtres ?

Comment, sire, n'avez-vous pas craint de vous couvrir de ridicule aux yeux des grandes puissances, en leur envoyant des ambassadeurs fastueux & inutiles ?

Comment n'avez-vous pas vu que le faste insolent de votre cour, de vos grands, de vos militaires, de vos ambassadeurs, insultoit à la misère de vos peuples, en l'augmentant continuellement ? Ne deviez-vous pas pré-

voir qu'en préférant ainsi l'apparence de la puissance, c'étoit vous priver, avec certitude, de la réalité?

Pourquoi vos grandes charges, sire, vos premiers emplois ecclésiastiques, civils & militaires, les privilèges, les exemptions, toutes faveurs, toute impunité, font-elles par vous exclusivement réservées aux plus vils des hommes, à vos nobles piémontais, qui sont en général plus ignorans, plus lâches, plus fourbes, plus brutaux, aussi avides, orgueilleux & oppressifs, que l'étoient les nobles de France?

Pourquoi vos sénats, vos tribunaux, font-ils de vrais coupe-gorges, où la rapine & l'iniquité s'exercent sans cesse impunément?

Comment ne voyez-vous pas, sire, que tous les instans de votre vie sont fouillés de cette multitude de crimes que commettent vos mandataires, en votre nom, & dont vous êtes responsable, puisque vous pouvez les empêcher?

N'est-ce pas pour satisfaire les caprices continuels de votre petite vanité que vous avez dissipé les quarante millions que votre pere avoit amassés; que vous avez augmenté la masse d'impôts dont vos peuples étoient déjà surchargés; que vous avez fait, & dissipé tant d'emprunts, dont vous ne savez comment payer les intérêts, ni rembourser les capitaux; que vous avez jeté dans la circulation pour plus de quarante millions de billets d'état qui n'ont aucune hypothèque; que vous avez dissipé par anticipation plus de trois années du revenu public, que vous y avez fait un déficit de plus de dix millions, & que vous avez contracté pour plus de cent millions de dettes?

Qu'arrivera-t-il, lorsque ces dissipations, ce déficit,

ces anticipations, ces dettes énormes, & la nullité de vos billets d'état seront connus de votre nation? Ou vous avouerez, sire, l'impossibilité de payer vos dettes, & cette banqueroute affreuse produira une funeste révolution; ou vous aurez recours au seul moyen qui vous reste pour rétablir l'ordre dans vos affaires, c'est-à-dire, à la vente des biens ecclésiastiques de vos Etats; mais dans ce cas, que n'avez-vous pas à craindre de la cupidité irritée de vos prêtres & de vos moines, de leur funeste ascendant sur vos peuples, du terrible pouvoir des confessionnaux sur vos Piémontais particulièrement, qui sont si superstitieux, si fanatiques, si enclins à la trahison, à la vengeance, à la rapine, à la férocité, aux crimes les plus atroces? C'est alors que vous reconnoîtrez combien les prêtres sont dangereux, combien vous avez eu tort de protéger un clergé fourbe, imposteur, ignorant, intolérant, inquisiteur, hypocrite, hautain, spoliateur, & de vous servir de lui pour perpétuer la stupide crédulité, l'ignorance, l'erreur, l'esclavage & les vices de vos peuples.

Que résulte-t-il d'un si détestable gouvernement? Vos provinces, sire, au lieu d'être dans un état de prospérité, sont ruinées; au lieu d'avoir des richesses disponibles, vous n'avez que des dettes. Vos peuples, au lieu d'être libres, instruits, vertueux, & dans l'aisance, sont esclaves, ignorans, vicieux & dans la misère; au lieu de vous témoigner leur contentement, leur reconnaissance, ils vous effrayent par de justes murmures.

Si vous aviez, sire, établi le bonheur & la liberté dans vos états, aujourd'hui tous les mécontents de l'Europe chercheroient un asile chez vous; ils vous porteroient leurs richesses, leurs lumières, leurs talens, leur

industrie; & le Milanois qui, depuis si long-tems, gémit sous la plus dure oppression, se donneroit à vous, & vous seriez en état de soutenir cette conquête; bien loin de là, vous ne pouvez point vous défendre, parce que vous n'avez qu'une armée d'esclaves sans tactique, sans discipline, sans force, sans courage, sans patriotisme; vous n'avez plus ni trésor, ni crédit; enfin, au lieu de jouir de la paix de votre ame, de l'estime de vous-même, de celle des autres, de la confiance & de l'amour de vos peuples; vous êtes généralement méprisé au-dehors, & détesté chez vous; les soupçons, les défiances, les inquiétudes les plus fondées, la perspective la plus effrayante, les présages les plus sinistres, les remords, la terreur vous poursuivent par-tout & vous tourmentent jour & nuit.

Comment, sire, dans une situation aussi malheureuse, aussi menaçante pour votre couronne, avez-vous eu l'imprudence d'entrer dans la ligue monstrueuse de Pilnitz? Lisez l'histoire de tous les siècles, & vous verrez que toute ligue formée d'une foule de princes ne peut durer long-temps, ni réussir. Dans ces ligues extravagantes, les puissances du troisième & du quatrième ordre, tel que le vôtre, ne jouent qu'un misérable rôle; elles ne sont que les satellites des potentats qui les emploient, & elles finissent par en être les dupes. Vous verrez, sire, que la ligue armée par l'empirique octogénaire de ministère de Vienne, aura le sort de celle de Cambrai, & vous resterez exposé au ressentiment de la plus grande Nation de l'Europe, qui se vengera avec éclat de tout le mal que vous aurez voulu lui faire. Quelle folie d'exposer votre poignée de mauvaises troupes aux fureurs de cent mille

hommes armés par la haine qu'ils ont de l'esclavage & de la tyrannie, par le plus violent amour de la liberté, & qui sont prêts à vous écraser, si vous ne les arrêtez par votre promptre retraite, & par votre renonciation authentique à toutes hostilités contre eux. Sans doute pour vous déterminer à vous joindre aux ennemis des Français, le comité autrichien vous a promis, sire, la Bresse & le Bugey, qui ont autrefois appartenu à votre maison; mais jamais vos ancêtres n'ont pu conserver de domaines en France, toujours ils ont été dupes de leurs alliances avec cette cour; & quand même le despotisme s'y rétablirait, ce qui est physiquement & moralement impossible, tôt ou tard les despotes Français vous arracheroient ce que la nécessité les auroit forcés de vous céder actuellement, & toujours il vous seroit, & à votre postérité, impossible de lutter contre une puissance si supérieure à la vôtre.

Qu'êtes-vous, sire, en comparaison d'un empire de vingt-sept mille lieues carrées, qui contient vingt-sept millions d'habitans, & qui peut jouir d'un revenu de six cent millions? Tous vos états, à l'exception de la Sardaigne, dont vous ne tirez que 300 mille livres au plus, n'ont pas autant d'étendue qu'en avoit la ci-devant province du Languedoc. Vous avez au plus 30 millions de revenus, & deux millions & demi de pauvres esclaves, qui, éparpillés sur une surface inégale, ne font pas l'effet d'un million dans un terrain bien arrondi.

Sur un territoire aussi vaste, aussi carré, aussi coupé de routes superbes & de rivières navigables, aussi bien défendu par la nature & l'art, que l'est celui de la France, 27 millions d'hommes forment l'effet de 40 millions. Alors, le rapport de votre population à celle des Fran-

çais est comme 1 à 20, & celui de vos revenus comme 1 à 23. Quelle disproportion ! N'est-ce pas un délire pour une puissance telle que la vôtre, de s'exposer au danger évident d'être étouffée sous une masse si énorme ? & cela, pour soutenir les injustes prétentions, soit de nobles auxquels vous aviez imprudemment donné retraite, & que vous avez été obligé de chasser, parce qu'ils étoient au moment de vous perdre ; soit de prêtres que, je vous le répète, vous ferez bientôt contraint de traiter chez vous comme ils l'ont été en France.

Le moindre désastre qui puisse résulter contre vous, sire, de vos mouvemens hostiles & si dispendieux contre les Français, c'est de consommer incessamment votre ruine, & d'allumer chez vous le feu de la guerre civile. Ne vous aveuglez donc plus sur votre situation ; ce n'est qu'au sein de la plus grande tranquillité, que vous pouvez éviter les malheurs dont vous êtes sérieusement menacé ; & je vous le répète, ne consultez que votre famille sur le parti que vous devez prendre, parce qu'elle seule a le plus grand & le même intérêt que vous de ne point se tromper.

C'est une vérité prouvée par l'expérience de tous les siècles, & chez les nations catholiques surtout, que les prêtres, les ministres & les nobles ont toujours été les plus grands ennemis des rois & des peuples ; ce sont ces perfides conseillers qui, dans ce moment, bouleversent l'Europe, pour conserver & perpétuer les abus dont ils profitent, ce sont eux qui s'efforcent d'élever de nouvelles barrières entre les trônes & les peuples. Bien loin de risquer rien pour eux-mêmes dans les guerres qu'ils déterminent & qu'ils dirigent, ces guerres sont pour eux des moyens d'augmenter leur fortune,

leurs partisans, leur influence ; c'est dans les plus grands désordres qu'ils trouvent les plus grandes ressources pour eux , pour leurs parens & leurs amis ; c'est du sang des peuples & de la ruine des rois que ces hommes s'engraissent ; ce sont eux qui perpétuent l'enfance , l'ignorance & les vices des monarques , pour opprimer & piller en leurs noms.

Ces princes qui se croient être des despotes, ne sont réellement que les prête-noms & les esclaves de ceux qui leur répètent sans cesse qu'ils n'ont que des droits à exercer , & point de devoirs à remplir , que rien ne doit résister à leurs volontés , qu'ils sont les maîtres de disposer de la vie & des biens de leurs sujets, & qu'aucun d'eux ne doit se permettre de penser & d'agir que comme il leur plaît ; c'est pour exercer toutes ces autorités au nom des rois qu'ils les leur supposent ; c'est ce tyrannique pouvoir qui a fait de la royauté un véritable fléau. C'est ce despotisme, sire, qui vous a fait faire de si excessives profusions, qui vous a conduit sur le bord de l'abîme ; c'est ce despotisme, & davantage encore celui de vos ministres, de vos courtisans, de vos prêtres & de vos magistrats, qui ont amené tous les malheurs que vous allez précipiter sur votre tête, si vous différez un instant de faire cesser vos imprudentes hostilités contre les Français.

Si, dans les circonstances actuelles, les monarques européens étoient plus éclairés, ils verroient qu'ils ne font qu'augmenter les forces expansives des vérités menaçantes pour leur despotisme, par les efforts qu'ils font pour les éloigner de leurs états, & ils renonceroient à ce projet extravagant ; loin de fuir ces vérités qui, malgré eux, saisiront leurs malheureux esclaves, s'ils

étoient sages, ils iroient au-devant d'elles; ils rejetteroient de leurs conseils ces traîtres adulateurs qui les rendent odieux à leurs peuples par cette ligue, par cette guerre contre leurs droits naturels; & s'ils se trouvoient insuffisans, avec les princes de leur sang, pour dissiper les orages qui se forment, ou qui grondent autour d'eux, & pour remédier aux abus de leurs gouvernemens, au désordre de leurs affaires, il n'est aucun de ces monarques qui ne possède dans ses Etats quelques hommes honnêtes & éclairés contre lesquels leurs ministres, leurs courtisans & leurs prêtres les ont prévenus, parce qu'ils redoutent leurs lumières & leur probité; eh bien, ce sont précisément ces hommes si redoutés que les rois devroient consulter & employer à toutes les réformes nécessaires, après avoir tout fait pour mériter leur confiance, & pour les garantir de toutes vengeances.

Je fais que vous avez chez vous, sire, quelques-uns de ces philanthropes capables de vous rendre les importans services dont vous avez si grand besoin; mais il est douteux que vous puissiez en rien obtenir, parce qu'ils connoissent votre foiblesse excessive, votre inconstance, vos incertitudes perpétuelles, l'insignifiance de vos larmes, l'inutilité de vos promesses, & cette superstition qui vous rend inepte pour les opérations les plus nécessaires à la restauration de vos peuples.

Les seuls moyens d'opérer cette restauration, sont de réduire la dépense de votre maison à l'exact nécessaire; de supprimer vos ambassades, vos sénats, vos intendans, vos gouverneurs & commandans militaires; de réduire votre armée à douze mille hommes d'élite; de sup-

primer la noblesse, d'établir la liberté de conscience, en supprimant toute préférence du gouvernement pour aucun culte; d'établir la liberté de la presse, celle du commerce & de l'industrie; de soumettre tous les fonctionnaires publics à la responsabilité la plus sévère, & de vous lier vous-même les mains de manière que vous ne puissiez, ni vous, ni vos successeurs, jamais exercer ni faire exercer aucun pouvoir arbitraire; de donner à vos peuples une constitution nationale, qui leur rende & leur garantisse la jouissance de leurs droits naturels; de vendre tous les biens ecclésiastiques de vos états pour payer vos dettes, pour multiplier chez vous les propriétaires fonciers & les cultivateurs qui, dans tous les pays, sont les hommes les plus laborieux, les plus utiles, les plus honnêtes & les plus attachés au sol de la patrie, parce qu'ils y incorporent une partie de leur existence; enfin de former tous les établissemens nécessaires à l'instruction publique & à la prospérité de l'agriculture.

Le but essentiel de tous les genres de despotisme est la rapine, & le délire le plus funeste d'un despote est de ne vouloir mettre aucune borne à sa dépense, & de vouloir que le montant des impôts s'y proportionne toujours, ce qui est impossible. Un état doit se conduire, en cette partie, comme un particulier; il doit proportionner sa dépense à son revenu. La justice & la raison veulent que la dépense d'un Etat, dont les productions territoriales peuvent fournir à tous les besoins de ses habitans, se proportionne toujours, dans l'état d'ordre, au cinquième du produit net du revenu de son territoire; c'est le seul impôt qui soit conforme aux loix de la nature, que jamais

on ne viole impunément. Calculez donc, sire, ce que ce cinquième doit produire, & réduisez la dépense de votre gouvernement à ce revenu; il doit suffire, lorsque toutes vos dettes seront payées, & que tous les établissemens ci-dessus indiqués auront été faits avec le produit de la vente des biens ecclésiastiques.

S'il n'y a pas un de ces conseils qui ne soit capable de vous faire évanouir, sire, abandonnez donc un poste où vous ne pouvez pas faire le bien, où vous avez fait tant de mal, & dans lequel votre tête est exposée.

Le prince de Piémont, quoique mal entouré & vicié aussi de superstition, est dans l'âge encore de secouer des préjugés aussi absurdes; les réflexions pleines de sens qui lui sont échappées en différentes occasions, donnent lieu de croire qu'il est susceptible de bons conseils; & d'ailleurs il a sous les yeux des exemples si instructifs, si effrayans pour le despotisme, que j'aime à me persuader qu'il ne prendroit en main les rênes du gouvernement, qu'en se déterminant à toutes les réformes que je viens d'indiquer; mais pourroit-il, sans danger pour sa personne, se charger de leur exécution? Le véritable souverain, la nation seule peut, sans risque, ordonner & exécuter elle-même de si importantes & de si nécessaires opérations, & c'est votre conseil de famille qui doit opérer lui-même cette révolution: s'il s'y refuse, elle se fera d'elle-même; elle sera sanglante, elle vous écrasera tous.

De toutes les opérations, la première & la plus urgente est d'empêcher les Français de porter chez vous la loi de la raison armée pour la Liberté. Retirez

promptement vos troupes, renvoyez celles de l'Autriche & toutes troupes étrangères : annoncez authentiquement votre parfaite neutralité dans les affaires de France, & que vous reconnoissez la souveraineté de cette nation & son nouveau gouvernement. Pour peu que vous différiez, sire, de suivre ces conseils, votre perte est inévitable, & votre chute sera plus affreuse que celle de Louis XVI. En voici les raisons :

On connoissoit en France l'insouciance, l'ignorance & l'incapacité de Louis XVI pour le gouvernement; on n'attendoit rien de bon de sa part; vos sujets, au contraire, espéroient des prodiges de votre règne.

Louis XVI n'avoit que de mauvais exemples dans la conduite de ses prédécesseurs; & vous en aviez de bons à suivre dans le gouvernement de vos ancêtres.

Louis XVI pouvoit rejeter sur ses prédécesseurs une partie des maux dont la masse a produit le désespoir de sa nation, sa juste insurrection & sa révolution; vous seul, sire, avez ruiné vos peuples par vos profusions.

Louis XVI pouvoit rejeter sur sa méchante épouse une partie de ses crimes; vous seul êtes coupables.

Louis XVI avoit pour juger sa conduite une nation naturellement douce, indulgente, lorsqu'on ne la pousse point à bout, une nation généreuse, aimable, éclairée; & vous, sire, par qui serez-vous jugé? Par votre exécrationnable populace du Piémont.

En traversant Paris pour se rendre avec sa famille au Temple, qui lui sert de prison, en attendant le dénouement de sa catastrophe, Louis XVI a été couvert, ainsi que sa femme, des imprécations d'un peuple immense; & vous, sire, vous serez traîné dans les

ruisseaux bourbeux de Turin , vous éprouverez les outrages les plus dégoûtans , les plus barbares ; vous invoquerez en vain les miracles du fuaire & des reliques d'Amédée que vous portez constamment sur vous , & que vous appliquez sur vos joues pour calmer vos douleurs de dents ; ni vos madônes, ni vos saints, ni vos nobles, ni vos prêtres ne vous préserveront point de la fin la plus tragique , la plus ignominieuse.

Hâtez - vous donc de profiter de mes conseils. Les événemens commencent à justifier ceux que j'ai donnés au roi de Prusse , & au duc de Brunswick pour les détromper , pour les préserver des échecs qu'ils éprouvent , & de ceux auxquels ils s'exposent. Les risques sont infiniment plus grands pour vous , parce que vos sujets n'attendent que les secours des Français pour se venger de tous les maux que vous leur avez faits.

Enfin croyez, sire , que les vérités dures que contient cette lettre , vous sont aussi utiles que les basses flatteries de vos courtisans vous sont nuisibles.

L E T T R E

Au pape Pie VI, par l'auteur des lettres au roi de Prusse, au duc de Brunswick, &c. relativement aux affaires de France.

Paris, le premier Octobre 1792.

S A I N T P E R E,

LES événemens qui se pressent autour de nous depuis trois ans, sont si extraordinaires, si maturatifs pour l'esprit humain & pour la prospérité des nations, que chacun de ces événemens paroît être l'ouvrage d'un siècle. Témoins de ces prodiges, de ces heureux progrès de la raison, & des efforts gigantesques que font ses ennemis pour les arrêter; accoutumés d'ailleurs à la méditation sur la destinée des empires, & sur les délires de l'esprit humain, il semble que rien ne devroit plus nous surprendre; cependant, comment ne pas s'étonner des excès auxquels se livrent les tyrans de l'Europe pour détruire le foyer des vérités qui les menacent, pour renverser la révolution française? N'est-ce pas vouloir réaliser la fable des titans qui entassoient Ossa sur Pélion pour faire la guerre au Ciel? Comment ces insensés ne voient-ils pas qu'ils s'exposent à éprouver le sort des rebelles qu'ils veulent imiter? Comment ne se trouve-t-il personne auprès d'eux pour leur représenter que cet

D

antique pouvoir, dont ils n'ont pas cessé de faire le plus cruel abus, n'est qu'une usurpation des droits de l'homme & de ceux des nations? que ce pouvoir n'est soutenu que par des forces qui ne sont point en eux, que par celles que leur prêtent les malheureux esclaves qu'ils pillent & qu'ils oppriment depuis si long-temps, & auxquels il suffit de reconnoître leurs droits & leurs forces, & de cesser d'enrichir & d'armer leurs despotes, pour réduire ceux-ci à la plus grande foiblesse, à la plus grande nullité? Comment ces despotes ne voient-ils pas qu'il est contre nature que la partie soit plus forte que le tout, & qu'un pouvoir désastreux qui n'a pour origine que le droit du plus fort, doit être détruit par une force supérieure; qu'un pouvoir uniquement fondé sur l'ignorance, l'erreur & l'injustice, doit disparaître devant la lumière de la raison & de l'équité? Comment ces despotes ne voient-ils pas que les efforts qu'ils font pour arrêter les progrès de la vérité, lui donnent plus de ressort, ne font que la propager davantage parmi leurs sujets, & exciter leur insurrection, parce qu'ils ne peuvent se refuser de voir que c'est contre eux-mêmes que se fait cette guerre dont le but essentiel est d'étouffer, dans son berceau, la déclaration de leurs droits naturels.

Mes correspondans, en Italie, m'écrivent que les cardinaux, les évêques, les prélats, les nobles, les moines & les religieuses de toutes les parties de cette contrée, s'empressent de faire d'abondantes collectes d'argent pour soutenir les ennemis de la révolution de France; ils m'assurent que votre sainteté même est le premier instigateur de cette nouvelle croisade, aussi ridicule que celles qui ont dépeuplé l'Europe pour porter en Asie leurs opinions absurdes, & que vous ne cessiez, saint père,

d'encourager vos ouailles à cette œuvre vraiment sacerdotale, pour laquelle vous avez fourni, de votre propre pécule, des sommes considérables, & fait contribuer plus considérablement encore, votre chambre soi-disant apostolique ; mais, saint père, n'étiez-vous pas déjà trop coupable d'avoir épuisé les finances de votre Etat par les dépenses énormes qu'a coûtées le desséchement des marais Pontins ; entreprise qui vous auroit couvert de gloire, si vous aviez eu pour unique but le bien public, & qui vous couvre d'opprobre, parce qu'elle n'est qu'un véritable brigandage, puisque vous avez usurpé ce vaste terrain, & que vous en avez fait une principauté pour votre neveu, auquel vous avez donné, *per fas & nefas*, un état qui égale l'opulence de quelques souverains ? N'étiez-vous déjà pas trop coupable d'avoir ruiné votre peuple, soit par les sommes immenses que vous avez si mal employées à la maussade construction d'une sacristie qui ne sera jamais qu'un monument de votre fatuité & de votre mauvais goût, soit par l'émission si fréquente de cédules par lesquelles vous avez triplé les dettes de l'Etat ?

Vos pauvres sujets seroient-ils injustes, saint père, s'ils dépouilloient de leurs richesses, votre neveu & ceux de vos prédécesseurs, en leur disant : „ C'est nous qui avons desséché ces marais ; c'est sur les ruines des habitations de nos pères que sont construits ces palais ; c'est de nos biens que sont composées ces fortunes qui vous rendent si fastueux, si vains, si dédaigneux, si durs, & par lesquelles vous insultez continuellement à notre misère. Tout ce que nous avons fait & payé de gré ou de force, à vous & à vos prédécesseurs, c'est à l'Etat ; c'est à la chose publique que nous l'avons fait &



payé. Il vous a plu de piller le trésor national pour enrichir vos familles ; la justice veut que ces familles restituent. C'est en vertu du droit du plus fort que vous avez fait ces rapines ; c'est en vertu de la supériorité de nos forces , en vertu de nos droits & des règles de la justice , que nous reprenons ce qui nous appartient , que nous rentrons dans la jouissance de nos droits naturels & de nos propriétés ,,

Vous , saint père , qui foulez aux pieds les cendres des Camille & des Cincinnatus ; vous qui jouez sérieusement des farces ridicules sur le superbe théâtre où les Scipion & les Paul Emile triomphoient en traînant des rois attachés à leurs chars , pensez-vous de bonne foi que la liberté soit un bien facile à ravir au peuple le plus ardent à le conserver , le plus nombreux , le plus éclairé ? Croyez-vous que vos prières absurdes & celles de vos bouffons soient capables d'opérer en France une contre-révolution ? Croyez-vous que trois millions d'hommes armés pour la défense de leurs femmes , de leurs enfans , de leurs droits , de leurs propriétés , puissent redouter les mains débiles de deux ou trois cents mille esclaves commandés par un petit nombre de tyrans dirigés eux-mêmes par des ministres ineptes , qui ne connoissent ni le temps , ni les hommes , ni les choses , & qui ne se doutent pas que la déclaration des droits naturels de l'homme renferme en elle-même une force absolument indestructible , parce qu'elle est celle de la nature , de la raison , de la justice , de la vérité. Jamais Zoroastre & Confucius , Moïse & Pilpay , Solon & Licurgue , Numa ni Jésus , jamais aucun sage de l'antiquité n'a présenté un code de morale plus simple , plus naturelle , plus vraie ,

plus pure , plus sublime & plus attrayante que cette déclaration.

Quel spectacle majestueux , de voir la première Nation de l'Europe se lever toute entière & d'une seule voix dire : „ Je suis libre , & je veux que le genre humain le soit avec moi. Peuples de tous les climats ! levez-vous , secouez les chaînes de la crédulité , de l'erreur , de la superstition & du despotisme. Connoissez vos droits & vos forces. C'est la raison éternelle , c'est la vérité , c'est la nature , c'est Dieu qui vous parle. Soyons tous frères. Abjurons pour jamais toutes haines , toutes rivalités. Eteignons pour toujours le flambeau de la discorde , étouffons-en les causes ; ne souffrons plus qu'une poignée de princes & de nobles se joue des Nations , les asservisse , les opprime & les pille ; périssent la royauté & la noblesse ! Ne souffrons plus qu'une caste barbare qui , depuis si long-temps , vit de nos malheurs , nous égare encore dans la recherche d'un salut chimérique ; périsse le sacerdoce ! C'est de notre bonheur sur la terre que nous devons nous occuper , nous ne pouvons l'obtenir que de nos vertus ; il n'y a d'actions vertueuses que celles qui font utiles à nos semblables ; rendons-nous donc utiles les uns aux autres. La nature , en nous donnant à tous les mêmes besoins , nous a donné les mêmes droits de les satisfaire ; respectons donc réciproquement ces droits les uns dans les autres. La nature nous a préparé d'avance les moyens de satisfaire nos besoins dans la fertilité de la terre , dans le lait , la laine , les peaux & la chair des animaux ; cultivons donc la terre & formons des troupeaux. La nature nous a fait tous inégaux de corps & d'esprit , pour nous rendre tous nécessaires

& chers les uns aux autres ; aidons-nous , aimons-nous donc réciproquement. La nature accompagne la modération , la sobriété , de plaisirs ; les excès , de douleurs ; l'injustice , de chagrins & de peines ; les bienfaits , des jouissances les plus délicieuses ; ainsi pour conserver notre fanté , pour jouir de notre propre estime , de celle des autres & de leur amitié , soyons donc modérés , sobres , justes & bienfaisans ; faisons des heureux pour l'être nous-mêmes. Enfin , la nature a varié les climats , & dans chacun , les qualités des terres & leurs productions , afin que tous les peuples eussent besoin les uns des autres , & se liassent par l'échange de l'excédant de leurs consommations ; que ces échanges se fassent donc cordialement & librement entre les peuples , & qu'ils fraternisent tous ensemble „

Telle est la morale universelle , la seule qui convienne aux hommes dans tous les pays & dans tous les temps. Telle est , saint père , l'esprit de cette déclaration des droits qui détruit toutes inégalités arbitraires & monstrueuses dans la société , & qui , par cela même , excite le désespoir & la fureur des usurpateurs ; mais je le rappelle , l'esprit philosophique de cette déclaration , mis en détonation par les feux du despotisme , en dissoudra plus promptement les chaînes.

Mais , direz-vous peut-être , saint père , si ces prétendus droits de l'homme sont naturels , ils ont toujours existé , pourquoi donc ont-ils été ignorés de tous les peuples avant la déclaration qu'en ont faite les Français ? Et si nous avons pu rendre ces droits nuls pendant dix-huit siècles , nous pouvons donc leur opposer encore une force supérieure. Voici mes réponses.

1^o. Les droits naturels de l'homme ont été connus

chez tous les peuples civilisés , & les ouvrages des anciens philosophes en font foi ; mais ces droits n'ont été connus qu'isolés les uns des autres , sans liaison , sans corrélation ; personne , avant les Français , ne s'étoit avisé de réunir cette série de principes & de vérités éternelles , en un seul acte dans l'ordre analytique , & de cet ensemble , résulte un système régulier de philosophie naturelle , dont la lumière est indestructible.

2°. Les anciens peuples n'avoient pas pour leur instruction la ressource de l'art divin de l'imprimerie , qui rend le solitaire témoin de ce qu'on a dit , de ce qu'on a fait , de ce qu'on dit , de ce qu'on fait partout , qui perpétue les vérités des philosophes & leur gloire , les crimes des grands & leur exécration. *Rerum tutissima custos.*

3°. La déclaration des droits deviendra nécessairement le catéchisme de tous les peuples , & les Français parviendront à leur en faire restituer la jouissance , quand même tous les despotes royaux , sacerdotaux , & toutes les aristocraties s'accorderoient à promulguer la loi aussi atroce qu'absurde , qui vient d'être publiée au nom de l'empereur , pour défendre à ses sujets de commercer avec les Français , de leur envoyer des fonds , & par laquelle il ordonne de fermer toutes les communications de ses États avec la France , & menace de traiter , comme espions , les Français qui voyageront chez lui. L'imbécile ministre de Vienne n'a pas vu qu'il faisoit signer à son maître la ruine de ses sujets , & qu'il appeloit leur insurrection ; c'est un véritable crime de lèse - Nation & de lèse - majesté , que François II. punira , dès qu'il en connoitra les

conséquences funestes pour lui-même. Kaunitz devoit défendre aussi aux Autrichiens de voyager en France ; car s'ils y vont , ils pourront bien s'en retourner chez eux , l'esprit & le cœur pleins de l'amour de la liberté , de la haine de l'esclavage , & de la haine du despotisme.

4°. Lorsque tous les moyens de corruption , de trahison , & les forces combinées des émigrés , de la Prusse & de l'Autriche , ont échoué contre une Nation qui n'avoit encore ni armes , ni fortifications , quel succès S. Père , prétendez-vous obtenir contre elle , vous qui , de toutes les puissances de la terre , êtes la plus foible , la plus fanatique ? La révolution de France n'est pas , comme il vous plaît de la nommer , *une fièvre passagère* : elle est le résultat de la plus longue & de la plus funeste expérience des usurpations , des escroqueries , de la fourberie , du fanatisme , de l'insolence & du libertinage de son clergé ; de la scélératesse arrogante , avide , oppressive & ruineuse de ses nobles ; de l'ambition rapace , & de l'iniquité de ses parlemens ; des exactions & des vexations de ses financiers ; des dilapidations & de la tyrannie de ses rois , de leurs ministres & de leurs courtisans ; du désespoir d'une Nation écrasée de plus de 700 millions d'impôts , excédée de misère & d'esclavage , & menacée d'une banqueroute de plus de six milliards. Cette révolution de la Nation française est l'effet nécessaire du progrès de la raison , du pressentiment de ses forces & de la connoissance de ses droits.

Telles sont , Saint Père , les vraies causes qui ont fait éclater la guerre des droits de l'homme contre le despotisme ; de la philosophie contre les délires du sacer-

doce ; de la liberté contre l'esclavage ; de la science contre l'ignorance ; de la vérité contre l'erreur ; de la justice contre l'iniquité ; de la vertu contre le vice & le crime ; de amis de l'humanité contre ses ennemis.

Toutes ces causes désastreuses qui agissoient depuis quatorze siècles par des excès continus sur le peuple le plus sensible, le plus doux, le plus aimant, mais aussi le plus irritable, devoient produire à la fin une révolution orageuse, parce qu'il est naturel que des abus qui vont toujours en augmentant, finissent par détruire leurs propres causes ; or, lorsque ces causes n'existent plus, leurs effets cessent également : *Sublatâ causâ tollitur effectus* ; & la déclaration des droits, appuyée d'une constitution conforme & d'un gouvernement vraiment populaire, régénérera les peuples, & les garantira pour toujours du retour des maux qu'ils éprouvent. Cette régénération se fera par des moyens absolument contraires à ceux qu'on employoit pour perpétuer les abus : c'étoit par une éducation superstitieuse, abrutissante, que les prêtres perpétuoient les erreurs anti-sociales qui leur étoient utiles ; c'est par une éducation vraiment morale, civique & nationale, que les Français & tous les peuples formeront des citoyens libres, vertueux, des patriotes énergiques.

C'étoit par un gouvernement tyrannique, par des loix arbitraires & oppressives ; c'étoit en récompensant le vice, & en persécutant les vertus sociales, que les rois perpétuoient l'esclavage, les vices & la misère de leurs peuples ; c'est par un gouvernement protecteur & conservateur des droits naturels de l'homme, par des loix conformes à ces droits, & que les peuples seront eux-

mêmes, qu'ils rétabliront & perpétueront chez eux l'ordre, les vertus, l'abondance, le bonheur & la paix.

C'étoit en s'attribuant exclusivement les premiers emplois, les honneurs, les dignités & les richesses, que les nobles avoient banni toute émulation des autres classes de la société; c'est en supprimant la noblesse, c'est en assurant au mérite & à la capacité personnelle seulement, toutes les récompenses désirables, qu'on excitera l'émulation dans tous les cœurs.

Enfin, c'étoit la royauté, le sacerdoce & la noblesse, qui semoient & perpétuoient sur la terre tous les maux, tous les crimes, & toutes ces horreurs disparoîtront avec cette abominable trinité.

Toutes ces raisons doivent suffire pour vous persuader, Saint-Père, que la révolution qui a commencé en France le 14 juillet 1789, & qui a fini le 10 août dernier, n'est que l'annonce de celles qui doivent s'opérer chez tous les peuples qui sont privés de la jouissance de leurs droits naturels. Dans ces circonstances extraordinaires, c'est folie de vouloir suivre les anciennes routines, & de se flatter de quelques succès par la force des armes. Les effets qui doivent nécessairement résulter des fureurs auxquelles se livrent les despotes, les aristocrates & les prêtres de l'Europe, contre la nation la plus nombreuse, la plus forte & la plus pétulente, sont de porter son énergie au plus haut degré, de la forcer à des extrémités qui écraseront ses ennemis, de consolider sa révolution, d'éclairer les autres peuples sur la haine qu'ont leurs despotes pour leurs droits naturels, & de porter les peuples à des insurrections dont il résultera, comme en France, la destruction de tous les genres du despotisme. La prudence conseilloit à tous

ces despotes, le plus profond silence sur la révolution française, & la plus exacte neutralité envers cette Nation; elle leur conseilloit de réformer promptement les abus de leurs gouvernemens, d'en supprimer toutes dépenses inutiles, de soumettre tous les fonctionnaires publics à la responsabilité la plus sévère, de se soumettre eux-mêmes aux règles éternelles de la justice, en reconnoissant qu'ils ne sont que les régisseurs de leurs nations, & non leurs maîtres.

Si ces despotes sont trop orgueilleux, trop ignorans, ou trop esclaves eux-mêmes de leurs ministres, de leurs courtisans & de leurs prêtres, pour oser faire ces réformes qui leur donneroient la toute-puissance de l'estime publique, de l'amour & de la reconnoissance des peuples, eh bien, qu'ils s'attendent aux terribles effets de leur justice.

Je le répète, les vérités qui se développent en France, formeront un nouveau soleil, qui répandra sa lumière & sa chaleur bienfaisante sur toutes les parties du globe, & il n'est point au pouvoir des hommes, d'éteindre ce nouvel astre, parce qu'encore une fois, ses élémens ne sont que ceux de la nature, & le simple développement de ses loix.

Pendant mon séjour à Rome, j'ai entendu beaucoup vanter la profondeur des vues de Grégoire VII, de Jules II, de Sixte V, & sur-tout de Boniface VIII, auteur de la bulle si célèbre : *Unam ecclesiam* : Pour moi, saint Père, je soutiens que ces mêmes hommes ont ouvert le tombeau de la papauté, qu'ils feront les principaux auteurs de sa destruction; & voici mes raisons :

Ces papes ont donné pendant quelques siècles une

puissance monstrueuse au siège de Rome ; leurs successeurs en ont abusé pour plonger les peuples & les rois dans l'ignorance, la superstition & l'esclavage ; ces prêtres, enhardis par les premiers succès de leurs impostures, de leurs usurpations, de leur tyrannie, se sont persuadés qu'ils pouvoient tout oser, & se sont permis les plus grands excès ; ces excès ont irrité quelques hommes énergiques & clair-voyans, qui ont jeté quelques rayons de lumière sur les impostures & les crimes des pontifes ; cette lumière s'est propagée, les persécutions, les guerres de religion, l'ont propagée davantage encore, ainsi que l'invention de l'imprimerie ; on a vu que la puissance & la richesse des papes & des prêtres, n'étoient que les fruits de leurs mensonges & de leurs escoqueries, & que cette puissance n'étoit fondée que sur l'ignorance & l'erreur qui se perpétuoient par l'instruction publique, dont les prêtres s'étoient emparés. En examinant leurs dogmes religieux, on a reconnu qu'ils n'étoient que des chimères, des absurdités, que les faits dont s'appuyoit cette religion, n'étoient que des fables : Enfin, de ces découvertes sont résultées les réformes des novateurs, qui ont beaucoup rétréci le cercle de la domination des papes ; & ces pertes devoient leur en préfiger de plus grandes, s'ils continuoient d'insulter à la raison.

On se montre incapable de gouverner une nation, lorsqu'on ne fait point embrasser d'un seul coup-d'œil, dans ses spéculations politiques, le passé, le présent & l'avenir, & cette impéritie a été celle de la plupart des papes qui ont régné depuis la réformation.

Si, depuis cet événement, toujours attentifs aux progrès des lumières & au changement de l'opinion publi-

que , ces pontifes] avoient [eu la prudence de modérer leur autorité spirituelle & temporelle ; si , abjurant toute intolérance , toutes prétentions extravagantes , ils s'étoient réduits d'eux-mêmes au régime le plus pacifique ; si , contents de jouir paisiblement de leurs richesses , de leur dignité , ils s'étoient attachés , comme Benoît XIV. à éviter toutes querelles théologiques , à se faire estimer & aimer de leurs sujets & des étrangers , ils auroient pu prolonger leur domination de quelques siècles encore ; mais presque tous vos prédécesseurs , saint Père , indifférens sur le passé , insoucians pour l'avenir , & incapables d'apprécier l'opinion publique , qui , chaque jour leur devenoit plus favorable : ces prêtres , dis - je , ont continué de prêcher aux princes la superstition , l'intolérance , le brigandage & la cruauté ; ils ont continué d'augmenter l'esclavage & la misère de leurs peuples , d'y insulter par un faste insolent , de les scandaliser par leurs débauches , par leurs crimes ; & si tant d'audace , tant d'imprudence , n'a pas encore fermé le tombeau de la papauté , c'est que les peuples ne connoissoient point encore leurs droits & leurs forces ; c'est qu'il vous étoit réservé , saint Père , de renverser ce trône de la sottise , où les vices les plus honteux vous ont placé , & sur lequel vous n'avez montré que de la fatuité , de l'ignorance , de la présomption , & le népotisme le plus avide.

Rappelez-vous , saint Père , les sottises que vous avez faites , relativement à la prétendue rétractation du prélat connu sous le nom de *Fébronius* ; vous eûtes alors l'imprudence d'écrire à la cour de Vienne , quelques-unes de ces anciennes bêtises , que se permettoient vos prédécesseurs , dans les siècles d'ignorance & de barbarie ; ces

bêtises, & la fraude sacerdotale, que vous employâtes à ce sujet, ne vous produisirent que des chagrins : Marie-Thérèse, rejeta votre injuste condamnation de la protestation du prélat Allemand ; vous vous êtes vengé depuis, de cette résistance, de l'impératrice, en refusant à ses mânes les honneurs funèbres qui sont d'usage à Rome ; mais Joseph II, vous a puni de cet outrage avec une véritable dignité, en renversant dans ses états les principales usurpations des papes. Votre fatuité, vous persuada, saint Père, que vous aviez des ressources suffisantes dans la volubilité de votre bavardage, dans votre fausse éloquence, dans vos périodes vides de sens, & sur-tout dans vos grâces individuelles, pour faire révoquer les décrets foudroyans de l'empereur. Ce fut en vain que des hommes sensés qui avoient vécu à Vienne, & qui connoissoient bien Joseph & ses ministres, vous conseillèrent de renoncer à un voyage, qui seroit aussi impolitique qu'infructueux ; vous partîtes, & vous donnâtes à quelques peuples de l'Italie & de l'Allemagne, le spectacle indécent & scandaleux d'un personnage qu'ils croyoient aussi saint que son titre l'annonce, & qui juroit comme un chartier, qui se monroit colère & brutal, comme un officier autrichien, & qui jouoit le comédien en distribuant ses bénédictions.

Dès que vous entrâtes sur les États de l'empereur, & jusqu'au lieu de sa résidence, vous eûtes le désagrément, Saint Père, de voir que Joseph se mocquoit de vos charlataneries sacerdotales, puisqu'il vous proposa de vous soulager de vos peines, en donnant des bénédictions en votre nom, ce qu'il fit quelquefois en riant.

Arrivé à la Cour, Joseph vous présenta au rusé &

dédaigneux Kaunitz, auquel vous donnâtes votre main à baiser, & qui se contenta de la prendre & de la ferrer dans les fiennes, comme d'égal à égal; c'était vous dire clairement que votre grandeur d'opinion étoit nulle pour lui, & qu'il s'en mocquoit.

Bientôt fatigué de la tourbe importune qui accouroit des villages & des villes voisines, pour recevoir votre bénédiction à Vienne, Joseph fit defendre à ces pauvres d'esprit, de quitter leurs travaux, & fit publier que tous les jours, à l'heure de la profusion de vos comiques indulgences, il feroit tirer le canon, & que lorsqu'ils l'entendroient, ils pourroient faire leurs stupides profanations.

Toutes les fois que vous voulûtes, Saint-Père, parler d'affaires à sa majesté, ou à ses ministres, ils vous répondirent en raillant, qu'ils n'avoient point d'affaires avec vous, & ils accompagnèrent cette plaisanterie de sarcasmes humilians pour votre orgueil, en sorte que vous fûtes obligé de vous réduire au rôle qui vous sied le mieux, à vous pavaner dans les églises & dans les cercles, devant les imbéciles, & devant les femmes amoureuses de votre belle figure, de vos belles mains, de vos belles jambes, de vos belles proportions, dont vous êtes si vain, & dont vous savez si bien tirer parti.

Je vous ai vu, saint-père, porté sur votre siège gestatoire; comme vous étiez beau, au milieu de vos chevaux-légers, de vos gardes-suisses & autres, tous couverts de superbes armures! aussi receviez-vous plus d'adorations que l'hostie, qu'on croyoit cependant être la Divinité même.

Je vous ai entendu, saint-père, traiter avec colère, de *coglione*; le cardinal qui vous coïffoit de la mître, parce

qu'il avoit dérangé quelques-uns de vos cheveux, & j'en ai bien ri; je vous ai vu déployer toutes vos grâces en jouant vos saintes farces; je vous ai vu, le jour de Pâques, dessiner à grands traits votre bénédiction dans la croisée du parois de Saint-Pierre, & la distribuer généreusement aux quatre parties du monde, sans qu'aucune s'en doutât; les peintres vous avoient drapé de manière que vous paroissiez être à genoux, tandis que vous étiez assis commodément; enforte que tout en vous étoit imposture, & je ne pus m'empêcher d'avouer que je n'avois connu de ma vie de charlatan aussi habile que vous, & que certainement vous surpassiez, au jeu de la pantomime, les meilleurs acteurs de Paris, de Londres, & les Grecs, eux-mêmes, inventeurs de cet art.

Enfin, saint-père, vous quittâtes la cour de Vienne sans avoir pu en rien obtenir; mais l'électeur de Bavière, aussi ignorant que superstitieux, vous dédommagea, chez lui, du mauvais accueil que vous avoit fait l'empereur, & ce furent les seuls honneurs que vous reçûtes dans ce voyage, car à Venise, la république vous renouvela verbalement, & par des faits, le mépris qu'elle eut toujours pour les papes, dans les temps même de leur toute puissance.

Toutes les humiliations que vous aviez reçues, & bien méritées, dans ce voyage extravagant, saint-père, auroient dû vous convaincre du grand discrédit dans lequel sont tombés le sacerdoce & la papauté, & vous auriez dû en conclure que ce vieil édifice ne pouvoit plus se soutenir que par des excès de prudence, & qu'en lui faisant éviter les moindres chocs; mais non, ces leçons vous corrigèrent si peu, que quelque-temps après, des prélats allemands ayant fait dans un colloque de vigou-

reux

reux décrets pour mettre des bornes à l'autorité papale, vous fîtes encore la sottise de leur adresser une longue lettre de reproche, dans laquelle vous vous appuyâtes très-gauchement de l'autorité de la Sorbonne; vous ignoriez vraisemblablement, saint-père, que les docteurs allemands sont les hommes les plus érudits, qu'ils n'avancent jamais rien sans l'étayer des autorités les plus graves & les plus multipliées, & bientôt ces prélats vous prouvèrent qu'ils se mocquoient de votre lettre, en y répondant par une foule d'actes de cette même faculté de théologie qui pulvérisoient l'autorité du saint-siège.

Vous entreprîtes aussi, saint-père, de confondre les docteurs du synode de Pistoye & son savant évêque; vous adressâtes à ce dernier, pendant que j'étois à Rome, une lettre pleine d'inepties & d'injures grossières; j'ai sous les yeux la réponse que vous fit ce prélat; autant votre lettre déceloit l'ignorance & la présomption, autant la réponse du prélat Ricci caractérise le sage maître de sa matière.

Tant de mortifications auroient fait périr de chagrin un homme délicat sur l'honneur; pour vous, saint-père, c'est par de nouveaux crimes que vous avez cherché à vous en dédommager; vous avez dépouillé, par un procès inique, madame Lepri & ses enfans, de leurs biens pour les donner à votre neveu; & sous la fausse promesse du cardinalat, vous avez escroqué à un vieux prêtre vindicatif, un testament infâme, par lequel il a frustré de sa succession sa belle-sœur & sa nièce.

Quelle impudence à vous, saint-père, d'oser vous ériger en défenseur de la religion & de la morale, lorsque tous les actes de votre vie privée & publique prouvent votre athéisme & votre immoralité! ne fait-on

pas comment vous avez gagné la prélatrice avec le cardinal Ruffo, &c. & la trésorerie d'état avec la maîtresse du cardinal Rezonico, &c. en sorte qu'on peut dire de vous comme de César, il fut la maîtresse de tous les maris & l'amant de toutes les femmes. Les vraies causes des cris hypocrites & impuissans que vous jetez contre les réformes justes & nécessaires que les Français ont faites dans leur église, sont la crainte de voir dépouiller le sacerdoce de ses usurpations dans toute la chrétienté, & de voir s'écrouler sous vos pieds, ce trône de tous les vices, de tous les crimes, qui est la honte & l'opprobre de l'esprit humain ; c'est la perte que vous faites d'annates, de dispenses, d'indulgences, de votre influence sur le clergé de France, & particulièrement la perte du Comtat d'Avignon ; les pertes précédentes ne méritent aucunes réflexions. Quant à celle du Comtat, je vous observe, saint-père, qu'il étoit intolérable, qu'un prêtre étranger possédât une principauté souveraine enclavée dans le territoire français ; 2.^o la comtesse de Provence n'avoit pas le droit d'aliéner ses États sans le consentement de sa nation, & du roi dont elle étoit vassale ; 3.^o cette aliénation ne fut qu'une escroquerie de la cour de Rome, qui ne consentit d'absoudre la comtesse de ses crimes atroces, qu'à condition qu'elle lui céderoit cette principauté, moyennant une somme d'argent que les papes n'ont jamais payée. 4.^o Les peuples ont le droit inaliénable & imprescriptible de changer la forme de leur gouvernement quand il leur plaît. 5.^o Enfin, la nation française, en vous retirant ce domaine, saint-père, vous en auroit dédommagé honorablement, si vous vous étiez conduit envers elle comme la raison & vos intérêts

vous le conseilloient , & elle ne vous doit plus rien , parce que vous avez préféré d'employer contre elle les armes du fanatisme & de la fourberie.

On m'écrit de Rome , que vous préparez encore , saint-père , de nouvelles bulles contre les Français , c'est leur préparer de la matière pour de nouvelles farces ; car vous devez savoir que , depuis long-temps , ils regardent les prêtres comme des fots ou des frippons , & que , depuis trois ans , ils jouent sur leurs théâtres vos cérémonies , vos charlataneries , vos forfaits. Laissez-là , saint-père , les affaires de France , elles vous ont déjà causé une attaque de paralysie , & surtout un travers de bouche , qui vous a , dit-on , chagriné jusqu'au point de vous donner quelques accès de folie ; cela est-il vrai ? Est-il vrai aussi que c'est dans un de ces accès , que vous avez donné *in petto* , la nonciature de Francfort à l'abbé Maury ? D'autres disent que vous n'avez fait ce passe-droit à vos prélats Italiens , que parce que vous désespériez de trouver parmi eux un libertin aussi impudent , un sophiste aussi éloquent , un second père *Fatutto* ; si cela est , vous vous êtes trompé , saint-père , vous aviez certainement de quoi choisir chez vous ; & vous vous êtes encore trompé , si vous avez cru mieux réussir contre la révolution française , en prenant pour votre avocat ce courageux athée : les Français sont bien persuadés qu'il défendra votre cause , comme il a défendu celle du clergé de France , si mal , qu'on étoit tenté de croire qu'il vouloit la perdre ; d'ailleurs , les Français savent quel effet doit produire le cinisme de ce nonce en Allemagne & en Italie.

Croyez-moi , saint-père , ne faites plus de sottises , imposez-vous , & imposez à vos ouailles le plus respectueux silence sur les Français , car si vous les impatientez ,

je les connois capables d'aller faire exécuter leur hymne des Marseillois par vos musiciens dans la chapelle sixtine, & de vous en faire répéter le refrain en *chorus*. Ces menaces qui ne vous paroissent peut-être pas sérieuses, pourroient le devenir, & voici comment :

1^o. La royauté est irrévocablement abolie en France ; cette contrée est constituée en république, une & indivisible. Tous les corps administratifs sont renouvelés, tous les traîtres sont chassés de l'armée & des places fortes ; tout marche à l'unisson, & le patriotisme domine partout. 2^o. L'armée du roi de Prusse, en grande partie défaite par les batailles, par la désertion, par les prises, par la famine & par les maladies, a évacué le territoire Français ; ce Prince, en partant, a reproché durement aux freres de Louis XVI de l'avoir trompé, & de l'avoir exposé à être mal reçu chez lui. L'armée de l'empereur fait journellement des pertes par les mêmes causes. Les émigrés sont réduits à la misere. Les Français poursuivent les fuyards, ils ont déjà pris les villes de Spire & de Worms ; ils vont porter la liberté dans les électors ecclésiastiques, le Palatinat, le Brabant & le Brisgaw. 3^o. Le printems prochain, les Français auront huit armées de 100 mille hommes chacune, deux aux frontieres du midi, cinq à celles du nord, une dans l'intérieur ; 40 vaisseaux sur l'Océan, & autant sur la Méditerranée. 4^o. Ils ont actuellement 14 vaisseaux dans le port de Nice, & une armée de 100 mille hommes occupés à s'ouvrir les portes de l'Italie ; ils sont déjà maîtres du comté de Nice, de la Savoie ; ils vont prendre la Sardaigne, & lorsqu'ils seront en Piémont, quel obstacle pourra les arrêter ? 5^o. Avec de si grands moyens, s'il plaisoit aux Français d'aller

éclairer vos peuples, Saint Pere, sur les crimes des papes, sur les vôtres, sur l'odieux monopole de votre chambre de l'Annone, cette source de disette, si fréquente dans vos États; sur les brigandages de la chambre apostolique; sur leurs droits, sur leurs forces, en leur proposant de les rendre libres; je connois ce peuple, Saint Pere, malgré tout ce qu'a fait le sacerdoce pour le dégrader, j'ai apperçu en lui les germes de la grandeur & des vertus des anciens maîtres du monde; je suis sûr qu'il accueilleroit les Français avec transport, & que deviendrait votre sainteté & la papauté? Ces faits & ces observations méritent de sérieuses réflexions de votre part, Saint Pere, lisez dans *le Moniteur universel* mes lettres au roi de Prusse & au duc de Brunswick, certainement ces Princes se repentent de n'avoir pas suivi mes conseils; soyez plus prudent, faites ce que je vais vous dire, & vous acquerrez une grandeur immense.

Assemblez vos peuples, Saint Pere; levez-vous au milieu d'eux, & dites leur :

„ Descendans du plus grand peuple du monde, assez & trop long-tems l'imposture a désolé votre patrie, le jour de la vérité est arrivé; je vais la dire, écoutez-moi. Mes prédécesseurs, dévorés d'ambition & de cupidité, vous ont trompés, ils ont établi leur grandeur & leur pouvoir sur votre ignorance & votre crédulité, sur la superstition & le mensonge, sur l'astuce & la violence, sur les fables & les erreurs dont ils ont constamment corrompu vos esprits & vos cœurs; ils ont de même corrompu les rois & les guerriers, pour en faire les instrumens de leur passion.

„ Peuple, vous êtes, depuis dix-huit siècles, les

malheureuses victimes de ces imposteurs, de ces usurpateurs, de ces fourbes avides : votre esclavage, votre pauvreté, sont leur ouvrage ; leurs richesses ne sont que vos dépouilles. Dans l'origine , les papes étoient pauvres , ils regorgent de biens ; ils étoient humbles , ils sont devenus les hommes les plus orgueilleux de la terre ; ils se disoient les serviteurs des serviteurs de Dieu , ils sont devenus leurs maîtres. Lisez leur histoire, vous verrez qu'ils ont long-tems ensanglanté la terre pour former , pour conserver , pour aggrandir leur domination. Comment donc avez-vous pu les considérer comme les ministres d'un Dieu de paix ! Vous verrez qu'ils ont envahi par ruse & par violence tous les biens dont ils jouissent , et dont ils ont enrichi leurs familles ; ces brigands peuvent-ils être les ministres d'un Dieu juste ? Vous les verrez presque tous fouillés de vices & de crimes , & cependant vous les croiriez les repréentans de l'être le plus pur ! Quel aveuglement ! Comment pouvez-vous croire à un Dieu-homme ? Comment pouvez-vous croire que cet homme-dieu soit né d'une femme sans l'œuvre humaine ; qu'il ait souffert comme nous les infirmités de l'enfance ; qu'il ait été pendu publiquement , & qu'il ait ressuscité de même , sans qu'aucun historien du tems ait rien su & rien écrit sur des événemens si extraordinaires ? Comment pouvez-vous croire qu'un homme , que les hommes même les plus corrompus puissent tous les jours faire un Dieu avec un morceau de pâte , le manger & le digérer ? Les cloaques de Rome sont donc pleins de Dieux ? Comment pouvez-vous croire qu'un Dieu immuable ait cependant mille fois changé les lois de la nature en faveur de quelques particuliers aux-

quels les papes attribuent des miracles ? Enfin , comment n'avez-vous pas au moins soupçonné la mauvaise foi de vos prêtres , lorsque vous les voyiez abuser du sommeil de la raison , de l'enfance , pour lui inculquer leurs absurdités ; lorsqu'ils vous défendoient de faire usage des lumières de votre raison dans l'affaire qu'ils vous disoient être la plus importante à votre bonheur ? Comment n'avez-vous pas vu que tant de précautions étoient , de leur part , un aveu que leur religion ne pouvoit pas souffrir le moindre examen de la raison ? Peuples , je dois vous avouer , en face du ciel & de la terre , que tous les mystères , les dogmes & les miracles de votre religion ne sont que des mensonges , des absurdités , des fables ridicules : rejetez toutes ces sottises , rentrez dans la jouissance de vos droits naturels , foyez libres & souverains ; foyez vos seuls législateurs ; renouvellez la république romaine ; mais , pour vous préserver des vices & des abus qui ont anéanti l'ancienne ; ne souffrez , parmi vous , ni patriciens , ni chevaliers , ni cardinaux , ni prélats , ni évêques , ni prêtres , ni moines , ni religieuses , ni vestales ; foyez tous citoyens ; profitez des lumières des Français , pour vous donner une constitution fondée sur vos droits naturels , & qui vous en garantisse la jouissance à perpétuité. Emparez - vous des richesses des églises , employez-les à la plus grande utilité publique ; faites des pensions viagères & honnêtes aux individus religieux des deux sexes , que l'âge où les infirmités empêcheroient de se marier ; donnez des terres & des rentes perpétuelles à ceux & celles qui se marieront ; conservez précieusement vos superbes monuments anciens & modernes , & vos chefs-d'œuvres des arts , pour attirer chez vous les étrangers , qui , par leur con-

Commutation, augmenteront les produits de votre culture & de votre industrie. Que votre pays, favorisé par la nature du sol le plus fertile, & du ciel le plus serein, redevienne le plus libre, le plus riche, le plus heureux; que Rome devienne la ville vraiment sainte par vos vertus sociales!

» Je vous remets ma tiare; j'espère que mon clergé suivra mon exemple; Peuple, pardonnez-moi tout le mal que je vous ai fait, & de vous avoir laissé jusqu'à ce jour dans l'erreur & dans la misère; pardonnez-le-moi en raison de mon repentir sincère & du service que je vous rends; accordez-moi, par faveur, pour le reste de ma vie, le titre de chef de votre conseil exécutif, en me soumettant aux loix & à la responsabilité ».

Saint-Père, quelque'extraordinaire que vous paroisse le parti que je vous propose, il est le meilleur, & le seul qui vous reste dans les circonstances très-menaçantes où vous vous êtes mis par vos imprudences. Si vous avez le courage de le prendre, votre peuple, oubliant que vous avez constamment fait la guerre à la veuve, à l'orphelin, à la vertu, vous accordera ce que vous lui demandez; si vous dédaignez mes conseils, votre peuple se fera justice, il se vengera, il vous écrasera, vous & toute votre caste.

L E T T R E

A U R O I D E N A P L E S.

Le premier Novembre 1792.

S I R E ,

EST-IL vrai que votre majesté soit déterminée à essayer elle-même , en personne , ses armes contre les Français , pour secourir votre beau-frère , Louis XVI , votre voisin , Victor Amedée , & pour seconder l'ambition de votre neveu , François II ?

Je ne doute pas , sire , de votre courage ; si vos soldats n'avoient à se battre que contre des soldats mercenaires comme eux , peut-être qu'animés par votre exemple , ils braveroient la mort ; mais contre des soldats citoyens & des citoyens soldats ; contre des Français qui défendent leur liberté , leurs propriétés , tout ce qu'ils ont de plus cher au monde ; contre des Français qui , sans armes , sans fortifications , & trahis par leur roi , par leurs généraux , par les gouverneurs & les commandans de leurs places fortes , ont cependant vaincu les meilleurs troupes commandées par le plus grand capitaine de l'Europe , & ont purgé leur territoire des armées combinées de la Prusse , de l'Autriche & des émigrés ; contre des Français déjà maîtres de la Savoie , du comté de Nice & de plusieurs villes en Allemagne & dans les Pays-Bas ; contre une nation , enfin , qui fait à elle seule le quart de la popula-

tion de toute l'Europe , & qui s'est levée toute entière , non pour faire des conquêtes & des brigandages , mais seulement pour se venger des tyrans qui l'attaquent , en portant la liberté dans leurs Etats. Vouloir essayer vos armes contre un tel peuple , en vérité , sire , c'est vous exposer à de grands dangers ; je crains bien que vos premiers essais militaires ne vous soient funestes ; qu'au lieu de lauriers , votre majesté ne moissonne , en France , que des cyprès , comme ont fait les rois de Prusse & de Sardaigne , l'Empereur & le duc de Brunswick , & que cette témérité , bien loin de vous couvrir de gloire , ne vous coute l'honneur & la vie , & n'introduise l'esprit révolutionnaire dans vos États , au lieu de l'en éloigner.

Vous n'êtes , sire , attaqué de cette convulsion nerveuse dont sont affectés les rois ligués contre la France , que parce que , comme eux , vous vous êtes laissé tromper par la cour de Vienne , par vos ambassadeurs , vos courtisans , vos ministres & vos prêtres , sur les causes de la Révolution Française , & sur les moyens de la renverser ; ces perfides conseillers des rois sont tous intéressés à faire cause commune avec les mécontents Français , parce qu'ils prévoient , avec raison , que tôt ou tard ils éprouveront le même sort qu'eux , si la Nation Française conserve sa liberté. Trop ignorans pour apprécier les forces de la liberté , la force des vérités que répandent les Français pour détruire les erreurs & les chaînes des peuples & la supériorité d'une armée d'homme libres sur des armées d'esclaves , ces imbéciles conseillers se sont imaginé , & ils ont persuadé à leurs maîtres , que 200 mille satellites seroient plus que suffisans pour remettre les Français dans les fers , & c'est

d'après ces calculs de la sottise & de la férocité qu'on a décidé la convention de Pilnitz.

C'est en ne reconnoissant que le droit du plus fort, & en comptant sur la supériorité de leurs forces, que les rois coalisés espèrent obtenir les cruels succès qu'ils désirent; mais si les peuples voyent que cette coalition a pour but essentiel de perpétuer le despotisme, & qu'elle est une véritable conjuration contre leurs droits naturels; s'ils reconnoissent que leurs despotes n'ont d'argent, de soldats, de forces que celles qu'ils leur fournissent; s'ils prennent en conséquence le parti de cesser de les armer, de cesser d'être les artisans de leurs propres malheurs, que deviendront ces despotes? Que deviendra la royauté? Si la révolution de France se répète chez eux, ces événemens ne feront-ils pas l'ouvrage de ceux qui auront eu l'imprudence d'y appeler les Français en s'armant contre eux?

Il est déjà probable que la maison d'Autriche, dont l'ambition vorace & sanguinaire a ouvert cet abîme aux Monarques Européens, y sera précipitée la première; il est certain que sans elle ces révolutions se feroient faites plus tard, sans orages, & par l'effet de la lente progression des lumières dont la guerre actuelle accélère la propagation pour le bonheur du monde.

Au surplus, sire, l'idée de l'abolition de la royauté n'est allarmante pour la plupart des rois, que parce qu'ils s'aveuglent sur ses inconvéniens désastreux pour eux-mêmes, & sur la fatalité de leur existence. Quel est le sort de la plupart des rois? Ils sont condamnés par leur naissance & leur suprématie fantastique, à une espèce d'enfance perpétuelle; à ne goûter jamais les douceurs de l'amitié; à ne jamais connoître la vérité; à être les

jouets perpétuels de l'ignorance, de l'erreur, de l'adulation, de la fourberie, de l'imposture, de l'intrigue, de l'ambition & de la cupidité de tous ceux qui les entourent; ils ont toujours les mains liées pour faire le bien de leurs peuples, ils ne sont jamais libres que pour faire le mal; leur inviolabilité les rend odieux en laissant impunis tous les crimes qui se commettent en leurs noms; des millions d'hommes sont les victimes innocentes de l'orgueil, de l'ambition, de la voracité d'une poignée de princes, de courtisans & de ministres; le manteau royal ne couvre guères que des automates qui n'assistent à leurs conseils que pour y signer aveuglément tous ce qu'on leur présente, & qui ne s'assoient sur le trône que pour y faire quelques gestes, & répéter quelques phrases préparées.

Ces phantômes de la royauté n'en font aucune fonction, ils perdent le temps en débauches, en frivolités, ils ne sont rois qu'en titre & pour la forme seulement; enfin, ils ne sont réellement que les prête-noms & les esclaves de leurs courtisans & de leurs ministres, jusqu'au moment où la haine des peuples exaltée par l'excès de leur misère, terrasse le tyran qui a sanctionné toutes les causes de leur désespoir. Avouez, sire, que ce tableau de la royauté est d'une vérité affreuse.

Il est donc exactement vrai que les rois ne perdroient, par l'abolition de la royauté, sans effusion de sang, qu'un titre vain & très-onéreux pour eux-mêmes, & que cette suppression ne seroit funeste que pour les courtisans & les ministres qui perdroient tous les moyens qu'ils ont accumulés dans leurs mains pour dominer, pour piller & pour s'enrichir. Si quelques rois en se flattant présomptueusement & vainement de rompre les

chaînes dont la royauté est surchargée, s'intéressoient encore à sa conservation, ce ne seroit certainement qu'à condition qu'elle resteroit revêtue du pouvoir absolu de donner leurs volontés pour des loix, de ne mettre aucune borne à leurs désirs, à leurs dépenses; de n'éprouver aucune résistance, de n'avoir aucun compte à rendre; & qu'avec le droit de laisser cet injuste & funeste pouvoir à leur postérité: mais, si les peuples éclairés enfin sur leurs droits, sur leurs forces, & depuis si long-temps victimes du despotisme, le repoussent dans le néant; s'ils veulent que les chefs de leur gouvernement ne soient que des Régisseurs éclairés, laborieux, honnêtes, électifs, amovibles & responsables, que feront ces despotes? Je le répète, c'est l'imprudent essai de *l'ultima ratio regum* contre la liberté de la nation Française, qui a brisé le sceptre de cette Monarchie, & la même cause pourra produire ailleurs les mêmes effets.

Puisque cette imprudence est si menaçante pour les rois coalisés, il est évident que pour sortir de l'embarras où les ont jetté leurs perfides conseillers, ils ne doivent plus les consulter; ce n'est pas seulement leur mauvaise foi qu'ils ont à redouter, c'est aussi leur ignorance dans la science du gouvernement; & pour vous en convaincre, sire, je vais vous esquisser le tableau des connoissances & de la conduite des courtisans, des ministres & des ambassadeurs.

La science des courtisans & des ministres consiste à étudier les inclinations de leurs maîtres pour en abuser; à carresser, à cultiver leurs vices, lorsqu'ils en ont; à leur en donner, s'ils n'en ont point; à les exciter à la profusion; à leur inspirer du goût pour les exercices & les amusemens les plus dispendieux, sur-tout pour ceux

qui leur font perdre le plus de tems, & qui les familiarisent avec le meurtre & le sang, tels que la chasse & la pêche. Leurs talens consistent aussi à semer la division dans la famille royale, afin qu'il y ait toujours à la cour deux partis contraires, entre lesquels se partage chaque famille de courtisan & de ministres, pour qu'en tout événement, une partie de chacune de ces familles soit toujours en faveur; cette discorde perpétuelle dans la famille royale produit des cabales & des scènes dont les courtisans & leurs femmes se distribuent les principaux rôles, & c'est par ce moyen qu'ils alimentent leur crédit, leur influence, leur ambition, leur avidité, leur orgueil; & pendant que les rois s'occupent de ces tracasseries, de chasse, de pêche ou de débauches, leurs ministres & leurs courtisans restent les maîtres de faire tout ce qui leur plaît. La science de ces gens-là consiste encore à se composer un maintien digneux & un protocole de phrases insignifiantes pour répondre à tout de vive voix & par écrit, sans se compromettre; à se faire des partisans par la corruption; à persécuter les hommes attentifs à leur conduite & dangereux pour eux par leurs lumières & leur patriotisme; à répandre des espions par-tout, pour les découvrir; à imaginer des monopoles & des agiotages auxquels ils s'associent, & des impôts, dont la répartition & la perception, soient arbitraires & le produit inconnu, afin d'éviter les preuves de leurs injustices & de leurs rapines: elle consiste, enfin, à multiplier les branches de l'administration, pour augmenter leurs richesses & leur autorité, & à compliquer les ressorts du gouvernement de la manière la plus ténébreuse, pour cacher leurs sottises & leurs crimes, pour se rendre perpétuellement nécessaires, &

pour rebuter , par les difficultés , ceux qui voudroient éclairer les abus & les réformer.

Telles sont , sire , les connoissances & la conduite des courtisans & des ministres : ces fripons s'entendent aussi avec vos ambassadeurs , également intéressés , à vous tromper , & qui ne sont , ainsi que votre Majesté , instruits des affaires de France , que par leurs confrères, par les émigrés , par le comité Autrichien , & par les calomnies qu'il faisoit imprimer & répandre dans toutes les cours. Ces ambassadeurs sont , d'ailleurs , trop ignorans pour bien voir , en affaires aussi nouvelles , aussi étrangères à la diplomatie , qui n'est que morgue , espionnage , intrigue , astuce , absurdités & dissimulation.

La science du négociateur consiste essentiellement à savoir composer des conventions susceptibles de toutes sortes d'interprétations , & dans lesquelles on puisse toujours trouver des moyens de rupture , selon les circonstances ; en sorte qu'on peut dire , avec vérité , que les actes diplomatiques sont autant une source perpétuelle de guerres que les actes des notaires sont une source perpétuelle de procès.

Enfin , sire , les ambassadeurs sont persuadés , comme les rois , qu'il n'y a point de morale naturelle , universelle ; ils ne connoissent que le droit du plus fort & du plus adroit : les droits de l'homme & des nations n'existent point pour eux ; jamais les intérêts directs des peuples n'entrent pour rien dans leurs négociations , excepté en matière de commerce pour en multiplier les entraves , pour en faire des moyens de rapines & d'hostilités , en sorte que la guerre des douanes remplace toujours celle des armes , & souvent la renouvelle. Telle est , sire , la science diplomatique ; il avoit donc raison , le grand

Frédéric, d'avoir le plus profond mépris pour le grimoire & pour les excellences de la diplomatie.

Tels sont, sire, les représentans & les conseillers des rois dans toutes les cours de l'Europe. Voilà, comme sont administrées les affaires intérieures & extérieures des États Monarchiques : interrogez tous ces gens-là, ils vous diront que les peuples ne peuvent être gouvernés que par l'ignorance, l'erreur & la crainte ; par l'imposture & la force. En conséquence, les prêtres se sont chargés d'empoisonner l'homme dès l'enfance, d'erreurs & de superstitions ; & les guerriers ou les nobles se sont chargés de convertir les incrédules, & de réduire les insurgens à coups de sabres & de fusils : & voilà ce qu'ils appellent : *l'art de régner*.

Telle est la source de tous les maux, qui, depuis tant de siècles, désolent les Nations. C'est ainsi que chaque instant de la vie des rois, est souillé d'une foule de crimes, que commettent impunément leurs mandataires en leurs noms. C'est cet abominable régime, qui a détruit les empires, dont il ne reste que le souvenir. C'est la passion pour le despotisme qui a conduit, sur l'échafaud, Charles I.^{er} en Angleterre. C'est le despotisme rapace qu'exerçoit le ministère anglais sur ses colonies américaines, qui leur en a fait secouer le joug. Les Suisses ne se sont également rendus libres, que pour se débarrasser de la tyrannique domination de l'Autriche. Enfin, c'est le despotisme qui a détruit, en France, la royauté, & les rois qui, comme Louis XVI, s'opiniâtreront à vouloir conserver ce pouvoir arbitraire, éprouveront tôt ou tard le même sort que lui.

Je voudrais vous détourner, sire, de tout projet hostile contre les français, parce que ces hostilités introdui-
ront

ront certainement l'esprit d'insurrection parmi vos peuples, qui sont extrêmement misérables. J'ai visité une grande partie de vos provinces ; j'ai vécu long-temps à Naples, j'ai fréquenté votre cour ; je vous ai étudié, sire ; j'ai étudié la reine, vos ministres & vos peuples ; je connois les vices de votre gouvernement, la situation de vos affaires ; & je puis vous donner de bons conseils. Pour juger d'avance du degré de confiance que vous pouvez m'accorder, lisez, sire, dans le Moniteur Universel de France, du 15 juillet, des 4 & 20 août, du 1^{er} & 30 octobre, mes lettres au roi de Prusse, au duc de Brunswick, au roi de Sardaigne & au Pape ; votre majesté verra que ce que j'avois prédit à ces princes est arrivé. Je ne vous répéterai point, sire, ce que je leur ai dit sur les vraies causes de la révolution française, puisque vous pouvez le lire dans mes susdites lettres ; je ne vous entretiendrai que de vos intérêts les plus pressans, je vous ferai connoître la conspiration habituelle de votre méchante épouse, & du scélérat Acton contre vous, contre votre famille, & les moyens de ruiner leurs projets. Je vous ferai connoître les vices de votre gouvernement, & les moyens de les réformer. Je vous ferai voir combien votre marine est pitoyable & ruinée, & comment vous pouvez la rendre utile ; combien vos peuples sont superstitieux, ignorans, corrompus & méprisables, & comment vous pouvez les rendre éclairés, bons & heureux.

Mon zèle pour votre bonheur, sire, est fondé sur la certitude que j'ai, que la nature a tout fait pour vous, & que les efforts de l'art n'ont pu parvenir à détruire en vous un esprit juste & une ame honnête ; je prouverai, par quelques détails, que mes sentimens pour

vous font les effets d'une estime sentie. Ce sont ces sentimens qui me font un besoin de vous rendre le triple service de vous porter secours par mes conseils, & de vous éclairer sur vos défauts, avec autant de justice & de franchise, que j'en employerai à prouver les bonnes qualités de votre esprit & de votre cœur.

Je fais que vous n'avez reçu fire, aucune éducation, & je vous en félicite, parce que dans les états catholiques, l'éducation des princes destinés au trône, n'est jamais confiée qu'à des nobles & à des prêtres intéressés à corrompre l'esprit & le cœur de leurs élèves, en leur inculquant des erreurs favorables à leur ambition, en leur faisant contracter des goûts & des habitudes vicieuses dont ils se promettent d'abuser, & en leur laissant ignorer tout ce qu'ils devroient savoir. Cette privation d'instruction dans votre majesté, n'a pas suffi pour tranquilliser la reine, vos courtisans & vos ministres sur les inquiétudes que leur causoient votre excellente judiciaire & votre amour pour la justice; pour vous éloigner encore davantage des affaires, & pour gouverner en votre nom, ils se font efforcés d'assoupir vos bonnes qualités en vous donnant la malheureuse passion de la chasse & de la pêche, qui vous font perdre les neuf dixièmes de votre temps, Malgré ces défauts & votre inexpérience dans la science du gouvernement, vous êtes un génie, fire, en comparaison de votre frère d'Espagne; vous avez infiniment plus d'esprit que votre gendre de Vienne; vous n'avez ni l'obstination, ni le goût du faste & de la fausse grandeur de votre confrère de Turin; & vous avez une qualité rare dans les princes; c'est qu'au lieu d'être prévenu en votre faveur, vous vous méfiez constamment

de vous-même, vous savez interroger & écouter; dans une foule de raisonnemens, vous faisissez le meilleur; toutes les fois que vous avez voulu prendre en main les rênes du gouvernement, vous vous en êtes acquitté à merveille; sans instruction, votre simple bon sens vous conduit aux résultats que d'autres n'ont faisi qu'à force d'étude & d'expérience; enfin, vous avez un caractère probe & décidé, par le bien que vous avez fait, on peut juger de celui que vous ferez lorsque vous en sentirez la nécessité; il ne vous manque donc, sire, pour régner avec sagesse & succès, que de renoncer aux frivolités & de vous pénétrer d'une volonté bien déterminée d'être véritablement roi.

Je me souviens qu'étant à Florence, vous demandâtes, sire, à Léopold, qui vous étaloit ses connoissances dans l'art de régner : *Combien as-tu de Napolitains dans ta Toscane?* Il y en a peu, vous répondit-il. Hé bien, lui répliquâtes-vous, *j'ai plusieurs milliers de Toscans dans mes Etats.* Cette réponse, sire, est plus brillante que solide, & vous auriez tort d'en conclure que vos Etats sont mieux gouvernés que ceux de la Toscane. Le territoire Toscan est peu fertile; & quoiqu'il n'y ait pas un pouce de terrain perdu, ses productions ne suffisent point à sa population; il faut donc que l'excédant de cette population aille chercher à vivre ailleurs. Si l'émigration est moindre dans les deux Siciles, c'est que leur territoire, quoique mal cultivé, est d'une fertilité si grande, qu'il pourroit nourrir une population double de la sienne; c'est encore que les Napolitains grossiers, sans éducation, sans talent, sans instruction, trouveroient ailleurs peu de ressource, tandis, qu'au contraire, les Toscans pleins d'aménité, d'intelligence & de lu-

mières, trouvent par-tout des moyens de fortune.

Je vous rappellerai, sire, avec plus d'intérêt, la leçon que vous donnâtes à Joseph II pour le guérir de sa noyomanie. „ Tu as tout changé dans tes Etats, lui disiez-vous, tu veux enseigner tout à tes sujets, tu voudrois leur donner un nouveau soleil, une nouvelle terre, cependant tout va de mal en pire chez toi, la misère n'y a jamais été si grande que depuis que tu es sur le trône, ta population diminue à vue d'œil; quant à moi, je pense que lorsqu'on ne peut changer les choses en bien d'une manière évidente, il vaut mieux les laisser comme elles sont; cependant si l'on me proposoit le vrai bien; & que ce vrai bien me fût démontré, je le ferois avec la plus grande satisfaction „.

Ce discours est celui d'un sage; on y reconnoît votre bon esprit, sire, votre excellent cœur, l'un & l'autre disposés à sentir la vérité, à l'embrasser; hé bien, je vais vous la dire.

Sachez d'abord, sire, qu'il vous est impossible d'éviter une révolution orageuse chez vous, si vous continuez de prendre les intérêts de Louis XVI & ceux de la maison d'Autriche, & si vous ne vous hâtez de faire dans votre gouvernement les réformes nécessaires. Sachez aussi qu'il vous sera impossible de fuivre ces conseils aussi long-temps que vous ferez sous la domination de l'Autrichienne la plus dévorée d'ambition pour sa famille & de haine contre la vôtre; d'où il résulte que les premiers actes de justice que vous devez à vos peuples qui détestent la reine & le général Acton, & que vous vous devez à vous-même pour la sûreté de votre vie, sont de faire renfermer promptement votre redou-

table ennemie, ou de la renvoyer à Vienne sous garde sûre & de faire pendre Acton. Oui sire, sans ces opérations préalables, vous ne pourrez ni éviter votre perte, ni conquérir la confiance & l'amour des Napolitains, dont vous avez absolument besoin pour faire ces réformes convenables à vos vrais intérêts, qui sont inséparables, & les mêmes que ceux de vos peuples.

Vous n'êtes pas, sire, dans le cas de l'empereur Claude, qui seul dans Rome ignoroit les débordemens de Messaline; je me rappelle la réponse spirituelle que vous fîtes à un courtisan qui vous plaignoit du libertinage de la reine; *laissez-la faire*, lui répondites-vous, *elle croîsera ma race qui en a besoin*; mais vous ignorez les excès auxquels se livre cette femme lubrique avec son cher Acton. Voyez-les se voluptueuser derrière une tapisserie à claire-voie qui les cache & les laisse jouir du spectacle des deux sexes nus, exécutant tous les actes de la pédérastie, de la tribaderie, &c....

Parce que vous n'avez fait, sire, aucune étude, vous avez une grande opinion du favior de la reine, elle vous en impose par quelques lieux communs d'histoire, de philosophie & de médecine, dont elle a chargé sa mémoire, & dont elle fait les plus sottés applications; c'est une pedante absurde qui a lu quelques livres sans y rien comprendre, & qui n'a aucune connoissance réelle, aucun talent, aucune vertu; vous reconnoîtrez vous-même, sire, la sottise de la reine, si vous faites attention avec quelle rapidité, dans son bavardage, elle passe d'un sujet à un autre sans suite, sans rapports entre eux, il lui est impossible de lier ensemble trois idées concordantes. Rappellez-vous, sire, la consultation qui se tint en 1788 dans la chambre du feu prince royal,

qui se mouroit; sa marâtre n'eût-elle pas l'impertinence d'interrompre les médecins les plus célèbres, pour leur citer des phrases qu'elle avoit lues dans l'avis au peuple de Tiffot, & dont elle faisoit la plus fausse application par excès de présomption & de bêtise. Si cette femme n'étoit que libertine & pédante, elle ne feroit que méprisable, & je n'en parlerois pas; mais elle prodigue à son amant, à ses tribades, à ses favoris, le sang de vos peuples, sire, qu'elle se fait un plaisir de ruiner, comme faisoit sa sœur Antoinette en France; mais cette femme vous déteste, elle ne s'intéresse qu'à faire retomber votre royaume sous la domination Autrichienne; c'est pour cela qu'elle a détruit, tant qu'elle a pu, ses enfans mâles, & qu'elle ne conserve que ses filles; &, si vous ignorez ces vérités, sire, vous êtes le seul dans Naples; enfin, c'est parce qu'on connoît cette scélératesse de la reine, qu'elle est en exécration à tous vos sujets, qui l'accusent d'ailleurs, avec justice, de tous les maux qu'ils souffrent; il vous est donc impossible, sire, de vous faire aimer de vos malheureux sujets, si vous ne les délivrez pas, ainsi que vous-même, de cette femme horrible, d'Acton & des autres ministres & favoris qui ont leur confiance particulière.

L'histoire nous montre assez de monarques que les infidélités de leurs épouses n'ont point empêché de régner avec gloire; mais, c'est qu'ils ne leur permettoient pas de se mêler, en aucune manière, des affaires du gouvernement; & vous, sire, comment pouvez-vous souffrir qu'une femme telle que Marie-Caroline régne à votre place! N'est-ce pas vouloir le malheur de vos peuples? N'est-ce pas courir à votre perte? Quelle honte qu'un pareil monstre préside à votre conseil

d'Etat, & dirige tous vos intérêts publics, pendant que vous faites la guerre aux bêtes fauves, aux poissons, pendant que vous vous amusez à vendre le produit de votre pêche à vos poissardes, à écouter leur grossièretés, à leur en répondre dans leur patois, à manger le macaroni à leur manière, en les contrefaisant, en leur prenant les mains! Vous croyez, sire, vous faire aimer de vos peuples par cette excessive popularité, vous vous trompez, cette conduite ne plaît qu'à cette dernière classe du peuple, qui mérite, à Naples, le titre méprisant de *canaille*, parce que les individus, qui la composent, ne savent ni lire, ni écrire, n'ont ni feu, ni lieu, sont presque nus, & couchent constamment dehors, sous un ciel qui, à la vérité, est presque toujours pur & serein. Quelques poignées de macaroni mal cuit, quelques fruits & quelques verres d'eau à la glace, toutes choses qu'ils se procurent, pour six ou sept grains, suffisent chaque jour à leur nourriture; enforte que les salaires de trois commissions qu'ils font dans une matinée, leur procurent de quoi vivre pendant deux jours; ils passent le reste du tems, tantôt à se pâmer de rire devant un Polichinel, tantôt à pleurer à chaudes larmes, & à se donner des coups de poing sur la poitrine devant un charlatan religieux, qui les effraye par les grimaces convulsives qu'il leur fait, en les menaçant des tourmens horribles de l'enfer; charlatanisme extrêmement dangereux, & que vous n'eussiez jamais dû souffrir. Cette populace vit sans soucis, sans inquiétude, elle se croit heureuse, & ce sont les seules gens qui vous aiment, sire, les autres classes du peuple qui ont quelque instruction, quelque talent, quelques propriétés, sentent bien leur misere, ils en connoissent

les causes, & ils vous méprisent. Un fait que je me rappelle, me prouve combien vous êtes dans l'erreur à cet égard ; le voici :

Un jour causant avec l'empereur Joseph II, vous lui dites : Sire, avec cette ingénuité qui peint votre bon caractère, ,, Tu menes une vie dure, tu manges mal, tu digères mal, tu dors mal, tu veux tout faire, tu ennues tes ministres & tes départemens, tu es martyre de ta novomanie, tu te fais haïr de tous tes sujets, au point qu'ils se réjouissent toutes les fois qu'ils te voient entreprendre quelque voyage, tandis que moi, je mange bien, je digère de même, je dors tranquillement, je m'amuse, & je suis tellement adoré de mon peuple, que, lorsque je veux m'absenter, je suis obligé de m'en aller de nuit, sans quoi il ne me laisseroit point partir. ,,

Ce qui vous concerne personnellement, Sire, dans ce discours, n'est pas entièrement exact. La classe très-nombreuse des *Paglietti*, tout en rendant justice à vos bonnes qualités, déplore votre aveuglement, votre foiblesse excessive envers la reine & le général Adon; oui, sire, les bons citoyens de votre capitale vous reprochent non-seulement le tems que vous perdez à des exercices abrutissans, ils vous reprochent aussi de vous être déshonoré par le traité honteux que vous avez fait avec Pie VI, sans motifs & sans raison; si vous vous étiez seulement donné la peine, sire, de lire l'histoire civile de Giannone, vous auriez vu qu'aucun prince étranger, & encore moins un vilain prêtre, ne peut avoir de droits sur la nomination aux évêchés, & autres bénéfices de vos Etats. En ne consultant même que votre bon sens naturel, il vous diroit qu'on peut très-bien

se passer d'évêques, de bénéficiers, de moines, de chanoines, de religieuses, & de toutes autres institutions de ce genre, qui ne sont que les créations de l'impof-ture la plus ambitieuse & la plus avide, depuis trop long-tems respectées par l'ignorance, l'erreur, la superstition, la crainte & la crédulité; je reconnois bien dans cet absurde concordat la main de Marie-Caroline, qui joue ridiculement l'esprit fort, quoique remplie de superstition, & qui fait allier la dévotion des fem-melettes avec les crimes des scélérats.

Quant aux habitans de vos provinces, ils ne vous aiment, sire, ni ne vous estiment; ceux de l'Abruze & de la Capitanate vous détestent, & principalement ceux des deux Calabres & de la Sicile; ils vous reprochent avec justice de n'avoir jamais visité leurs provinces ruinées par des tremblemens de terre, & où vous auriez dû employer au soulagement de leur misere les sommes immenses que vous avez prostituées en voyages inutiles chez l'étranger. Je fais que vous avez destiné, sire, quelques sommes au soulagement de ces malheureux, mais au lieu de les leur envoyer par Pignatelli, qui en a détourné à son profit la plus grande partie, & qui a ainsi dévoré la substance du pauvre impunément, parce qu'il est protégé par la reine, vous auriez dû, sire, leur porter & leur distribuer équitablement ces secours vous-même; en remplissant ce devoir, si digne d'un bon roi, vous auriez acquis l'estime des hommes sensibles & la toute-puissance que donne la reconnoissance & l'amour des peuples.

Que n'auriez-vous point à craindre, sire, du mécontentement de vos malheureux sujets, si, pour se venger de vos insultes, les Français alloient leur proposer de

les délivrer de tous les genres de tyrannie qui les oppriment ? Hé bien ! sachez, sire, que le nouveau gouvernement de France est irrité des mauvais traitemens qu'ont éprouvé les Français qui résidoient dans vos Etats lors de la révolution de leur patrie, & de l'accueil que vous avez fait, depuis aux émigrés ; il est irrité des calomnies de votre ambassadeur à Constantinople pour empêcher la réception de M. de Semonville à cette cour ; il est irrité des ordres donnés par le général Acton pour mettre en quarantaine, & pour priver de toute communication les vaisseaux français armés en guerre qui paroîtront dans les ports de Messine & de Siracuse, & bientôt, sire, vous pourrez être la victime de ces attentats aux droits des gens, si vous ne les réparez pas promptement par le rappel de votre fougueux ambassadeur à la Porte, par la déclaration la plus authentique de votre neutralité dans les affaires de France, par l'expulsion des émigrés qui peuvent être dans vos Etats, par le défaveu & la révocation des ordres donnés contre les vaisseaux français. Ne négligez, sire, aucuns de ces moyens, ce n'est que par eux que vous pourrez désintéresser les Français à tirer vengeance des insultes qu'on leur a faites en votre nom ; comme ce n'est qu'en vous débarrassant de vos ennemis domestiques que vous pourrez gagner la confiance de votre nation, & les forces & le tems nécessaires pour rétablir dans vos états l'ordre, la justice, l'abondance & la félicité par les moyens que je vais vous expliquer.

Le gouvernement d'une nation, telle que la vôtre, sire, dont le territoire est assez vaste & assez fertile pour produire abondamment tout ce qui est nécessaire aux besoins de ses habitans, doit être essentiellement

agricole, c'est-à-dire, que tous ses soins doivent avoir pour but essentiel la plus grande prospérité de son agriculture, la plus grande abondance de ses productions territoriales, d'où résultent nécessairement les plus grandes ressources du commerce & de l'industrie, l'aisance générale de toutes les classes des citoyens, & la richesse du revenu public.

Pour obtenir cette grande prospérité de l'agriculture, le gouvernement doit faire en sorte qu'il soit exactement vrai que de toutes les spéculations lucratives, constantes & solides, aucunes ne soient plus avantageuses que celles en économie rurale, afin que les richesses des capitalistes & des cultivateurs soient toujours employées de préférence aux opérations agricoles.

Il faut en second lieu établir dans chaque principale ville des provinces du royaume une banque rurale où les papiers de commerce puissent être escomptés à un intérêt modique, & où, moyennant un foible intérêt & une caution solvable, on puisse emprunter l'argent nécessaire pour exécuter de bonnes opérations agricoles, ou pour établir des manufactures à l'usage du peuple. Dona Eléonore Fonceca Pimentel a fait sur cette matière un ouvrage intéressant, & cet auteur mérite que vous récompensiez, Sire, ses talens & ses vertus.

Plus les avances qu'on fait à la terre, ou plus les dépenses de la culture sont considérables & bien faites, plus alors la terre produit; elle restitue par ses productions, non-seulement toutes les avances des cultivateurs, & l'intérêt de ces avances, & l'intérêt de celles des propriétaires fonciers, mais encore un excédant considérable, & dans cet excédant, ou produit net de la culture, se trouve la portion qui appartient au revenu public;

enforte que ce revenu, ou l'impôt territorial, & les bénéfices que font les cultivateurs & les propriétaires fonciers, ne coûtent rien à personne, & sont un pur don de la nature ou de la terre.

Pour obtenir ces avantages de la culture, il faut que les avances ou les dépenses nécessaires pour obtenir les récoltes, chaque année, pour entretenir les instrumens aratoires, pour indemniser les cultivateurs des pertes qu'ils éprouvent par les intempéries des saisons, par les maladies & les mortalités des bestiaux, & pour l'entretien & l'amélioration des avances qui sont à la charge des propriétaires fonciers, il faut, dis-je, que toutes ces avances soient parfaitement libres & immunes; d'où il suit que la contribution publique aux dépenses du gouvernement, ne doit être assise que sur le produit net de la culture. On a calculé, en France, que le cinquième de ce produit net est tout ce qui appartient au revenu public, & l'on a démontré que tout autre impôt étoit arbitraire, oppressif & ruineux pour la nation & pour le gouvernement.

D'après ce principe, il faut que le commerce & l'industrie soient parfaitement libres & immunes.

Il faut que la concurrence des vendeurs & des acheteurs, des artisans & des fabricans, soit la plus grande possible. D'où il suit que les privilèges exclusifs de négoce & de manufactures & les monopoles, sont des crimes, & que vendre le droit de travailler, c'est vendre le droit de vivre; c'est une atrocité.

Il faut enfin que la circulation des subsistances & des marchandises brutes & fabriquées, leur importation & exportation soient faciles, libres & immunes, il ne faut donc pas qu'elles soient arrêtées, ni rançonnées en route

par des péages inutiles , par des douanes & des impôts à l'entrée ni à la sortie , qui font perdre beaucoup de temps aux voituriers , qui augmentent leurs frais , qui causent l'avarie des marchandises , & qui les renchérissent aux dépens des producteurs & des consommateurs.

Il suit de ces principes certains qu'une des premières opérations que vous devez faire , Sire , pour le rétablissement de l'agriculture de votre royaume , c'est de faire établir , le plutôt possible , par des hommes intègres & intelligens , la contribution du cinquième du produit net de toutes les propriétés foncières , sans exception , en annonçant que les autres impôts seront supprimés à mesure que le produit de cet impôt territorial suffira aux dépenses indispensables du gouvernement.

Je vous observe à ce sujet , Sire , que le produit de cette contribution sera foible d'abord , parce que la culture de votre territoire est misérable , mais qu'il augmentera & deviendra bientôt considérable sous le régime de l'ordre. Je vous observe , en second lieu , que les ressources & les réformes que je vais vous indiquer diminueront tellement les dépenses de votre gouvernement , qu'à l'instant où vous aurez décidé ces opérations , vous pouvez supprimer les impôts les plus onéreux , tels que ceux qui renchérissent la nourriture , le vêtement , toutes les consommations du peuple.

D'après ces conseils , vous devez entrevoir , Sire , combien votre gouvernement est vicieux dans ces parties essentielles , combien la source de vos richesses , ou l'agriculture de vos Etats est appauvrie par une multitude d'impôts arbitraires & d'établissmens ruineux.

Renoncez , Sire , aux pâturages usurpés par vos prédécesseurs , dans vos provinces de Tavoglière & de Regi-

Stuchii. C'est un despotisme absurde, de vendre à des bergers le droit de faire paître leurs moutons dans des plaines où l'on pourroit cultiver très-avantageusement des blés, des vignes, des oliviers, & d'empêcher les propriétaires de ces terres de les mettre en valeur. Les rois sont-ils faits pour stériliser & dépeupler la terre ?

Souvenez-vous, Sire, que vos Etats étoient, il y a vingt-deux siècles, partagés en plusieurs républiques, presque toutes démocratiques, extrêmement riches & peuplées, & que la Sicile étoit le grenier de l'Europe ; que ces pays sont affreusement changés, depuis qu'ils sont sous la royauté !

Toutes vos villes & vos bourgs avoient, sous la domination des Romains, des municipalités populaires. Ces municipalités, depuis long-temps entre les mains des nobles, forment des aristocraties tyranniques qu'il faut abolir. Rendez, Sire, à vos peuples, l'administration des propriétés publiques & de leurs intérêts communs. Rendez-leur l'élection de leurs officiers municipaux, de leurs juges, des ministres de leurs cultes, & de leurs représentans ; rendez-leur la répartition & la perception de leurs contributions. Ces peuples alors sortiront de l'état presque sauvage auquel ils sont réduits, ils se formeront un véritable esprit public, national & patriotique ; ils deviendront une véritable nation, au lieu de n'être que des troupeaux d'esclaves.

Vos provinces, Sire, sont désolées & dévorées par un code féodal, qui rend les neuf dixièmes de votre nation esclave de la noblesse. Nulle part, cette noblesse n'a fait autant de mal que dans les deux Siciles, parce que nulle part elle ne possède des droits plus absurdes & plus tyranniques ; il faut donc abolir cette noblesse

& son misérable code, les fiefs, les justices seigneuriales, & tous les droits qui y sont attachés.

Quoique la nécessité de détruire cette noblesse soit suffisamment justifiée par les brigandages que vos nobles exercent sur vos cultivateurs, Sire, & par l'histoire qui accuse les anciens nobles d'avoir rendu les peuples esclaves, & leur postérité d'avoir perpétué cet esclavage, & par les efforts que font actuellement ces nobles pour étouffer la liberté française ; cependant je crois devoir éclairer encore votre majesté par les raisons suivantes, sur la nécessité de détruire ce fléau.

La noblesse est une distinction. Toute distinction, dans la société, suppose, dans celui qui l'obtient, des services par lui rendus à la société ; or, un enfant qui vient de naître, n'a rien mérité, il est donc absurde de lui donner la distinction de la noblesse avec toutes ses prérogatives.

Mais, dit-on, par l'hérédité de la noblesse, on reconnoît, dans cet enfant, les services de ses ancêtres. On demandera d'abord à qui ont-ils rendu ces services, puisque les peuples étoient esclaves, & que la plupart le sont encore.

Ces services ne sont que des suppositions gratuites, puisque, dans l'origine, la noblesse s'acquéroit par le simple service militaire, qui n'étoit alors qu'un brigandage atroce, ou par l'acquisition d'un fief, qui ne suppose aucun mérite, aucun service, & qui n'étoit qu'une usurpation ; ou par la faveur du prince, qui, le plus souvent, ne récompensoit ainsi que la bassesse & la prostitution. L'hérédité de la noblesse ne rappelle donc que des usurpations & des crimes impunis.

L'hérédité de la noblesse, est une dispense de mériter cette distinction ; & quoi de plus absurde, de plus injuste, de plus anti-social, que de dispenser une classe d'hommes d'acquérir du mérite ? N'est-ce pas vouer cette classe à l'ignorance, à l'orgueil, à tous les vices ? Est-il tolérable que les honneurs, les dignités & les premiers emplois du gouvernement, qui exigent des talens & des vertus, soient exclusivement réservés aux hommes les plus ignorans, les plus corrompus ? N'est-ce pas éteindre l'émulation dans les autres classes de la société ? n'est-ce pas vouer cette classe privilégiée à la jalousie, à la haine des autres classes qu'elle méprise, qu'elle opprime & qu'elle ruine ?

Quelle inconséquence de mépriser, d'exclure de la société les bourreaux qui font métier de tuer les criminels, d'après les ordres de la justice, & de respecter, de donner le premier rang, dans la société, à des hommes qui sollicitent l'emploi de massacrer, au seul ordre d'un despote, des milliers d'innocens, de ravager les récoltes, d'incendier les villes, les campagnes, de violer, d'égorger les filles, les femmes, les enfans & les vieillards ; de faire, en un mot, le métier de la guerre, qui est exactement la réunion de tous les crimes. La profession militaire, n'est honorable que dans les républiques démocratiques, où tous les citoyens sont soldats, & lorsqu'ils emploient leurs armes à la défense de leur liberté & autres droits naturels.

Montesquieu, gentilhomme gascon, a dit : *Point de monarchie sans noblesse, elle est le soutien du trône ;* & les nobles se sont fait une arme de cette assertion, pour défendre leurs prérogatives : ils avoient raison ;
car,

car, monarchie & despotisme, étant sinonimes par le fait, & le despotisme ne pouvant s'exercer que par la violence, il faut bien que les despotes s'entourent de gens d'armes, pour contenir, dans la crainte & dans une obéissance fervile, les peuples qu'ils pillent & qu'ils oppriment, ou pour repouffer leurs insurrections. Or, détruire la noblesse, c'est désarmer le despotisme; c'est le détruire; &, dans ce sens, il est vrai de dire, point de monarchie sans noblesse. Un homme d'esprit a expliqué comment la noblesse est le soutien du trône. Il a dit, qu'elle le soutenoit comme la corde soutient le pendu, en l'étranglant. En effet, les nobles n'ont pas cessé de faire la guerre aux rois, jusqu'à l'époque de la destruction de leurs châteaux-forts; & depuis que, sous prétexte de les apprivoiser, on a fait la sottise de les attirer dans les cours, ils s'en sont rendus les maîtres; ils n'ont pas cessé d'y solliciter des pensions, des gratifications, des moyens de domination & des rapines. C'est cette perpétuelle mendicité des nobles, qui, par-tout, dévore les contributions des peuples, ruine les états; & c'est ainsi que la noblesse soutient le trône. Puisqu'elle est un fléau pour les rois & pour les peuples, il faut donc l'abolir. Qu'il n'y ait donc plus de distinctions héréditaires.

Abolissez aussi, Sire, les primogénitures, les droits d'aînesse, les fidéi-commis & les substitutions foncières.

Abolissez l'usage absurde des contrats à la voix.

Réformez de votre marine les gros vaisseaux & les frégates de trente-six pièces de canon de 24 livres de bales, ils vous sont inutiles & onéreux; Acton ne vous a fait consentir, Sire, à cet établissement, que

pour se procurer un nouveau moyen de pillage, pour fournir plus d'argent à la reine, & pour s'enrichir lui-même. Votre marine ne doit avoir pour objet que de protéger vos côtes & votre commerce contre les barbaresques. Ces pirates n'ont que de petits vaisseaux, pour pouvoir approcher les côtes d'Afrique, qui ont peu de fonds, & qui, par cette raison, sont inabordable aux gros vaisseaux; d'ailleurs, les gros vaisseaux ne valent rien pour donner la chasse aux chébecs & aux brigantins africains, qui sont extrêmement légers & vîtes à la course, il faut donc que les bâtimens qui les poursuivent, soient de la même légèreté; toutes raisons qui prouvent l'ignorance ou la mauvaise foi d'Acton.

Dès que l'ordre sera rétabli chez vous, sire, vous pourrez réduire le nombre de vos troupes à douze mille hommes, ils suffiront pour protéger la sûreté publique dans vos états; vous distribuerez cette force publique dans vos provinces, pour y faire continuellement la guerre aux vagabonds, aux brigands, aux voleurs. Vous licencierez le reste de votre armée, parce qu'elle ne feroit qu'une dépense inutile & onéreuse pour votre nation, qui ne doit payer que ce qui est nécessaire à sa prospérité; par cette même raison, vous devez supprimer aussi vos ambassades, qui sont absurdes, dangereuses, ruineuses & réellement inutiles, ainsi qu'il résulte des observations suivantes.

La position géographique de vos Etats, sire, est unique & la plus heureuse de toute l'Europe; vous n'avez point de voisins dangereux; les Barbaresques seuls vous incommovent; mais en vous concertant avec les Espagnols & les Français, pour délivrer à jamais & réciproque-

ment votre commerce de ces pirates , l'opération ne feroit ni longue , ni difficile , ni dispendieuse. Séparé de toutes les grandes puissances , elles n'ont rien à démêler avec vous , vous n'avez aucun intérêt immédiat à leurs affaires ; & en vous préservant des sottises des ambassadeurs , des alliances inutiles & des ligues dangereuses , votre majesté seroit dispensée d'entrer dans leurs tracasseries politiques , & pourroit jouir , chez elle , d'une paix perpétuelle.

Un des plus grands services que vous puissiez rendre à vos peuples , sire , c'est de briser , pour toujours , les chaînes de l'erreur & de la superstition , que les prêtres leur imposent dès l'enfance , pour les tenir , pendant toute leur vie , sous le joug de leur orgueil , de leur ambition & de leur cupidité. Sire , ces prêtres sont plus rois que vous , plus puissans , plus despotes , car ils exercent leur despotisme jusques sur les rois , vous l'éprouvez tous les jours ; & je le répète , votre concordat avec le pape en est une preuve bien honteuse. C'est en votre nom , sire , que votre peuple reçoit les ordres de vos mandataires , & vous ne les leur donnez que publiquement ; c'est au nom de Dieu qu'il reçoit ceux des prêtres , & ces athées les leur donnent en chaire & dans le confessionnal ; en chaire , ils lui disent : obéissez aux rois , respectez-les ; mais dès qu'un roi contrarie les intérêts du prêtre , celui-ci dit à l'oreille du peuple , sans témoins & sans risques : il vaut mieux obéir à Dieu qu'aux rois , le vôtre est un tyran , un impie , il est l'ennemi des prêtres , qui sont les organes de la divinité ; il est donc l'ennemi de Dieu , & vous devez le venger , en faisant périr son ennemi ; il lui persuade en même tems que ce régicide lui méritera son bonheur éternel ,

s'il a le courage de l'exécuter, & qu'il ne peut éviter les tourmens de l'enfer s'il n'obéit pas. Or, de quels excès ne sont pas capables des hommes crédules, ignorans & superstitieux, & dont l'énergie est ainsi exaltée par le fanatisme ? Telle est, sire, la source de presque tous les régicides, dans les Etats catholiques sur-tout, & l'histoire en fait foi. Lisez, sire, dans le moniteur universel du 31 octobre dernier, la lettre où je fais avouer au pape dans une harangue au peuple Romain, toutes les vérités qui foudroient le sacerdoce.

Mais, direz-vous peut-être, sire, si nous brisons le frein de la religion, comment pourrons-nous contenir le peuple enclin à l'erreur par son ignorance, au brigandage par sa pauvreté, à la trahison par sa foiblesse, au meurtre par sa brutalité ? Hé, sire, pourquoi ce peuple est-il ignorant, pauvre, foible & brutal ? Son ignorance est un crime du gouvernement, qui lui refuse l'instruction, parce qu'il craint ses lumières ; ses erreurs ne sont que celles qu'on lui inculque avec tant de soin dès l'enfance, pour corrompre son esprit & son cœur, & pour le tenir perpétuellement dans la servitude & l'avilissement ; il n'a que les vices que lui donnent le despotisme & l'imposture sacerdotale, le despotisme royal & ministériel, celui de la noblesse, celui des magistrats, celui des financiers ; ce sont tous ces ennemis du peuple qui l'excitent à la fourberie, en l'affoiblissant ; à la rapine, en l'appauvrissant ; à la férocité, en le tyrannisant ; toutes les voies du crime lui sont ouvertes, toutes celles à la vertu lui sont fermées.

Trois moyens certains sont dans les mains des chefs de gouvernement, pour guérir & préserver le peuple des erreurs & des vices, pour l'intéresser à faire le bien,

pour le désintéresser à faire le mal , pour le réprimer , pour le rendre vertueux & heureux , & ces moyens sont , l'instruction , l'émulation & la crainte.

Fermez à ce peuple toutes les voies de l'erreur , dirigez-le dans celles de la nature & de la vérité , par une éducation vraiment nationale , par une instruction parfaitement sociale , il ne péchera plus par ignorance. Fermez-lui les voies de la misère , qui est la mère de tous les vices , de tous les crimes ; débarrassez-le de toutes les causes qui l'oppriment , il ne sera plus féroce ; ouvrez des routes à son émulation ; qu'il soit libre de penser , d'agir , de faire tel usage raisonnable qui lui conviendra , de ses facultés physiques & morales ; respectez ses propriétés ; qu'il jouisse pleinement de ses droits naturels & de la liberté de conscience , qui en fait partie ; intéressez-le à n'en faire qu'un usage utile à la société , en lui assurant des récompenses proportionnées aux services qu'il lui rendra , en lui assurant sa fortune & son avancement , en proportion de ses talens , de ses connoissances & de leur utilité pour la société ; contenez-le dans le devoir par la certitude & la crainte des peines , proportionnées à ses délits ; qu'aucun service rendu à la patrie ne reste sans récompense ; qu'aucun crime ne reste impuni , sans aucune distinction de rang , d'état ni de naissance.

Que le peuple ne connoisse plus de vertus , que les actions utiles à la société ; de vices , que les actions qui nuisent à soi-même ; & de crimes , que ceux qui sont nuisibles à ses semblables. Attachez les yeux de l'homme sur la terre , où il doit faire son bonheur ; que son imagination ne soit plus égarée dans le vague des airs.



dans le monde chimérique de la superstition ; que ses yeux ne soient plus éblouis par le faste orgueilleux du facerdoce , ni par la pompe de ses farces absurdes ; que ses oreilles ne soient plus étourdies par le bruit important de la sonnerie ; qu'il redevienne enfin l'homme de la nature , alors les vertus du peuple deviendront aussi communes qu'elles sont rares , & nous cesserons de nous en étonner.

D'après ces principes de la raison , vous devez , sire , renoncer à toute relation avec la cour de Rome , vous devez établir , dans vos Etats , la liberté de conscience. Un gouvernement sage doit admettre la liberté de tous les cultes , sans en préférer aucun , parce que cette préférence rendroit le culte qui l'obtiendrait , dominant , orgueilleux , intolérant & très-nuisible. Que les vœux religieux des deux sexes soient abolis , parce qu'ils sont contraires aux loix de la nature , aux intérêts de la société , & qu'ils sont une source de vices & de crimes.

Que toutes les confrairies , congrégations , communautés & corporations religieuses des deux sexes , soient supprimées.

Que chacun soit libre de choisir & de payer un directeur de conscience , comme un procureur pour ses affaires , & que le gouvernement ne se mêle pas plus de l'un que de l'autre.

Ne permettez l'exercice des différens cultes , que dans l'intérieur des temples & des maisons.

Ne souffrez aucun autel , image , croix , statue , aucun signe de religion , dans les places publiques , les carrefours , les rues , sur les quais , les chemins , ni sur

l'extérieur des maisons & des temples, parce que ces signes feroient des points de ralliement pour le peuple, entretiendroient sa superstition, & occasionneroient des rassemblemens, lesquels obstrueroient la voie publique, qui doit toujours être libre.

Défendez aux ministres des différens cultes de porter, hors de leurs temples, des habits, ni aucune marque qui les distingue des autres citoyens, parce que ces distinctions les enorgueilliroient, causeroient des rivalités, des factions, des préférences, feroient une sorte de talismans dangereux pour le peuple. Ne permettez aux différens cultes aucune sonnerie; ne laissez qu'une seule cloche dans les villages, les bourgs & les petites villes, pour les assemblées municipales, & pour le tocsin en cas d'incendie, & deux ou trois, selon le besoin, dans les grandes villes; faites faire des canons & des bombes de toutes les autres.

Que la naissance, le mariage & le décès ne soient plus, aux yeux de la loi, que des actes purement civils & constatés par des officiers municipaux, & établissez le divorce.

Déclarez appartenir à la Nation tous les biens ecclésiastiques des deux sexes & les richesses des églises & de leurs maisons.

Chargez les municipalités, sous leur responsabilité, de l'inventaire, de l'évaluation & de la vente de ces biens aux plus offrans & derniers enchérisseurs; accordez-leur une remise sur le prix des ventes pour leurs frais & soins.

Donnez des pensions viagères honnêtes aux individus religieux, séculiers & réguliers des deux sexes. Ren-

voyez-les de leurs cloîtres & maisons avec les linges & habits à leur usage, qu'ils ne puissent plus vivre en commun & qu'ils soient libres de se marier.

Destinez dans chaque village une partie des terres labourables des nouveaux domaines nationaux à être vendue en petites portions à tous les habitans qui voudront en acheter pour les cultiver; & que cette vente soit faite moyennant une rente au denier 20, dont chaque acquéreur pourra rembourser, à volonté, le capital déterminé par l'adjudication & l'acte de vente, afin de multiplier les propriétaires fonciers qui par-tout sont les citoyens les plus utiles.

Les deux Siciles manquent de routes & de chemins de traverse; ainsi il faut destiner une autre partie des terres ecclésiastiques à ces établissemens absolument nécessaires.

Quant au produit de la vente du surplus de ces biens, il faut l'employer, 1^o. à payer les dettes de l'état, celles des chapitres & des maisons religieuses, celles des provinces & des municipalités.

2^o. A établir des écoles nationales & gratuites pour les pauvres des deux sexes dans tous les villages, les bourgs & les villes.

3^o. A construire les ponts, les canaux & les chemins nécessaires. Vous n'avez pas, sire, de grandes rivières dans vos provinces; ainsi vous ne pouvez pas faire des canaux de navigation intérieure, mais vous pouvez en faire d'arrosemens qui sont très-nécessaires dans votre territoire; il en résultera l'augmentation du produit & de la valeur des terres, l'accroissement de la population & du revenu public.

4°. A réparer les défastres caufés par les tremblemens de terre, fur-tout dans les campagnes, & à y rétablir des villages & des fermes.

5°. A établir les banques rurales dont j'ai parlé ci-devant.

6°. A fonder des prix d'émulation & des fonds pour l'impression des livres élémentaires néceffaires à l'instruction publique, & pour récompenser les découvertes & les perfections dans les arts & métiers d'utilité générale.

Telles font, sire, vos reffources, vos intérêts, ceux de vos peuples, & les moyens de réparer les crimes de vos prédéceffeurs, de vos nobles, de vos prêtres, & les vices de votre gouvernement; vous concevez certainement les avantages immenfes qui doivent réfultier de toutes ces opérations. Mais vous devez prévoir, en même-tems les obftacles que s'efforceront de multiplier contre ces projets ceux qu'ils doivent mécontenter, & qui font intéreffés à perpétuer les abus dont ils profitent. Ces mécontents effrayés de ces projets, vous obféderont, sire, & vous propoferont peut-être eux-mêmes des réformes qui, n'en doutez pas, feront conformes à leurs intérêts & ne feront que des palliatifs, des perfectionnemens d'abus; en les acceptant, vous ne feriez peut-être que donner le temps à ces ennemis de préparer une révolution en leur faveur, en s'emparant de la feule force qui puiſſe affurer vos succès, en abusant du mécontentement actuel de vos peuples pour les irriter contre vous, & en s'affurant de leur confiance par des promesses & des infinuations perfides.

D'ailleurs, sire, vous donneriez auffi le temps aux

Français d'arriver & de porter chez vous leur nouvelle & puissante artillerie, qui consiste dans leur bref & très-éloquent manifeste : *guerre aux tyrans & liberté aux peuples*, dans leur déclaration des droits naturels de l'homme & du citoyen, & dans leur décret du 2 août dernier, qui assure aux déserteurs des troupes ennemies la qualité de citoyen Français, une gratification de 50 l. en argent, & une pension viagère de cent livres en tontine & susceptible d'augmentation jusqu'à 500 livres. Avec ce décret, ils ont fait déserter une grande partie des troupes Prussiennes & Autrichiennes, & cette désertion continue. Les peuples qui connoissent leur manifeste & leur déclaration des droits, les appellent à leur secours, vont au-devant d'eux, leur présentent les clefs de leurs villes, les reçoivent comme des libérateurs; & il n'y a que les rois, les nobles & les prêtres pour lesquels cette marche triomphale des Français ne soit pas le plus auguste spectacle. Bientôt, sire, vous verrez ce spectacle chez vous, si vous suivez votre projet de secourir le dernier roi des Français, qui a voulu se perdre, & la méchante femme qui a voulu donner la France à sa famille, comme la vôtre travaille à lui donner vos Etats. Je vous le répète, sire, l'Empereur n'invoque le secours des rois & des princes de l'Europe, qu'avec les perfides intentions de les affoiblir pour les dépouiller ensuite. Oui, sire, la maison d'Autriche s'occupe constamment, depuis nombre d'années, du vaste projet de partager l'Europe avec la Czarine, & vous ne voyez pas vous autres rois, que les Autrichiennes, vos épouses, vos ministres & vos ambassadeurs sont les instrumens dont se sert le ministère de cette cour vorace pour vous attirer dans ses filets. Instruits maintenant de l'astucieuse,

de l'odieuse politique de la race Autrichienne, cessez donc de vous attrister des échecs qu'elle éprouve, ils sont heureux pour vous.

Hâtez-vous, sire, d'attacher votre existence à la reconnaissance de vos peuples par des actes authentiques de bienfaisance envers eux; invitez-les à former une convention nationale, dont ils exclueront les prêtres & les nobles, vos ennemis communs.

Les bonnes loix, les sages réglemens sont difficiles à faire, mais ni les unes, ni les autres ne doivent point émaner de votre volonté. Les loix convenables au bonheur de l'homme, au gouvernement & à la prospérité des nations, sont faites par la nature, de toute éternité. C'est à votre nation, sire, suffisamment instruite de ces loix naturelles, à y conformer sa volonté générale, & à l'exprimer par les représentans qu'elle se choisira librement, & vous voilà, sire, débarrassé d'un travail dont les rois n'ont été chargés que par usurpation, & qui n'a été dans leurs mains qu'une source d'abus & de calamité. La Convention Nationale Napolitaine, en s'éclairant des lumières des français, déterminera tout ce qu'elle a droit & pouvoir de faire pour la régénération de sa Patrie, & si dans ces circonstances difficiles vous avez déployé, sire, le grand caractère dont vous êtes heureusement doué, votre Nation vous continuera certainement chef suprême du Conseil exécutif, en vous donnant des ministres responsables.

Les Nations ont à reprocher aux mânes du très petit nombre de bons rois qu'elles ont eu, de leur avoir fait aimer la royauté, en leur faisant oublier les tyrannies de leurs prédécesseurs, & de ne les avoir pas préservés

du pouvoir arbitraire de leurs successeurs , par une constitution capable de leur assurer la jouissance parfaite de leurs droits naturels. Par ces délits, ces bons rois se font rendus coupables de tous les crimes de leur postérité, de tous les maux qu'elle a fait à leurs peuples. Puissiez-vous, sire, être bientôt dans l'heureuse nécessité de vous préserver de ces reproches ; en vous en présentant les principaux moyens , je crois vous avoir donné des preuves certaines d'un zèle éclairé pour vos intérêts, & du profond respect avec lequel je suis, &c.

LETTRES

A U

ROI D'ANGLETERRE

ET A U

STATHOUDER

DE HOLLANDE.



LETTRE

A U

ROI D'ANGLETERRE,

2 U R S

AFFAIRES DE FRANCE,

Par J. GORANI, Citoyen François, Ancien
des Lettres au Roi de Prusse, au Duc
de Brunswick, au Roi de Sardaigne, au
Pape, etc.

Le 8 Février, 1793, l'an second de la République
Française.

~~LETTRE~~

SIRE,

J'ai toute ma vie été curieux de connoître par
moi-même les Chets des nations, qui sont toujours
détourés dans l'éloignement par l'abus de la
par la calomnie; j'ai beaucoup étudié Votre
Majesté, et j'ai encore présent à ma mémoire
ce que j'ai vu dans votre personne, ce que j'en
ai entendu, et ce que m'en ont dit les hommes
les plus accrédités par leur sagesse, leur
lumières et leur vérité.

A



LETTRE

A U

ROI D'ANGLETERRE,

S U R L E S

AFFAIRES DE FRANCE,

*Par J. GORANI, Citoyen français, Auteur
des Lettres au Roi de Prusse, au Duc
de Brunswick, au Roi de Sardaigne, au
Pape, etc.*

Le 8 Février, 1793, l'an second de la République
Française.

S I R E,

J'ai toute ma vie été curieux de connoître par moi-même les Chefs des nations, qui sont toujours défigurés dans l'éloignement par l'adulation ou par la calomnie ; j'ai beaucoup étudié Votre Majesté, et j'ai encore présent à ma mémoire ce que j'ai vu dans votre personne, ce que j'en ai entendu, et ce que m'en ont dit les hommes les plus accrédités par leur sagesse, leur lumières et leur véracité.

A



Bon fils, bon mari, bon père et maître affable, vous êtes en outre, Sire, de tous les rois le plus instruit; vous parlez bien plusieurs langues vivantes et mortes; vous possédez l'histoire, la cosmographie, les mathématiques et la science de la navigation; enfin, vous aviez, Sire, toutes les connoissances, toutes les qualités intellectuelles et morales, nécessaires pour devenir un grand monarque.

Quel malheur, Sire, qu'avec de si grands moyens de vous distinguer avec éclat, l'historien exact ne puisse recueillir dans votre règne, qu'une longue série de fautes impardonnables! Votre nation fut-elle jamais si corrompue que depuis que vous êtes sur le trône? Vos ministres n'ont-ils pas surpassé en duplicité, en basses intrigues, en ignorance, en rapines, en perversité, leurs prédécesseurs les plus méprisables, sans en excepter le cardinal Volsey, cet odieux ministre du monarque le plus vicieux.

Pourquoi, sous le gouvernement d'un prince aussi éclairé que vous, Sire, remarque-t-on une excessive dégradation dans toutes les parties de l'administration intérieure et extérieure de vos Etats, une dégénération si sensible dans les sciences mêmes et dans les arts, puisque la Grande-Bretagne ne contient que le sixième au plus, du nombre de savans et de gens de

lettres qu'il y avoit sous les cinq règnes précédens.

Si le vulgaire ne sait comment concilier des faits si contradictoires, l'homme éclairé les explique facilement, en observant que Georges III prodigue à sa vie privée la majeure partie du tems qu'il devoit employer aux affaires de l'Etat; que ce prince a de l'entêtement sans fermeté; que des préventions et des préjugés égarent souvent son jugement, et qu'une absurde dévotion lui fait confondre fréquemment l'hypocrisie avec la vertu.

Jamais les plus brillantes qualités et les talens les plus distingués ne formeront un homme d'Etat, et encore moins un grand roi, s'ils ne sont point accompagnés de la connoissance du cœur humain, des principes et des vérités essentielles au bonheur des peuples, d'une application soutenue pour les affaires, de l'habitude de tout voir par soi-même, d'un caractère généreux, ferme et constant, et d'une défiance perpétuelle sur les conseils et la conduite de ceux qu'il employe à l'exécution de ses ordres.

L'histoire de tous les rois et l'expérience ont dû vous apprendre, Sire, que les courtisans et les ministres, ces ambitieux et avides argus de leurs maîtres, sont perpétuellement occupés à en analyser les pensées, les penchans, les



foiblesses et les vices, pour en abuser, pour se frayer des routes aux honneurs, aux emplois, à la fortune, et pour acquérir sur ces princes un ascendant aussi funeste pour ceux-ci que pour leurs peuples.

Vous auriez pu, Sire, éviter ces dangers, en vous tenant sans cesse en garde contre ces perfides adulateurs, en les contenant dans le devoir par l'émulation et la crainte, en les assujétissant à la responsabilité la plus sévère; vous seriez ainsi resté libre d'exercer tous les actes de justice et de bienfaisance que vos peuples avoient droit d'attendre de vous, et vous auriez acquis par cette conduite, la puissance si flatteuse que donnent l'estime, le respect et la reconnoissance d'une nation, au lieu que vous êtes réduit à un despotisme qui ne se soutient que par les sollicitudes continuelles de la politique la plus astucieuse et la plus rapace.

J'ai des preuves que vous avez, Sire, senti ces vérités dans le commencement de votre règne; pourquoi les avez-vous abandonnées depuis? Pourquoi avez-vous consenti de devenir le jouet et l'esclave de vos favoris? Pourquoi, lorsque vous pouviez devenir un grand roi, avez-vous préféré d'être un tyran?

Vous avez signalé les premiers momens de votre règne par une paix avantageuse, en 1762;

pour imposer plus facilement la loi à vos ennemis, vous avez eu la dextérité de choisir pour médiateur le cabinet de Turin, dirigé depuis long-tems par celui de St. James. Ce moyen vous a réussi; vous n'avez éprouvé aucune contradiction; vous avez obtenu tout ce que vous desiriez, en conservant les apparences de la plus grande modération. Charles Emmanuel a passé pour être l'auteur des articles que vous aviez dressés vous-même; vous avez eu l'adresse de faire croire à l'Europe que vous aviez préparé la paix de Hubersbourg, de 1763, quoique cette paix ne fût que l'ouvrage du Grand Frédéric, et ces premiers succès dans l'art de gouverner, auroient dû vous encourager à faire de mieux en mieux.

Je ne vous attribue, Sire, ces premiers actes de votre règne, que parce qu'alors, plein d'activité, et toujours à la tête de votre ministère, vous travailliez effectivement avec assiduité; que vos conseils avoient la plus grande influence dans les affaires qui se traitoient dans votre cabinet, et qu'enfin, sachant apprécier le mérite de chacun de vos ministres, vous aviez le bon esprit de ne vous confier alors qu'au plus habile, et de ne chercher votre aggrandissement que dans le bonheur de vos peuples. Mais cela ne dura pas long-tems, et bientôt de nouveaux

ministres, abusant de votre dévotion, Sire, vous persuadèrent facilement, d'après Jacques Ier., que l'autorité des rois vient de Dieu, que les lois exigent que cette autorité s'accroisse pour sa gloire, que les bons chrétiens doivent se contenter de la volonté de Dieu révélée par sa parole, et que les bons sujets doivent se reposer sur la volonté du prince révélée par sa loi.

Vous savez, Sire, que Charles Ier. se perdit en voulant faire un acte de foi politique de ces fausses maximes de son père, si favorables au despotisme, et qu'il en abusa souvent pour suspendre la loi d'*habeas corpus*. Vous avez annoncé les mêmes intentions, en augmentant vos milices et vos troupes de terre, si inutiles à votre pays; vous les avez encore annoncé par vos pressés fréquentes et tyranniques, et par vos camps armés. Ces actes de despotisme rapprochés de ceux de Charles Ier., vous menacent, Sire, d'éprouver le même sort que lui. Charles commença à déchoir dans l'opinion des Anglais, par son opiniâtreté à soutenir ses favoris, et sur-tout le duc de Buckingham, qui avoit lassé la patience de la nation; cette nation s'irrita aussi des fréquens emprisonnemens que ce despote faisoit faire de ceux qui refusoient d'obéir à ses ordres iniques, et lui reprochoit encore sa malheureuse expédition de Cadix et de l'isle de

Rhé, et la flotte qu'il envoya en France contre les Calvinistes.

Cette Nation vous reproche, Sire, des expéditions encore plus malheureuses et plus impolitiques; elle vous reproche d'avoir disposé despotiquement de ses richesses et de son sang, pour essayer en vain d'asservir et de ruiner ses frères, et ses amis, les habitans souverains des treize Etats-Unis d'Amérique, lorsqu'il vous étoit si facile d'éviter cette guerre injuste et ruineuse.

Elle vous reproche d'avoir favorisé l'asservissement des Hollandais par leur Stathouder.

Elle vous reproche d'avoir fait des efforts continuels, depuis que vous êtes sur le trône, pour en porter les prérogatives beaucoup au-delà des bornes posées par la constitution Britannique.

Elle vous reproche des emprisonnemens arbitraires, encore plus fréquens qu'ils ne le furent même sous le règne désastreux d'Edouard IV.

Elle vous reproche des violations manifestes du droit naturel de la liberté de la presse.

Elle vous reproche de favoriser les délations les plus odieuses.

Elle vous reproche d'avoir perfectionné l'art abominable de l'espionnage et de la corruption.

Elle vous reproche de corrompre l'opinion publique par les mensonges, les calomnies et



les perfides insinuations dont vous remplissez les papiers publics.

Elle vous reproche d'avoir empêché la réforme des vices des élections et de la représentation nationale, et d'avoir constamment refusé toute justice à cet égard aux Ecossais, sur-tout, et aux Irlandais.

Elle vous reproche d'avoir excessivement augmenté les impôts et la dette publique.

Elle vous reproche d'avoir continuellement travaillé à l'asservir et à la ruiner.

Enfin la Nation vous reproche, Sire, de soutenir avec opiniâreté votre ministre Pitt, principal conseil et complice des délits susdits.

Je vois encore, Sire, dans votre vie publique et privée, de grands rapports de ressemblance avec Henri IV, et qui me font craindre que vous ne finissiez comme lui.

La famille de Henri, comme la vôtre, n'avoit point de droit héréditaire à la couronne britannique; des révolutions la leur procurèrent à l'une et à l'autre.

Vous avez, comme Henri, Sire, beaucoup de religion et d'affabilité.

Henri perdit les conquêtes que son père avoit faites en France; vous avez perdu les Etats d'Amérique; et vous avez été sur le point de perdre l'Irlande.

Henri, avec quelques vertus, ne sut point conserver l'estime de son Peuple, et vous êtes dans le même cas.

Enfin, Henri VI dut ses malheurs au mauvais choix qu'il fit de ses ministres, et il est vraisemblable que les vôtres vous perdront également.

Pour régner avec gloire et prospérité, vous auriez dû, Sire, vous appliquer à faire établir le parfait équilibre des autorités constituées dans votre royaume : vous avez au contraire fait des efforts continuels pour faire pencher la balance, et pour la fixer en votre faveur ; vos ministres ont envahi tous les pouvoirs, et par votre dernière proclamation, ils vous ont encore fait usurper le pouvoir judiciaire ; et ces efforts vers le despotisme sont de véritables crimes de lèze-nation.

Au commencement de votre règne, Sire, l'usage de corrompre, dans les élections et dans le parlement, étoit déjà fort en vogue ; mais depuis 1767, vos ministres ont renoncé à toute pudeur à ce sujet ; les choses, à cet égard, en sont venues au point que l'homme incorruptible et d'un patriotisme énergique, n'est plus regardé que comme un sot par vos ministres et vos courtisans, qui le vexent et le persiflent ; et vous même, Sire, avez tellement

encouragé ce trafic infâme qu'on est généralement persuadé que l'art de séduire est le seul talent que vous exigez de vos mandataires ; on voit que c'est avec les emplois et les dignités dont vous disposez, et avec l'argent que vous arrachez à vos Peuples, que vous achetez ces fréquentes et serviles adresses, dans lesquelles l'imposture et la bassesse, déguisant l'état désastreux de vos finances et la misère de vos peuples, font l'éloge de votre administration ; ces dégoûtantes flagorneries de votre parlement rappellent le langage du vil sénat de Rome à Tibère. C'est aussi par ces moyens qu'on étouffe les plaintes amères des provinces sur l'énormité des impôts, sur les désordres si multipliés dans toutes les parties du gouvernement, et qu'on rend inutiles les remontrances des citoyens patriotes.

Ce sont encore les succès de l'espionnage et de la corruption exercés par votre ministère, Sire, dans toutes les cours, qui ont donné à votre cabinet la réputation d'être le plus intrigant, le plus insidieux et le plus dangereux de l'Europe : tantôt il provoque tel ministère à insulter tel autre, et celui-ci à se venger pour profiter ensuite de leurs querelles ; tantôt il excite le Peuple anglais à l'insatiable avidité mercantile, et le rend envieux de la prospé-

rité de quelque branche de commerce ou d'industrie d'une autre nation pour la tenir en disposition perpétuelle de guerre, et par cette hostile politique vos ministres rendent la nation Anglaise ennemie de toutes les autres, et l'en font détester.

Jamais, Sire, cette astuce rapace et ministérielle ne s'est développée avec plus d'audace que sous votre règne; vos ministres, pour faire des fortunes brillantes, corrompent tous ceux qui peuvent embarrasser leur marche, ou divulguer leurs délits; pour cette corruption il faut des sommes immenses; or, sachant que la guerre est toujours un prétexte suffisant et la circonstance la plus favorable, pour demander, pour obtenir de nouveaux subsides, et pour pêcher à l'eau trouble, vos ministres provoquent la guerre toutes les fois qu'elle leur convient, et leurs succès alors sont d'autant plus certains qu'ils dirigent eux-mêmes les dépenses de ces guerres, de la marine, des armées de terre et de mer, des affaires étrangères et de celles de l'intérieur, des subsides aux princes étrangers, des espions, etc. etc. Et que de moyens pour ces ministres pour piller, pour masquer leurs rapines, pour payer et multiplier leurs partisans! C'est un moyen certain aussi pour multiplier et pour attacher à la fortune du despote



une foule de rentiers et de capitalistes qui ont toujours un intérêt privé absolument contraire à celui de la nation.

C'est ainsi que la guerre, cette réunion de tous les crimes, de tous les désastres, ces calamités si funestes à l'agriculture, au commerce, à l'industrie, à tous les intérêts des Peuples, sont pour les rois, leurs courtisans et leurs ministres, des moyens d'augmenter leur despotisme et leurs richesses.

C'est par ces affreux moyens, Sire, que votre famille a créé la presque totalité de l'énorme dette de 280 millions sterling dont votre nation est affligée, et dont elle paye neuf millions sterling d'intérêt annuel. Cette dette est d'autant plus criante que l'intérêt en est trop foible pour être susceptible de réduction; qu'elle n'a point et ne peut point avoir d'hypotèque; que les nations étrangères ayant plus de fonds dans cette dette que les Anglais, il en résulte que la plus forte partie des intérêts de cette dette est annuellement dépensée hors de vos Etats, sans qu'il puisse y en rentrer une obole par les impôts, et que la portion de la dette viagère extinguable n'est que de 1,200 mille livres sterling.

Cette dette est plus criante lorsque l'on considère que la nation n'a point de ressource

pour la payer, dans la vente des domaines du prince ni de son clergé.

Cette dette est plus criante lorsque l'on considère que de toutes les nations la vôtre est la plus écrasée d'impôts, et que c'est encore vous, Sire, qui avez créé la majeure partie de cette charge accablante.

Cette dette est plus criante encore, lorsque l'on considère que l'énorme taxe de trois millions sterling pour les pauvres, et le grand nombre de vos hôpitaux très-riches et très-peuplés, prouvent qu'une grande partie de votre nation est réduite à la mendicité, et cette excessive misère ne caractérise-t-elle pas le gouvernement le plus destructeur ?

Cette dette est plus criante encore, lorsqu'avec une liste civile excessivement riche, on vous en voit, sire, mendier fréquemment l'augmentation, sous le faux prétexte que vous avez des dettes, tandis que tous les Anglais voient que vous vivez sans faste, que vous ne dépensez rien des revenus de votre Electorat, et que vous avez en caisse au moins huit millions de livres sterling, que vous enlevez à la circulation.

C'est ainsi, Sire, que vous sucez le sang de vos peuples; c'est ainsi qu'après leur avoir préparé la banqueroute la plus hideuse, la plus menaçante pour toute l'Europe, qu'après leur

avoir creusé ce profond abyme, vous voulez aujourd'hui les y précipiter en les entraînant dans la guerre la plus injuste, la plus tyrannique et la plus désastreuse, contre la France.

On sait combien vos ministres, furieux de la menace que nous vous avons faite de demander justice contre vous à votre nation, votre véritable souverain, si vous continuiez votre odieuse conduite contre nous. On sait, dis-je, combien vos ministres, Sire, se sont donné de mouvemens, et combien ils ont fait de dépenses pour corrompre l'opinion publique par des calomnies contre les Français, pour corrompre les membres les plus accrédités des clubs de Londres et des provinces, et pour payer des agitateurs en France.

C'est ainsi que vos ministres se sont efforcé de persuader aux Anglais, que la France n'étoit plus que la proie d'un petit nombre de factieux et de scélérats qui prêchoient la loi agraire, le partage des terres, et qui faisoient massacrer les riches pour s'emparer de leurs biens.

Sans doute il y a en France des factieux, des assassins et des brigands; mais ils sont soudoyés par vos ministres, Sire, et par ceux des rois coalisés pour y semer et perpétuer la discorde, pour y provoquer et commettre tous les crimes; et d'une part la nation ne s'est-elle pas indignée

de ces crimes, n'en a-t-elle pas ordonné la poursuite et la punition ? et d'autre part les succès qu'ont obtenu depuis cinq mois les Français, contre les armées combinées de la Prusse, de l'Autriche et des émigrés, ne sont-ils pas les résultats nécessaires de la volonté générale et des forces réunies de la nation, pour conserver sa liberté ?

Vos ministres vous trompent, Sire, en vous assurant que vous nous trouverez hors d'état de vous résister. Si, lorsque nos places fortes, nos armées, nos finances étoient dans les mains du traître Louis XVI et de ses partisans, et lorsque nous étions trahis par-tout, nous avons foudroyé nos ennemis, comment espérer de nous vaincre aujourd'hui que nous avons des généraux patriotes et braves, des armées aguerries, grand nombre de vaisseaux de toute grandeur, des matelots aussi bons que les vôtres, d'excellens officiers de marine, les meilleurs artilleurs de terre et de mer, et la ressource certaine de plus de trois milliards dans nos domaines nationaux ? Toute faction, toute désunion cessera chez nous, dès qu'il s'agira du salut de tous, et la discorde incendiera l'Angleterre, dès que les Anglais seront éclairés sur les dangers affreux et inévitables qui doivent résulter pour eux des succès mêmes de vos hostilités contre nous.

Supposé qu'à force de corruption, vous obteniez, Sire, de votre parlement, de nouveaux subsides pour cette guerre du despotisme contre la liberté, cette surcharge d'impôts, ce surcroît de misère ne pourroit-il pas précipiter la juste insurrection de vos nombreux mécontents, des Ecossais et des Irlandais, sur-tout, si vexés par votre parlement, si desireux de recouvrer leur liberté? Quelle occasion plus favorable pour eux de l'obtenir, que celle où toutes vos forces seront sur nos côtes? Vous risquez donc, Sire, d'avoir la guerre, tout à la fois au-dedans et au dehors, et si dans ce moment nous faisons une descente en Angleterre, ne seriez-vous pas trop heureux de trouver votre salut dans une fuite précipitée?

Observez, Sire, qu'aucune Puissance de l'Europe n'est en état de soutenir la guerre contre nous pendant deux ans, tandis que nous avons des ressources certaines pour trois campagnes, en destinant un milliard pour chacune, et qu'avec un milliard, on entretient pendant un an, un million de soldats bien armés, nourris, soldés et habillés.

Observez quelle supériorité doivent avoir des citoyens qui défendent leur liberté et leurs intérêts les plus chers, sur les satellites aveugles d'un despote.

Observez

Observez que nous n'avons pas besoin d'augmenter nos impôts, et que nos assignats ont une hypothèque réelle et excellente, tandis que votre papier monnoie n'en a aucune, qu'il n'a circulé jusqu'à présent que par une confiance fondée sur l'erreur, sur l'ignorance où sont les Anglais du malheureux état de leurs finances, et qu'enfin le crédit factice de votre banque de Londres cessera dès l'instant que les Anglais prudents et sages s'empresseront d'en retirer leur numéraire, dont ils sont assurés de doubler l'intérêt, en le plaçant dans nos domaines nationaux.

Nous avons contre vous, Sire, encore une autre arme à laquelle vous ne pouvez opposer que des moyens insuffisans ; malgré vous, malgré vos polices, nous électriserons le patriotisme de vos mécontents, avec, notre déclaration des droits de l'homme, et par les vérités les plus foudroyantes pour votre despotisme ; et croyez que cette nouvelle force secondera puissamment celle de nos bombes, de nos boulets rouges et de nos sabres. Nous demanderons et nous offrirons tout-à-la-fois aux Anglais, aux Ecossais, aux Irlandais les secours de l'amitié ; déjà nous sommes assurés qu'un très-grand nombre sont aussi bien disposés en notre faveur, que nous le sommes pour eux-

mêmes ; les Anglais voyent en général, aussi bien que nous aujourd'hui, qu'il n'a existé de rivalités, de jalousies, de haines entre nos deux nations, que celles qu'y fomentaient et perpétuoient nos despotes, dont la maxime favorite fut toujours de *diviser pour régner*.

Les Anglais témoins de tout ce que vous avez fait pour asservir les Américains, et pour favoriser le despotisme du Stathouder, pourroient-ils s'aveugler au point de ne pas voir que vos projets actuels contre nous ont pour but essentiel de conserver et d'augmenter votre despotisme, qu'ainsi c'est contre eux-mêmes que vous voulez les armer autant que contre nous ? La plus funeste expérience et le simple bon sens ne prouvent-ils pas à tous les peuples que le despotisme ne peut que dépeupler et stériliser la terre ?

Les Anglais peuvent-ils s'empêcher de voir qu'en prodiguant leurs richesses et leur sang, pour nous replonger dans les fers, ce seroit se déclarer ennemis de la liberté des peuples ; ce seroit vouloir perpétuer l'esclavage et la misère de ceux qui sont dominés par des despotes ?

Les Anglais peuvent-ils se dissimuler que les plus grands désastres résulteroient nécessairement pour eux, des succès même de la guerre

que vous préméditez contre nous ; car si vous parveniez, Sire, à nous abattre, à nous ruiner, quelle dépense énorme cette horrible destruction coûteroit à votre nation ? Quel accroissement de sa dette, de ses impôts, de sa misère ! Que de banqueroutes il en résulteroit chez elle ? Et quelles ressources immenses elle perdroit pour son commerce et pour son industrie, puisqu'elle fait un commerce beaucoup plus considérable et plus avantageux avec nous, qu'avec aucune autre nation ! Et si nous triomphions, Sire, où en seriez-vous ?

Non, sire, vous n'obtiendrez point le consentement des Anglais à cette guerre de tyrans ; ils connoissent aujourd'hui les vices de leur constitution ; ils savent qu'elle n'est en dernière analyse, que le despotisme auquel on a donné les formes légales pour le rendre plus puissant, plus dangereux. Ils savent qu'une nation n'est point libre, lorsqu'elle est assujettie à la tyrannie de la presse maritime, à une multitude de monopoles, de prohibitions et d'entraves pour son commerce et son industrie ; lorsqu'elle ne peut publier ses opinions sur les vices de son gouvernement, sur la conduite des ministres, sur les droits naturels de l'homme et sur ceux de la nation, sans s'exposer aux plus grands dangers ; lorsqu'une grande partie de cette nation

n'a point de représentans au parlement et ne peut en obtenir ; lorsqu'elle est écrasée de dettes et d'impôts, qu'elle n'a consentis que par ignorance, séduction et corruption ; lorsque son chef a dans ses mains tous les moyens de s'assurer des élections dans les comtés, et de la majorité des suffrages dans le parlement ; lorsque ce chef est maître des tribunaux, qu'il peut à son gré suspendre le cours de la justice, et casser le parlement ; lorsque, sans la consulter, ce chef peut décider seul la paix, la guerre, et compromettre l'intérêt national par des traités insidieux, onéreux avec les puissances étrangères ; lorsqu'il peut d'un seul mot paralyser la volonté générale de la nation, et qu'il n'est aucunement responsable de ses actions ; lorsqu'en un mot cette nation n'ayant point la jouissance de ses droits naturels de propriété, de liberté, de sûreté, d'égalité, de résistance à l'oppression et de souveraineté, elle ne peut en obtenir la restitution que par une insurrection générale, comme l'ont fait les Américains et les Français.

De bonne foi les Anglais peuvent-ils se dissimuler que telle est leur véritable situation, et qu'il en résulte évidemment qu'ils n'ont été jusqu'à-présent que des esclaves sur les chaînes desquels est écrit le mot *liberté* ?

Je le répète, les Anglais en général, voyent

aussi clairement que nous qu'il est de notre véritable intérêt réciproque d'être libres et de fraterniser ensemble, pour nous garantir réciproquement la jouissance de nos droits naturels, civils et politiques, pour nous rendre mutuellement riches et heureux ; ils ne peuvent se dissimuler les biens incalculables qui résulteroient pour eux , pour nous , pour tous les peuples, de l'union et de la prospérité des deux nations les plus éclairées, les plus libres, les plus riches et les plus énergiques.

Votre nation, Sire, est forcée d'avouer que nous n'avons aucun tort envers elle ; que nous n'avons pris les armes que contre les despotes qui se sont coalisés contre nous pour anéantir cette déclaration qui leur arrache, et aux nobles et aux prêtres catholiques, les droits dont ils ont dépouillé l'homme et les peuples ; que nous ne vous déclarons la guerre que parce que vous vous êtes réuni à cette coalition ; votre nation voit aussi, Sire, que notre déclaration de guerre contre vous sera nulle, dès l'instant qu'elle vous refusera les secours suicides que vous lui demandez pour combattre une révolution qui, par ses succès, doit devenir l'évènement le plus heureux pour elle, et le plus malheureux, s'il étoit possible qu'elle fût

renversée ; ses hostilités contre nous ne pourroient donc être que le produit de son esclavage et de son aveuglement sur ses véritables intérêts ; car enfin l'énormité de sa dette, de ses impôts et de la taxe de ses pauvres est une preuve trop évidente que les guerres, quelque constamment victorieuses qu'elles puissent être, sont toujours ruineuses pour une nation, et toujours des sources de richesses et de despotisme pour les rois et pour leurs ministres, à moins qu'il n'en résulte le renversement de leurs trônes.

Dans ces circonstances critiques, Sire, voici les meilleurs conseils qu'on puisse vous donner. Evitez la guerre contre nous ; demandez vous-même à vos peuples une révision de la constitution Britannique, et donnez leur une complète représentation libre dans un nouveau parlement dont ils éliront tous les membres. Si vous suivez ces conseils, vous assurerez votre couronne, qui est maintenant fort chancelante, et vous acquérerez la puissance solide que donne l'estime d'une nation.

Si vous rejettez ces conseils, Sire, la révolution se fera malgré vous dans vos États. Si l'on en doit juger par le sang qui a coulé dans vos provinces pendant ses révolutions, et qui fut mille fois plus abondant que celui qui a été répandu en France depuis trois ans, la révolu-

tion que vous préparez chez vous, Sire, sera
infiniment plus orageuse ; les nombreux mé-
contens de vos trois royaumes se coaliseront
contre vous, ils vous précipiteront du trône,
vous et votre race, et vous l'aurez bien mérité.

trop évidente que les guerres, quelque cons-
tamment victorieuses qu'elles puissent être, sont
toujours ruineuses pour une nation, et toujours
des sources de richesses et de prospérité pour
les rois et pour leurs ministres, à moins qu'il
n'en résulte le renversement de leurs trônes.

Dans ces circonstances critiques, Sire, voici
les meilleurs conseils qu'on puisse vous donner.
Évitez la guerre. —

même à vos peuples une révision de la cons-
titution Britannique, et donnez leur une com-
plète représentation libre dans un nouveau
parlement dont ils éliront tous les membres.
Si vous suivez ces conseils, vous assurerez votre
couronne, qui est maintenant fort chancelante,
et vous acquerriez la puissance solide que donne
l'estime d'une nation.

Si vous rejetez ces conseils, Sire, la révolu-
tion se fera malgré vous dans vos États. Si l'on
en doit juger par le sang qui a coulé dans vos
provinces pendant ses révolutions, et qui fut
mille fois plus abondant que celui qui a été
répandu en France depuis trois ans, la révolu-

STATUUDER

HOLLANDE

Par A. GORANI, Citoyen François, etc

MONSIEUR,

Dans l'ivresse du despotisme, les ministres
des principaux tyrans de l'Europe nous ont
dénoncés à leurs esclaves comme des hommes
plus sanguinaires, plus cupides que des pirates et
des flibustiers. Pour le prouver, il nous ai-
tribuent leurs propres crimes, leur système
réfêchi d'injustices et de brigandages; ils nous
accusent d'avoir emprunté le langage séduisant
des droits de l'homme, et de la philanthropie,
pour égayer les peuples, pour les disposer en
faveur de nos légions dui, sous prétexte, disent-
ils, de délivrer les opprimés du joug de leurs
despotes et de celui des castes privilégiées, leur
portent des chaînes nouvelles et plus pesantes

A U
S T A T H O U D E R

D E

H O L L A N D E ,

Par J. G O R A N I , Citoyen Français , etc.

M O N S E I G N E U R ,

Dans l'ivresse du despotisme, les ministres des principaux tyrans de l'Europe nous ont dénoncés à leurs esclaves comme des hommes plus sanguinaires, plus cupides que des pirates et des filibustiers. Pour le prouver, il nous attribuent leurs propres crimes, leur système réfléchi d'injustices et de brigandages; ils nous accusent d'avoir emprunté le langage séduisant des droits de l'homme et de la philanthropie, pour égarer les peuples, pour les disposer en faveur de nos légions qui, sous prétexte, disent-ils, de délivrer les opprimés du joug de leurs despotes et de celui des castes privilégiées, leur portent des chaînes nouvelles et plus pesantes

que celles de leurs tyrans. Ces calomniateurs attribuent à notre nation entière l'injustice de quelques contributions exigées de peuples amis par quelques-uns de nos mandataires, et désavouées par la majorité de notre nation. Ils lui attribuent les rapines de quelques pourvoyeurs de nos armées, quoique ces rapines soient communes par-tout à la plupart des gens de cette espèce; ils lui attribuent les déclamations imprudentes ou incendiaires de quelques cerveaux exaltés, qui, par-tout où les opinions sont libres, abusent de cette liberté pour développer des idées ridicules ou révoltantes; ils attribuent à toute notre nation les attentats de quelques scélérats qui ont pillé leurs concitoyens, et qui ont ensanglanté la terre de la liberté, mais qui ont été payés pour commettre ces crimes par ceux mêmes qui nous les reprochent, et qui, désespérant de nous vaincre dans les combats, s'efforcent de nous détruire par des dissensions intestines; puis, d'effrayer leurs esclaves de notre anarchie, pour les contenir dans la servitude, et pour les dégoûter du gouvernement républicain.

C'est ainsi, Monseigneur, que vous autres despotes et vos suppôts, ne cessez de nous calomnier, et d'opposer au tableau des maux dont vous nous affligez, celui de la soumission.

aveugle et du morne silence qui vous environnent, et qui ne sont exactement que les effets de l'inertie, de la terreur, de l'abrutissement et de la stupeur que produit votre avide et cruel despotisme.

Continuez, Monseigneur, de nous calomnier, nous continuerons de vous confondre, vous et nos autres ennemis, par nos lois sages, par nos succès, et nous mettrons à côté de vos calomnies les vérités que vous et vos prédécesseurs avez écrites en lettres de sang dans vos annales abominables; je vais vous en rappeler quelques-unes.

Guillaume, prince d'Orange et fondateur du Stathoudérat, ne montra d'abord que les intentions de délivrer ses compatriotes de la tyrannie de Philippe II; mais, bientôt, il prouva qu'il n'avoit travaillé que pour sa propre ambition, en s'emparant de tous les pouvoirs; et certainement il seroit devenu le tyran de la Hollande, si un émissaire de la cour de Madrid ne l'avoit point assassiné.

L'ambitieux, l'ingrat, le cruel et perfide Maurice ne respiroit que l'asservissement de sa patrie; il fit assassiner un grand nombre d'hommes vertueux, et suborna de faux témoins pour faire condamner à mort son instituteur, qui avoit le plus contribué à l'élever au Stathouderat,

le vénérable vieillard Barnewelt, l'un des plus grands hommes qu'ait produit la Hollande.

Le tyran Guillaume II médita des projets les plus funestes à son pays, et son fils, Guillaume III, les exécuta de la manière la plus violente, en faisant assassiner lâchement les célèbres frères de Wit, les hommes les plus respectables qui fussent alors dans ce pays; puis, ce prince, souillé de crimes, usurpa le trône de la Grande-Bretagne, où il se rendit odieux par toutes sortes d'astuces et de perfidies.

En 1702, Guillaume III n'ayant point d'enfans, institua par son testament, pour son légataire universel, le prince de Nassau Dietz, son parent, qui étoit Stathouder héréditaire des deux provinces de Frise et de Groningue. Ce jeune prince fort intrigant et fort ambitieux auroit pu réussir à se faire donner le Stathoudérat des cinq autres provinces, s'il ne s'étoit pas noyé en 1711. Son fils posthume, Guillaume Charles, étoit très-insinuant et se fit des partisans ardens qui cependant ne purent ajouter à sa puissance que le Stathoudérat de la Gueldre, en 1722; les quatre autres provinces eurent infiniment à souffrir de ses conspirations contre elles; mais elles conservèrent leur liberté jusqu'en 1747. Alors le peuple de quelques villes, soulevé contre des patriotes, par une faction composée

de prêtres, d'égoïstes corrompus et de nobles, à la tête desquels étoit le comte de Bentinck et soutenue par le ministère Anglais, éleva au Stathoudérat des sept provinces, Guillaume IV votre père, Monseigneur, qui modela sa conduite sur celle des Stathouders que je viens de citer. Sa première opération fut de rétablir le haut conseil de guerre qu'avoit imaginé le tyran Maurice, et qui fut toujours en Hollande une inquisition despotique; il imita aussi son ingratitude envers ceux qui avoient le plus contribué à son élévation, car il s'en fallut peu qu'il ne fit éprouver à Bentinck, le sort de Barnewelt; mais avec cette différence que Bentinck le méritoit, parce qu'il avoit trahi sa patrie, en s'intéressant en faveur du despotisme; jamais une pareille idée put-elle venir dans la pensée d'un homme honnête? Bentinck n'ayant jamais consulté que sa propre ambition et sa cupidité, je vous ai vu sans regret, Monseigneur, en 1767, lui donner plusieurs preuves de mépris. On aime la trahison, mais toujours on méprise les traîtres.

Dès que votre père, Monseigneur, se vit en possession du Stathoudérat, il donna toute sa confiance au duc Louis de Brunswick, homme inquiet, turbulent, avide de biens et d'autorité, faux ami, lâche ennemi, et qui à la mort de

voire père, devint le ministre favori de votre mère, dont il dirigea la régence pendant votre minorité.

De concert avec la cour de Londres, en 1756, le duc Louis fut sur le point d'entraîner les Hollandais dans une guerre qui n'intéressoit que leurs ennemis; ils n'échappèrent qu'avec peine à ce danger; les Anglais se vengèrent de leur résistance par d'infâmes pirateries; Ce fut en vain que les états-généraux pressèrent votre mère d'opposer à ces brigandages une vigoureuse résistance; non seulement elle se refusa à tout armement maritime, mais elle eut l'audacieuse perfidie de s'entêter à demander une augmentation des troupes de terre.

Ce concert de la cour de la Haye avec celle de Londres, et le constant entêtement des Stathouders à vouloir toujours augmenter leur armée de terre très-inutile à leur pays, suffiroient pour prouver leur constante conspiration contre leur nation, s'ils n'en avoient pas d'ailleurs trop multiplié les preuves; en effet, 1^o. jamais un Etat commerçant tel que la Hollande, ne dut être militaire et n'eut besoin de plus de 12 à 15 mille soldats pour garnir ses places fortes et pour sa police intérieure; aussi, dans leurs époques de liberté, les Hollandais favorisèrent ils toujours et avec raison, leur marine marchande, de préférence à leur

armée de terre, mais toutes les fois que l'autorité stathoudérienne domina, la marine fut négligée et l'armée de terre augmentée, parce que les Stathouders voyoient bien que les esclaves disciplinés ne s'attachent qu'à leur chef, ne connoissent que lui, et qu'ils sentoient le besoin de cette force continuellement armée pour augmenter et conserver leur despotisme. 2^o. Les Hollandais ont si constamment éprouvé que la nation Britannique travailloit sans cesse ouvertement ou secrètement à envahir leur commerce et leur industrie et à les écarter de la concurrence, qu'ils ont toujours regardé cette puissance comme une rivale redoutable, cependant leurs stathouders ont toujours brigué l'alliance de l'Angleterre et sa protection, et pourquoi cet intérêt opposé entre les Hollandais et leur chefs? C'est encore que, ceux-ci tendans toujours au pouvoir absolu et voyant la même ambition dans les rois d'Angleterre, sentoient qu'ils avoient un besoin réciproque de faire cause commune, pour s'aider mutuellement à asservir leurs peuples; mais le despote Anglais ayant toujours été le plus fort, est venu à bout de faire de la Hollande une province de la grande Bretagne, et sur laquelle il domine plus impérieusement que sur ses propres Etats; c'est donc ainsi que les Stathouders furent toujours vendus

aux intérêts du despote Anglais ; c'est ainsi que la puissance stathoudérienne employa toujours les trésors et les flottes de la Hollande à l'agrandissement d'une Rivale dangereuse ; Enfin c'est ainsi que le stathoudérat a toujours été la seule véritable cause de la décadence de la république de Hollande.

C'est ce même duc Louis qui fut votre principal instituteur, Monseigneur ; il vous rendit souple aux plus mauvais conseils, en vous inspirant la plus grande confiance en lui ; il vous écarta de l'application aux affaires pour gouverner en votre nom, en infectant votre esprit et votre cœur d'inclinations vicieuses ; c'est lui qui, pendant que vous vous amusiez à faire le métier de major, à commander l'exercice ou la parade à vos gardes, ou à vous enivrer, intriguoit dans toutes les villes pour qu'on ne nommât que ses affidés aux magistratures, et répandoit des espions jusques dans les troupes et sur tous les vaisseaux pour connoître quels étoient les partisans du prince et ceux de la liberté ; c'étoit lui qui donnoit des pensions secrètes aux ministres de la religion et aux professeurs des universités pour insinuer à la jeunesse que leur patrie ne pouvoit prospérer que par l'augmentation du pouvoir de votre maison ; il mit aussi dans ses intérêts les femmes intrigantes et galantes qui toutes exerçoient

exercoient l'espionnage et la séduction pour accroître le nombre de vos partisans ; c'est à ces dépenses que ce prince employoit tous vos revenus , et c'est ainsi qu'il préparoit l'asservissement des patriotes ; enfin ce détestable brouillon qui s'étoit fait chasser de la Russie en 1741, et qui ne régna que quelques heures en Courlande , se fit aussi chasser de la Hollande par l'exécution de presque tous les partis ; et par des cabales et des intrigues séditionnaires , il se fit encore chasser d'Aix-la-Chapelle où il s'étoit réfugié.

J'ai été témoin d'une partie de cette conduite de Brunswik, pendant les années 1767 et 1768 que j'étois chargé près de vous, Monseigneur, de commissions importantes de la cour de Vienne et que m'avoit confiées le prince Vincelas Leichtestein.

Ce fut aussi le duc Louis, Monseigneur, qui fit choix de votre épouse ; il l'instruisit si bien, que bientôt elle le surpassa en intrigues et en ambition. Pour vous procurer l'autorité absolue dont elle vouloit disposer, elle s'attacha à gagner Frédéric Guillaume, son frère, en lui prêtant de l'argent à plusieurs reprises pendant qu'il n'étoit encore que prince royal ; Sophie Guillemine très-avare, mais encore plus ambitieuse se ménageoit ainsi un instrument pour l'exécution de ses sinistres projets. Cependant,

malgré les obligations qu'il avoit à sa sœur, l'imbécille exécuteur des hautes œuvres de Kaunitz, eut de la peine à consentir de favoriser la contre-révolution qu'elle désiroit ; mais , pour l'y déterminer, elle imagina d'irriter son amour-propre en se faisant insulter par quelques patriotes, et cette ruse lui réussit ; car aussitôt le roi de Prusse fit marcher en Hollande une petite armée commandée par le duc de Brunswick-Lunebourg, dont toutefois il borna les pouvoirs à rétablir en ce pays le gouvernement tel qu'il étoit avant la dernière révolution, et certainement cet ordre seroit resté sans effet, si le ministère de France avoit seulement fait semblant de vouloir soutenir les patriotes.

Votre épouse, Monseigneur, n'étoit pas contente des instructions que son frère avoit donné à son Dom Quichotte ; je le répète, c'étoit le despotisme le plus absolu qu'elle désiroit, et dès qu'elle sut que Brunswick étoit sur vos frontières, connoissant son avidité, elle chercha de l'argent dans son pays, et n'en trouvant point, elle s'adressa au roi d'Angleterre toujours disposé à favoriser le despotisme, et qui lui envoya trois tonneaux d'or qu'elle fit porter dans la tente de Brunswick ; à l'instant celui-ci oubliant les protestations qu'il avoit faites de s'en tenir exactement à ses instructions, renversa

non-seulement le nouveau gouvernement qu'avoient établi les patriotes, mais aussi la constitution même qui existoit avant cette révolution, et vous constitua despote absolu de toutes les Provinces-Unies.

Les tonneaux d'or, bien loin d'éteindre la cupidité de Brunswick ne firent que l'irriter tellement qu'il se permit dans ses excursions en Hollande toutes sortes de brigandages. Partout où il passoit, on le logeoit dans des plus grandes, les plus belles maisons et les plus richement meublées; en les quittant, il en emportoit l'argenterie, les bijoux, les porcelaines, le plus beau linge, les meubles les plus précieux, et tout ce qui étoit transportable; il envoyoit tout cela chez lui, et fesoit encore payer les frais de transport aux malheureux Hollandais. A son exemple, les généraux et les officiers de son armée pillèrent aussi tout ce qui leur convenoit, et pour assouvir la vengeance de votre épouse, ils s'amuserent à détruire quelques maisons des plus riches et des plus zélés patriotes.

Cette lettre deviendroit beaucoup trop longue si j'y rapportois tous les crimes que vous et votre épouse, Monseigneur, avez fait commettre dans ces circonstances; je me réduis à vous assurer que vos patriotes ne les ont point oubliées, et quelle imprudence à vous de nous appeller

à leur secours, par les délits dont vous vous êtes rendu coupable envers nous depuis trois ans; voici ceux dont j'ai recueilli les preuves pendant le séjour que j'ai fait en Hollande au mois de Septembre dernier.

J'ai su que, sous le masque de la neutralité, vous n'aviez pas cessé, Monseigneur, depuis le commencement de notre révolution, de travailler à miner sourdement notre liberté naissante.

J'ai su que vous aviez répandu des émissaires dans vos villes et dans vos campagnes, pour en irriter les habitans contre nous.

J'ai su, avec combien d'intérêt vous aviez accueilli les sollicitations de nos ennemis déclarés et celles du ministère Anglais, pour vous coaliser avec les cours de Vienne et de Berlin contre nous.

J'ai su que vous n'attendiez que le signal de votre protecteur Georges III, pour vous déclarer contre nous.

Je sais que si vous ne nous avez pas prévenu dans la déclaration de guerre que nous venons de vous faire, c'est que vous vous méfiez de vos forces et des dispositions de vos peuples, qui vous donnent de fréquentes inquiétudes par les preuves de leur excessif mécontentement.

C'étoit assez, Monseigneur, pour nous don-

ner droit de vous déclarer la guerre ; mais nous avons encore bien d'autres reproches à vous faire, et les voici :

Il fut toujours permis en Hollande, de faire le trafic des armes et des munitions de guerre, excepté pendant le tems que la République étoit elle-même en guerre. Ainsi les Hollandais ont vendu des canons, des fusils, des boulets, des balles et de la poudre aux Corses, pendant les diverses époques où ils défendoient leur liberté, contre les Génois, les Français et les Allemands soldés par les Génois. Ainsi ils ont vendu des armes, des munitions de guerre et des vaisseaux aux Américains pendant qu'ils secouoient le joug de l'avidé et cruel ministère de St. James. Ils firent le même commerce avec les Turcs, pendant qu'ils se battoient contre les puissances chrétiennes ; et même avec les Barbaresques, quoique ces pirates ne s'en servent que pour désoler sans cesse le commerce des nations qui n'ont point de traités avec eux, ou qui ne leur payent point de tributs.

Enfin, votre gouvernement même, Monseigneur, a souvent pris part à ce genre de spéculations mercantiles, et je le prouve par les faits suivans.

Votre gouvernement avoit vendu quelques

milliers de fusils à la maison Hozey, qui en avoit acheté quelques autres milliers, et les avoit vendus tous à notre concitoyen Caron de Beaumarchais : Pourquoi votre gouvernement, sollicité par celui de Bruxelles, s'est-il opposé à la livraison de ces fusils ? Pourquoi les a-t-il fait arrêter en Zelande ? Pourquoi a-t-il forcé la maison Hozey de rompre son marché à ce sujet ?

Pourquoi, Monseigneur, avez-vous favorisé de tout votre pouvoir, les acquisitions d'armes et de munitions faites dans vos Etats, à différentes époques par le ministre Narbonne et autres, sous le nom de Louis XVI, pour les émigrés français ?

Pourquoi vous êtes-vous intéressé à ce que ces diverses acquisitions se fissent au meilleur marché possible, et à ce qu'elles fussent exactement expédiées à nos ennemis ?

Pourquoi avez-vous facilité le transport de ces armes à Coblentz et en d'autres lieux de rassemblement de nos ennemis ?

Je me suis aussi procuré les preuves les plus certaines des conseils que vous n'avez pas cessé de donner, Monseigneur, aux ministres de Louis XVI, pour opérer une contre-révolution chez nous.

J'ai des preuves certaines que c'est sous vos auspices que la cour des Tuileries envoyoit à

Amsterdam, notre or et notre argent, qu'elle faisoit acheter à tout prix pour discréditer nos assignats.

J'ai des preuves certaines que c'est sous vos auspices que cet or et cet argent ont été convertis chez vous en ducats que vous avez fait passer à Coblantz.

J'ai la preuve certaine que cette ville a été pendant long-tems le dépôt où se faisoient, par vos ordres, les remises des fonds destinés à acheter des armes, des munitions et des vivres pour les émigrés.

J'ai la preuve que c'étoit à Amsterdam que devoient se faire, sous vos auspices, les fournitures pour les armées Russes et Suédoises.

J'ai la preuve que c'est dans cette ville, que les princes et les églises d'Italie, de Portugal et d'Espagne, ont fait passer leurs contributions pour la coalition armée contre nous.

C'est un fait, que depuis 1789, vous avez établi dans vos états, une inspection inquisitoriale sur les étrangers, et que vous l'avez exercée avec la plus brutale activité contre les patriotes français.

C'est encore un fait, que depuis notre révolution vous avez interdit chez vous la liberté de la presse, et que vous y avez répandu grand nombre d'espions.

C'est encore un fait que vous avez défendu chez vous la lecture du Moniteur Universel et de plusieurs autres papiers patriotes français, dans les cafés et autres lieux publics, et qu'il n'a pas tenu à vous, qu'aucun particulier ne pût les recevoir; tandis que vous favorisiez la corruption de l'opinion publique contre nous par la circulation des papiers royalistes et aristocratiques.

C'est ainsi, Monseigneur, que vous avez cru devoir reconnoître les services que vous avoit rendu Louis XVI, en ne s'opposant point aux brigandages et aux cruautés que vous avez fait exercer chez vous par le vil Brunswick et par ses satellites. C'est ainsi que vous avez prouvé votre haine pour une révolution si allarmante pour votre despotisme, stimulé d'ailleurs par les conseils et les promesses du ministère Anglais.

Lisez, Monseigneur, ma lettre à Georges III, et voyez quel secours vous pouvez attendre

de lui ; il sera bientôt aussi embarrassé que vous ; d'ailleurs , vous savez que ce despote est depuis long-tems attaqué d'une maladie qui se gagne ; puisqu'il l'a communiquée à ses ministres et à la majorité de son parlement. Vous savez que , dans un accès de délire , il a voulu , contre les avis des hommes les plus sages de son royaume , entreprendre la guerre d'Amérique , qui , seule a augmenté sa dette , déjà énorme , de 139, 171, 876 livres sterlings , dont l'intérêt à trois pour cent , est de 3, 575, 126 livres sterlings , somme égale à la totalité des revenus réunis des rois de Suède , de Dannemarck , de Sardaigne et des vôtres , Monseigneur. Ne faudroit-il pas que vous fussiez déjà vous-même en démence , dans des circonstances aussi critiques que celles où vous vous trouvez par votre faute , pour mettre votre confiance dans un homme qui , pour satisfaire un caprice , a été capable d'une aussi excessive prostitution ?

Sans doute que , réduit à vos propres forces , Monseigneur , vous serez bien foible contre nous. Quelle figure feront vos bandes d'esclaves commandés par les officiers les plus ignorans de l'Europe , après ceux du roi de Sardaigne , devant les soldats de la liberté française , aidés des mécontents de vos tyrannies ? En Septembre dernier , j'ai entendu vos officiers ,

Monseigneur, se permettre dans les cafés et les spectacles, des rodomontades contre nous, parce qu'ils comptoient que les exploits de Brunswick, en France, ressembleroient à ceux dont ils avoient été témoins et complices chez vous. Nous verrons bientôt jusqu'à quel point ils s'intéressent à l'esclavage de leur patrie, à la perpétuité de votre despotisme.

Pouvez-vous ignorer, Monseigneur, que vous avez contre vous presque toutes les villes de vos provinces, et les habitans de vos campagnes ? Avez-vous oublié les généreux efforts qu'ils ont fait en 1783, pour recouvrer la liberté que leurs pères avoient acquise, malgré la valeur héroïque des vieilles bandes Espagnoles, Italiennes et Germaniques, qui étoient alors les troupes les plus braves et les mieux disciplinées de l'Europe ?

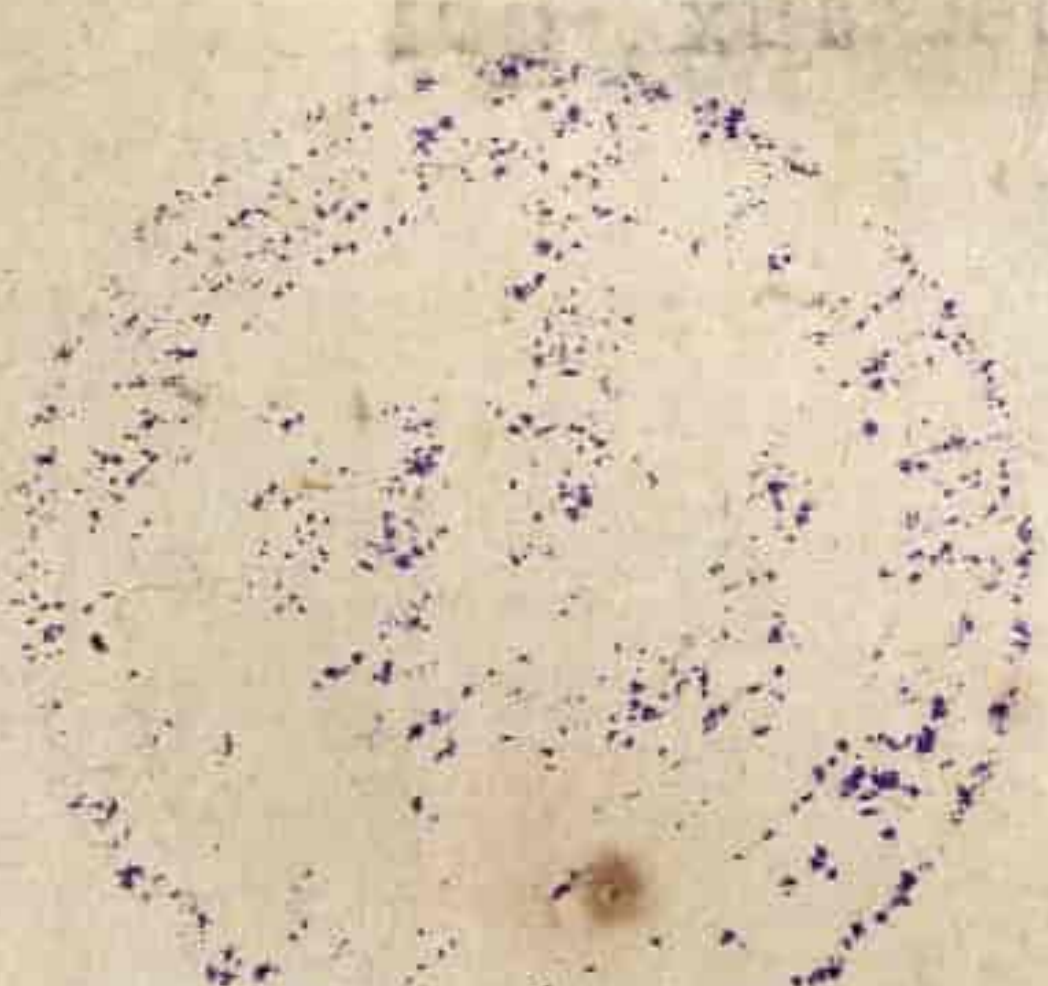
Les Hollandais, en 1783, se montrèrent dignes de leurs ayeux, par l'héroïsme avec lequel ils bravèrent les proscriptions et la mort ; et la trahison seule des ministres corrompus, qui les livrèrent aux fureurs de votre harpie, et à la cruelle rapacité de Brunswick, empêchèrent leurs succès.

N'entendez-vous pas, Monseigneur, les mânes

de tant d'illustres victimes de votre tyrannie, crier vengeance à leurs enfans, à leurs compatriotes, et ceux-ci s'y engager par les sermens les plus terribles ? Croyez que les Hollandais, instruits par une trop longue et trop funeste expérience, des dangers d'une autorité héréditaire, sous quelque titre que ce puisse être, ne remettront l'épée dans le fourreau, qu'après avoir détruit ce fléau, et qu'après s'être assurés de l'impossibilité de jamais le revoir chez eux. N'espérez, Monseigneur, aucune grace, aucun succès de l'hypocrisie, de la fourberie, de vos menaces ni de vos larmes ; rien ne peut empêcher votre perte, si vous attendez l'arrivée de nos légions ; et vous laissera-t-on la liberté de fuir comme votre fils ?

Ah ! Monseigneur, il n'y avoit aucun prince en Europe, dont le sort fût comparable et préférable au vôtre, si vous aviez su vous contenter d'être le premier magistrat d'une République libre et opulente, qui, sans exiger de vous aucune responsabilité, vous donnoit une cour brillante, en faisoit toute la dépense, et vous donnoit en outre un million de florins par an, lesquels, joints au revenu de vos Etats d'Allemagne et de vos biens allodiaux, qui

montent à la même somme au moins , vous mettoient en état d'exercer toute la bienfaisance et la générosité d'un grand Prince ; vous avez préféré d'avoir des esclaves, d'être un tyran , et vous ne serez bientôt plus rien,



MAXIMES

ET

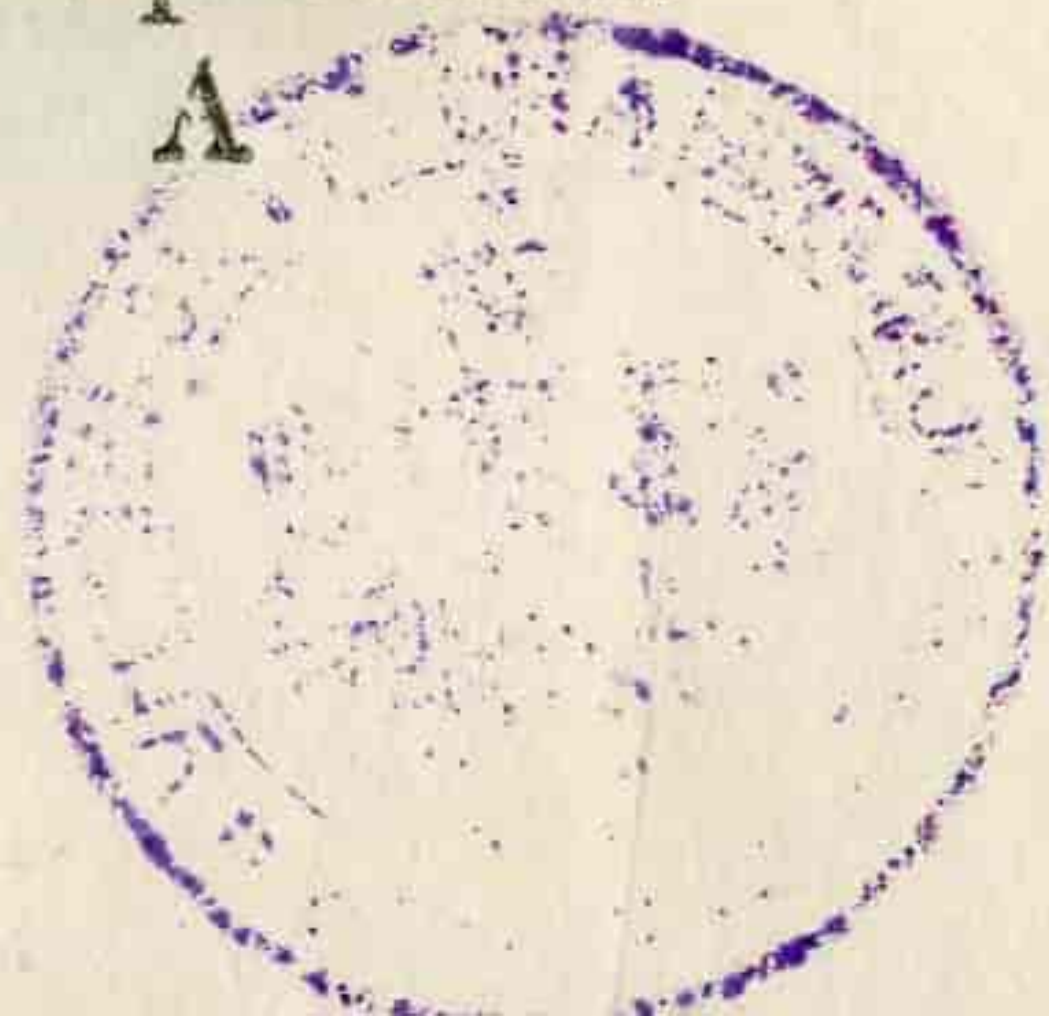
PENSÉES

PAR CHARLES POUGENS,

*Écrites à Londres en 1787, et imprimées à
Paris en 1793, l'an deuxième de la Rép.*

A son ami GORANI, Citoyen Français.

CE prétendu système du monde, ces loix régulières et constantes d'après lesquelles la nature se meut et agit, cette volonté pré-déterminée du Créateur, sont une pure invention des hommes; il leur fallut un dieu pour consoler leur ignorance et leur foiblesse, et ils ont été en même tems assez imbéciles pour l'emprisonner et pour circonscrire sa puissance, en l'assujettissant lui-même aux règles dont ils ont prétendu



qu'il étoit l'auteur ; enfin , de leur dieu tout-puissant ils n'en ont fait qu'un dieu asservi , un dieu fait à l'image de l'homme , un homme agrandi. Jetez autour de vous quelques milliers de grains de froment , vous formerez nécessairement des cercles , des triangles , des quadrilatères , des isopérimètres , etc. Doit-on en conclure que vous avez eû l'intention de disposer ces grains de froment selon les règles de la géométrie ? Il y a bien loin sans doute de cette proposition au mystère de la Sainte-Trinité , et aux disputes sur le Jansénisme ou l'immaculée Conception ; mais induira-t-elle jamais aucun philosophe au légicide ou à la révolte ?

C E n'est pas l'influence de la philosophie sur les têtes bien faites et sur les esprits raisonnables qui constate ses progrès parmi les hommes ; mais son influence sur les dévots et les esprits foibles. Ils n'osent plus s'énorgueillir de leur fanatisme et préférer hautement aux droits sacrés de la nature et de l'humanité , d'absurdes préjugés ou des opinions imbéciles.

L'ERREUR est la sœur aînée de la vérité ; mais c'est du sein des ténèbres mêmes que la lumière doit s'élançer et se répandre par torrens sur la terre. Un tems viendra où la philosophie doit enfin éclairer l'univers ; à peine le crépuscule commence-t-il à paroître , et déjà nous voyons toutes ces vaines illusions, qui jadis obscurcissoient la raison des hommes , s'effacer et s'évanouir. La superstition et le fanatisme n'osent plus lever leur tête hideuse ; tels seront les effets tardifs de cette raison appréciatrice qui classe également et les hommes et les choses , mais qui nous désabuse aussi de tout , en nous découvrant tristement la valeur , c'est-à-dire le néant de tout. Lorsque la raison de l'homme sera parvenue à son apogée , c'est alors qu'il concevra et qu'il appréciera son existence. Des siècles s'écouleront sans doute avant qu'il parvienne à cette abnégation salutaire dont la religion ne peut offrir que le perpétuel mensonge. J'ignore si le monde doit finir , si le néant a pû exister ; mais un tems viendra où les hommes

sentiront que rien sur la terre ne peut valoir les frais de la vie , si ce n'est peut-être les ineffables jouissances d'une sensibilité profonde.

Ou Dieu ne seroit pas bon , ou l'homme n'est pas né méchant. Jamais les moralistes , les fondateurs de religions , les législateurs , ont-ils cherché à ériger le mal en précepte ? Ils ont été souvent absurdes , parce qu'ils ont été ignorans ; et cruels , parce qu'ils étoient absurdes ; mais aucun n'a dit aux hommes , *soyez inhumains et pervers.* Le mal n'est qu'un désordre de la nature , et le bien est , non-seulement le résultat de l'ordre , mais même le but auquel la nature tend spontanément dans sa marche et dans toutes ses loix.

IL n'y a guères que la religion ou l'amour de la liberté qui produise l'enthousiasme et le fanatisme populaire , quelquefois aussi la faim et la misère ; mais il est rare que les effets soient alors de longue durée s'il ne s'y mêle point de causes étrangères.

LA métempsycose est de tout les dogmes religieux celui qui semble le plus favorable à l'établissement d'une bonne morale et d'une saine philosophie.

TOUTES les discussions politiques sur les devoirs du prince envers ses sujets et sur l'obéissance que les sujets doivent à leur prince , se réduisent à cette seule question : est-il selon l'ordre de la nature et des loix de la raison qu'un billion d'hommes devienne la propriété absolue d'une centaine d'individu qu'on appelle rois ? Déifiez-les si vous me condamnez à les respecter sans examen et sans murmure. Je puis être l'esclave superstitieux du grand Lama ; mais je ne puis être l'adorateur absurde de George ou de Louis, tant qu'ils n'auront point enivré ma raison jusqu'à me faire oublier qu'ils sont des hommes.

ON se récrie sur le sauvage qui , après avoir vendu le matin son lit ou sa pyroque , pleure le soir de ne les avoir plus ; et ne

voit-on pas parmi les nations policées le soldat déjà rebuté des fatigues , revendre à vil prix à ces hommes qu'on appelle rois , le droit absurde et barbare de lui dire , tel jour vous irez vous battre , assasiner et mourir , sans qu'on daigne se donner la peine de vous dire pourquoi.

ON a cru avoir beaucoup fait en établissant des loix somptuaires pour modérer , disoit-on , les dangereux effets du luxe sur lequel même on n'a que des idées insuffisantes ; et les hommes aveuglés par un sentiment de gloire , ont cru que la grandeur du monarque pouvoit contribuer au bonheur du peuple , au lieu de songer qu'elle devoit plutôt contribuer à le détruire : les véritables loix somptuaires eussent été celles qui auroient déterminé le nombre de citoyens de chaque caste ou district : je m'attends bien que l'on m'accusera de vouloir ramener les tems de la féodalité.

DANS un gouvernement républicain il est permis d'être un héros , mais dans un

gouvernement monarchique il n'est permis que d'être un sage.

PARMI les nations civilisées, il n'y a que l'existence qui puisse consoler de la vie.

SIL l'on inventorioit la vie humaine, disoit une femme de beaucoup d'esprit, on diroit que le tems de l'adolescence n'est que dépendance et pauvreté. Viennent ensuite les passions et les prétentions, puis la douleur et les sacrifices; enfin la mort.

C'EST la vie qui doit consoler de la mort.

QUELS sont les fruits de l'expérience? La revolte et le dégoût.

LLA philosophie spéculative ne seroit-elle point comme la médecine? et ne pourroit-on pas dire qu'elle excite plus de maux qu'elle ne peut fournir de remède? « J'ose » presque assurer, dit Rousseau, que l'état » de réflexion est un état contre nature, » et que l'homme qui médite est un animal » dépravé. »



LE bonheur absolu est une chimère ; Socrate le définissoit ainsi : un être qui s'engendre toujours , et qui n'existe jamais. L'homme heureux est celui qui a trouvé des consolations , car les meilleures jouissances sont celles qui remplacent les biens que nous n'avons plus ou qu'il nous est impossible d'acquérir : aussi rien ne peut valoir une philosophie vraie ou un sentiment profond , par la raison que l'une désabuse de tout , en donnant la mesure de tout , et que l'autre concentre ou absorbe entièrement les goûts , les affections de l'ame. Qui ne sait pas que l'homme est véritablement plus riche de ce dont il n'a pas besoin , que de ce qu'il possède.

UN jour M. d'Alembert disoit avec beaucoup de vivacité chez mademoiselle l'Espinasse : qui est-ce qui est heureux ? . . . des misérables.

LES hommes sont malheureux parce qu'ils se soucient trop des choses qui ne devroient

point les intéresser ; ils sont durs et méchans par la raison contraire.

POUR être apre au bonheur, il faudroit être laborieux et point actif.

LA force, je ne dis pas l'étendue de l'esprit, et la force du caractère, sont deux qualités absolument distinctes ; on peut posséder l'une sans posséder l'autre ; tel qui a la force de l'esprit n'a pas toujours celle de l'ame ; la première est moins rare et fait illusion aux observateurs superficiels, mais elle n'est jamais que le mensonge de l'autre.

LA peur n'est bien souvent qu'une usurpatrice qui s'arroge impunément tous les honneurs de la raison.

C'EST la nature elle-même qui a établi l'inégalité parmi les hommes ; celle des forces physiques ou morales a déterminé l'inégalité des conditions ; les besoins ont été distribués par elle presque aussi inégalement que les forces. Elle a créé l'homme foible, perfectible imitateur : elle a semé autour de lui

les germes de tous les arts. Un volcan s'est élancé du sein de la terre, et l'homme a connu l'usage du feu. Une branche, un caillou ont armé ses mains guerrières. Une feuille en flottant sur la surface des eaux, fut l'humble origine des flottes innombrables qui depuis ont couvert les mers. L'homme vit l'image de sa maîtresse au fond des eaux et il inventa l'art de peindre. Les oiseaux en charmant ses oreilles lui donnèrent bientôt d'autres modèles à imiter. Dès qu'il connut les arts et l'amour moral, il cessa d'être libre, et ses besoins factices devinrent ses premiers tyrans.

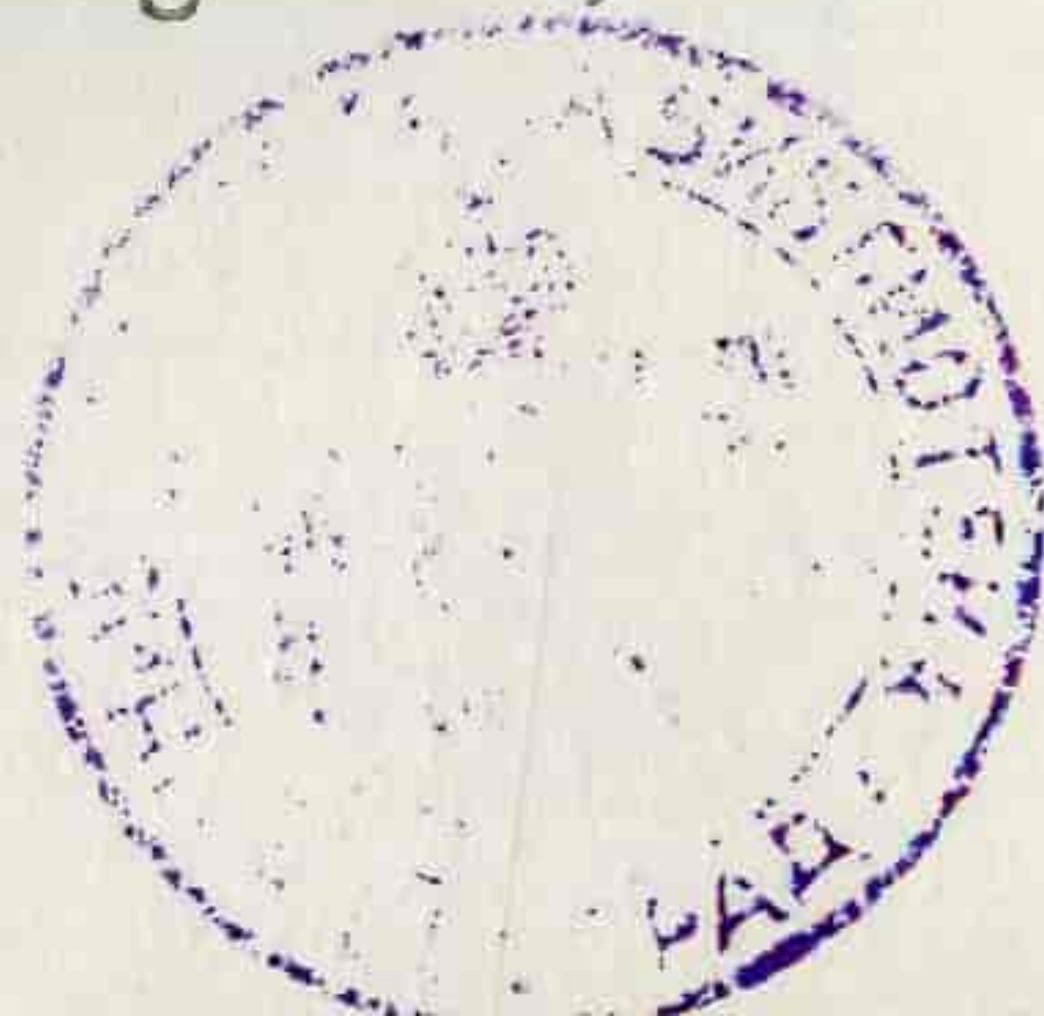
LA nature n'agit point d'intention, elle n'agit que d'impulsions; si elle avoit une volonté, elle cesseroit alors d'être immuable.

IL ne suffit pas de réunir beaucoup d'esprit à une ame susceptible de passions violentes pour être digne d'en bien détailler toutes les nuances; on est incapable de raisonner lorsqu'on est dans le paroxisme; dès qu'on est refroidi on n'a plus les mêmes

sensations , les mêmes yeux ; une longue expérience , et sur-tout assez de mobilité pour passer en revue toutes les passions des hommes , telles sont les qualités , telle est la trempe d'ame que j'exigerois dans celui qui veut les analyser et les peindre. Pour en bien parler , il vaut mieux les entrevoir que les sentir.

TOUTES les passions , toutes les affections des hommes naissent de quatre causes principales , la faim , l'amour , la peur et la paresse.

LA Bruïère a dit : « Il semble que le roman et la comédie pourroient être aussi utiles qu'ils sont nuisibles ; l'on y voit de si grands exemples de constance , de vertu , de tendresse et de désintéressement , que quand une jeune personne jette de là sa vue sur tout ce qui l'entoure , ne trouvant que des sujets indignes et fort au-dessous de ce qu'elle vient d'admirer , je m'étonne qu'elle soit capable de la moindre foiblesse ». C'est précisément ce qui , selon moi , rend les romans dangereux ; ces



sentimens exagérés , ces vertus mensongères , s'emparent tellement de l'ame élastique des femmes qu'elles ne reviennent plus qu'avec dégoût à la simple nature ; d'ailleurs n'est-il pas à craindre que leur imagination , enivrée par des peintures séduisantes , ne cède au besoin de les réaliser ? Toutes les filles bien élevées assurent et pensent qu'elles ne pourroient aimer que l'homme pour lequel elles auroient le plus d'estime ; je les crois sur leur paroles ; mais elles s'arrangent toujours pour estimer l'homme qu'elles aiment , et sur-tout celui dont elles sont aimées.

IL y a beaucoup de gens chez qui l'amour paternel n'est , pour ainsi dire , qu'une colonie de leur amour propre.

L'USAGE , malheureusement trop accrédité de lancer sur la scène du monde les enfans accoutumés à une vie spéculative , sans y préparer leur ame par degrés , est une de ces absurdités qu'il est essentiel de dénoncer au tribunal de la raison.

ON a dit que la sottise étoit la bêtise mise en action.

IL n'y a que les ames fortes qui soient susceptibles de désespoir ; le boulet brise en éclat la pierre qui lui résiste , tandis qu'il vient se perdre et mourir sur des balles de laine.

L'ESPÉRANCE n'est qu'une courtisane malade.

VAUT-IL mieux , demande-t-on quelquefois , user sa douleur en l'épenchant dans le sein de son ami , ou la concentrer au fond de son ame ? L'observateur superficiel , celui qui n'a point cherché l'homme dans les hommes , répondra sans balancer ; mais moi qui l'y ai trouvé , moi dont l'imagination fanée ne surfait plus à mon cœur vieilli par de longues souffrances , les jouissances stériles de la vie , moi qui ai connu la valeur , c'est-à-dire le vuide de tant de choses , jadis si chères à ma raison déçue , je détourne la tête et j'écris en pleurant : ô ! toi , dont le cœur surchargé d'angoises palpite en approchant des lieux qu'habite ton ami , arrête et res-

pecte une illusion qui t'est si nécessaire ; crains de dissoudre , de tromper par tes larmes un fragile sentiment que ton cœur exagère ; l'amitié n'a point , comme l'amour , le privilège de tout réparer ; vas , crois-moi , retourne en arrière et garde-toi de creuser , sous tes pieds , un nouvel abyme , car si tu découvres que ta douleur a été importune à ton ami , que faudra-t-il faire alors ? T'envelopper la tête et mourir.

UN état bien pénible est celui d'un homme désabusé de tout , avant d'être affranchi de l'empire des sens ; il ne voit dans ses besoins que des infirmités , c'est un fou qui a de bons intervalles.

JE ne me pare point ici d'une vaine austerité ; ce n'est point l'heure de l'illusion que je redoute , c'est celle qui la suit , c'est cet incompréhensible mélange de sagesse et de folie qui agite à la fois le cœur de l'homme et qui contribue également à l'égarer.

LE tort de la plupart des administrateurs publics qui aiment le bien et qui croient l'opérer par des réformes , est d'oublier qu'ils travaillent sur des corps vivans et non sur des corps privés de sentimens et de vie.

L'ON vit de raison , mais l'on ne vit pas de sentimens.

UNE femme de beaucoup d'esprit jugea une fois un jeune homme sur ce qu'il aimoit *Alcibiade* et qu'il haïssoit *Caton*.

IL n'y a que les gens reconnoissans qui craignent la reconnoissance ; les ingrats ne s'en embarrassent guères.

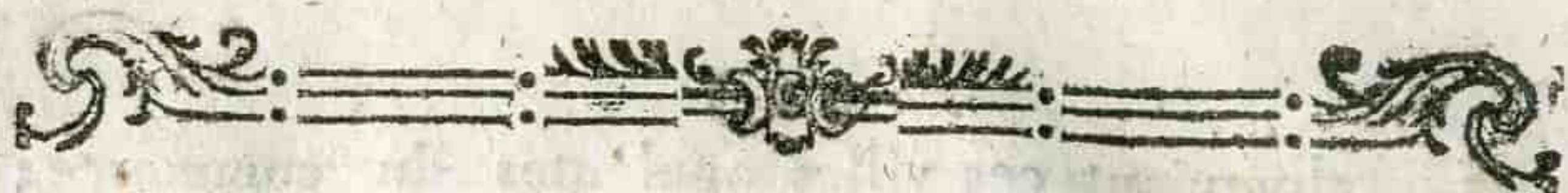
PEUT-ÊTRE faut-il chercher des bonnes fortunes en amitié par la même raison que bien des gens prétendent que les bonnes fortunes en amour valent encore mieux que les grandes passions.

LA vanité fait plus de gens discrets que la prudence.

L'ART de perdre le tems est un moyen plus sûr pour arriver à la fortune que les vertus qui apprennent à le bien employer.

CE n'est que dans la solitude que l'ame et la pensée peuvent acquérir de l'énergie ; la soif des succès impose trop impérieusement aux gens du monde la nécessité de prendre , pour ainsi dire , les livrées du caractère de ceux dont il leur importe de ménager le suffrage. Il est presque impossible de rester propriétaire de sa pensée dans le tourbillon des sociétés , à moins d'être doué

d'un de ces génies que la nature ne crée qu'une fois tous les siècles ; l'on met , si j'ose m'exprimer ainsi , sa pensée , son opinion , en condition chez les autres ; il en résulte que la sensibilité se fane ou s'évapore : l'esprit , les yeux et les oreilles ne sont que trop souvent la sûre distraction du cœur ; comment seroit-on encore susceptible d'aimer fortement , lorsqu'on est contraint de dépenser son ame en menue monnoie , et de s'intéresser aux choses dont on ne se soucie que médiocrement. L'habitant des capitales est , comme le disoit Sterne , semblable à ces pièces de monnoie usées par le frottement , il perd l'empreinte de la nature ; contraint de s'approprier une légère portion de caractère particulier de ceux qui composent le cercle dans lequel il vit , forcé enfin par des convenances tyranniques de s'asservir au *caméléonisme* d'usage ; son ame n'est plus , ne peut plus être qu'une pièce de marqueterie ; aussi l'homme aimable est bien rarement l'homme qu'il faut aimer.



NOUVELLE
PETITION

À LA

CONVENTION NATIONALE

DE

FRANCE,

Pour les FRANCFORTOIS,

• Par J. GORANI, Citoyen Français.

Le 24 Janvier 1793, l'An second de la République Française.

LÉGISLATEURS,

Dans tous les tems, les villes commerçantes et riches ont été jalousées, enviées et calomniées par les habitans ignorans, indolens et pauvres des petites villes de leur voisinage. Tyr et Carthage furent détruites par les Grecs et les Romains animés de ces passions basses et cruelles. Les richesses de Hambourg et de Dantzick sont fort enviées de leurs voisins. Les habitans du pays de Vaud et de la Savoie ont toujours envié et calomnié les industriels et riches Gênois, et Gènes la superbe est détestée des Piémontais.

Infectés des mêmes vices, les pauvres esclaves du prêtre de Mayence attribuent au crime, à la rapine l'opulence des Francfortois qui ne la doivent qu'à leur liberté, leur économie, leur industrie et à la douceur de leur gouvernement.

A



En calomniant ces villes opulentes du commerce ; en les offrant au pillage , ces peuplades envieuses et haineuses ressemblent à ces méchants enfans qui déchirent le sein de leurs nourrices. En effet , que deviendroient-elles , si elles parvenoient à appauvrir , à dépeupler ces riches comptoirs républicains , qui , privés de culture et de récoltes , consomment les productions territoriales de leurs voisins , à plusieurs lieues à la ronde ? A qui ces imbécilles voisins vendroient-ils l'excédant de leur consommation , leur unique ressource , pour se procurer ce dont ils ont besoin ?

Si le général Custines avoit fait ces réflexions , il auroit méprisé et rejeté les haineuses insinuations des reptiles de Mayence contre les Francfortois ; il auroit réfléchi que la République de Francfort étoit libre et neutre ; il se seroit rappelé les remerciemens que lui avoient fait faire nos Représentans , pour avoir fait arrêter et désarmer dans leur ville les recrues du régiment de Virgenstein , appartenant aux émigrés. 2°. Pour s'être constamment opposés au rassemblement de ces émigrés dans leur ville. 3°. Pour avoir refusé de vendre aux princes français l'artillerie de leur arsenal. 4°. Pour leur avoir également refusé de leur prêter une forte somme pour laquelle ils offroient de gros intérêts , et de donner en gage des diamans d'une valeur double de la somme qu'ils demandoient. 5°. Pour leur avoir aussi constamment refusé de reconnoître pour leur agent le Comte de Morsan. 6°. Pour avoir refusé au grand bailliage d'Etenheim de faire afficher dans leur ville et banlieue , son ordonnance contre le maire et le procureur de la commune de Strasbourg. 7°. Pour avoir fait saisir les brochures aristocratiques que les marchands avoient apportées à la foire de Francfort.

Ces faits , ces réflexions auroient épargné au général Custines , 1°. L'inutile escamotage d'une ville libre que nous ne pouvions garder que par des dépenses ruineuses et sans profit. 2°. Le délit d'une injuste contribution. 3°. Le chagrin humiliant de voir cette hostilité désapprouvée par ses compagnons d'armes. 4°. Les désagrémens qui devoient résulter pour lui de la juste réclamation des Francfortois contre cette injustice. 5°. Le desir de se venger de ses censurs

et des réclamans. 6°. Les délits que nécessitoit cette vengeance. 7°. Les calomnies qu'il a fallu imaginer pour couvrir ces délits. 8°. La publicité des preuves de ces délits, et enfin, le décret qui doit en faire justice.

Je vais rendre compte de cette affaire en témoin oculaire et parfaitement instruit.

Le 22 Octobre dernier, aussitôt que la garnison française fut entrée dans Francfort, le général Custines fit demander, pour le lendemain matin, sous peine d'exécution militaire, le paiement d'une contribution de deux millions de florins, sous prétexte qu'il y avoit dans cette ville des fonds appartenans à l'empereur et au roi de Prusse, ce qui étoit faux, et sous prétexte aussi que les Francfortois avoient favorisé les préparatifs hostiles des émigrés français, inculpation dont la fausseté étoit prouvée d'avance par les remerciemens ci-devant motivés des Représentans de la Nation française.

Pour éviter les menaces de Custines, le magistrat de Francfort ne trouvant pas de fonds suffisans dans la caisse de la République, se procura, par une circulaire qu'il fit répandre pendant la nuit, chez tous les habitans, le prêt d'une somme de 300,000 livres, qu'il paya le lendemain à compte au général Neuwinger, représentant de Custines, et le peuple de Francfort témoigna le plus grand mécontentement de l'ingratitude de ce général dont il avoit accueilli les troupes avec la plus grande cordialité.

Custines, pour se populariser, fit publier qu'il prenoit le peuple de Francfort sous sa protection, et qu'il entendoit que la contribution ne fût payée que par les habitans dont la fortune excédoit 30 mille florins.

On représenta à Custines que les fortunes des plus riches citoyens de Francfort ne consistoient qu'en argent et en effets de commerce, que le peuple ne vivoit que des salaires que lui payoient journellement les capitalistes, pour ses travaux; qu'ainsi, enlever aux capitalistes leur argent, c'étoit faire cesser les travaux et les salaires du peuple.

On lui observa en outre, que la ville de Francfort ne faisoit qu'un négoce de commissions, qu'elle étoit le centre, le point de ralliement de commerce de

l'Europe, et l'entrepôt de marchandises appartenant aux négocians des villes de France, d'Angleterre, de Hollande, de l'Italie, de l'Allemagne et d'autres peuples du Nord; qu'ainsi, s'il ruinoit la ville, il ruineroit en même tems des milliers de familles des nations étrangères, qui avoient leur fortune dans les mains des Francfortois; que ces familles deviendroient ennemies de la Nation française, et qu'il pourroit résulter pour elle, de la contribution exigée des Francfortois, une perte de quelques milliards, et la confiance des Nations ainsi lésées.

D'après ces observations, Custines fit remise de 500 mille florins sur les deux millions de florins qu'il demandoit, et déclara: « Que la contribution doit
» être uniquement répartie sur les familles patriciennes,
» sur les maisons, biens et possessions des corpo-
» rations ecclésiastiques, des électeurs, princes,
» comtes et nobles, situés dans la ville et territoire
» de la république, et non sur *nos chers amis*, les
» bourgeois, manans et habitans de la ville et Répu-
» blique libre de Francfort-sur-le-Mein, moins encore
» sur les collèges et les magistrats tirés de la
» bourgeoisie. »

Le 24 Octobre, le magistrat observa au général Custines qu'il n'y avoit à Francfort que deux familles patriciennes soumises à la juridiction de la République, celles de Fravenstein et de Limbourg; que les corporations ecclésiastiques n'étoient point riches, et que le magistrat n'avoit, par la constitution de son gouvernement, aucun droit sur les possessions des électeurs et des princes qui avoient leurs hôtels dans la ville.

Le lendemain 25 Octobre, Custines fit une nouvelle remise de 500 mille florins, mais à condition que la République lui prêteroit son artillerie et ses munitions.

Le 26, le magistrat répondit qu'il ne pouvoit prêter l'artillerie de sa ville, sans manquer à son devoir de neutralité, sans rompre son lien au corps germanique et sans s'exposer à sa vengeance.

Le 27, Custines irrité de ce refus, et sous prétexte que les Francfortois refusoient aussi de s'incorporer à la République française, exigea, sous peine d'exécution militaire, l'entier paiement sans retard des deux millions de florins, et pour sûreté de ce paiement,

prit en otage huit citoyens dans les principales maisons de commerce de la ville.

Pour éviter ces nouvelles menaces , le magistrat de Francfort acheva de payer le premier million de florins , les otages furent rendus et le général Neuwinger s'en retourna en laissant à Francfort quatre bataillons formant au plus deux mille hommes et 25 pièces de canons.

Il est essentiel d'observer que cette garnison a toujours hautement désapprouvé l'injuste contribution exigée des Francfortois ; qu'elle a toujours considéré ces honnêtes Républicains comme des amis de la nation française , qu'elle a toujours vécu fraternellement avec eux , et qu'elle en a reçu les meilleurs traitemens , ce qui a beaucoup déplu au général Custines.

Le 4 Novembre , des députés du magistrat se rendirent à Mayence , remirent au général Custines leur soumission pour le second million de florins ; il leur reprocha de nouveau de refuser l'alliance avec la République française ; à ce reproche , voici ce que répondent ces Républicains.

GÉNÉRAL ,

« Vous n'avez encore ni constitution , ni lois , ni
 » gouvernement , ni force publique ; comment pourrions-
 » nous traiter avec vous ? Avant d'avoir rétabli la
 » paix dans vos foyers et l'ordre dans vos finances ,
 » avant de vous être débarassés de vos ennemis inté-
 » rieurs ; de ceux sur-tout qui vous outragent impu-
 » nément jusqu'au sein de la Convention nationale ,
 » vous avez commencé l'exécution du projet extra-
 » vagant de renverser tous les trônes et de punir
 » tous les tyrans , et par ces tentatives vous avez
 » empêché les rois , très-imprudemment coalisés contre
 » vous , de vous demander la paix. Abjurez authen-
 » tiquement ce délire conçu dans l'ivresse de la
 » vengeance.

« Nous voyons chez vous beaucoup de lumières et
 » de probité , mais nous y voyons encore plus d'igno-
 » rance et d'égoïsme ; nous voyons que votre principe
 » de *liberté* n'a produit que l'insubordination , la
 » *licence* , et celui d'égalité , le stupide et désastreux
 » projet d'égaliser les fortunes et les conditions.

« Nous voyons que ces principes ont produit le

» décret anti-social qui donne les droits de citoyen
 » actif à la classe la plus nombreuse, la plus ignorante,
 » la plus pauvre, la plus corruptible, la plus gros-
 » sière, la plus intraitable, et que ce décret met
 » exclusivement à la disposition de cette populace,
 » les élections et presque toutes les fonctions du
 » gouvernement, d'où résultent nécessairement les plus
 » grands désordres et l'anarchie.

» Nous voyons que cette populace énorgueillie de
 » son ignorance et de sa nudité, est payée pour
 » remplir vos clubs, vos sections, vos assemblées
 » municipales, vos tribunes, pour en chasser tous
 » les gens honnêtes, instruits et utiles, et pour insulter
 » impunément vos représentans par des approbations
 » et des improbations stupides et brutales.

» Nous voyons vos municipalités, vos districts,
 » vos administrations, votre conseil exécutif et la
 » convention elle-même déchirées par des factions,
 » qui y entretiennent des dissensions continuelles
 » très-indécentes et très-orageuses.

» Nous voyons vos maires, vos juges de paix, vos
 » tribunaux, vos ministres et vos sénateurs sans force
 » pour faire le bien, pour réprimer les délits; nous
 » voyons que tout est permis chez vous, excepté
 » l'exercice de la vertu, et qu'il n'y a d'union et
 » d'énergie que parmi les ennemis de la chose publique.

» Nous voyons vos finances, vos biens nationaux,
 » toutes vos ressources dilapidées; vos assignats perdre
 » moitié de leur valeur; tous vos objets de consom-
 » mation doublés de prix; la circulation des grains
 » entravée dans vos provinces où l'on appelle la famine
 » en faisant violence aux laboureurs, et qu'il n'y a
 » sûreté chez vous, ni pour les propriétés, ni pour
 » la vie, ni pour la réputation.

» Nous voyons fuir de vos cités, les citoyens les
 » plus aisés et tous les étrangers; nous voyons que
 » presque toutes vos familles riches sont ruinées sans
 » qu'il en soit résulté de soulagement pour les pauvres,
 » et que des milliers de journaliers sont sans
 » salaires.

» Nous voyons vos troupes excédées de fatigues
 » inutiles et des besoins les plus urgens se désorga-
 » niser, abandonner leurs drapeaux et retourner dans
 » leurs foyers.

» Enfin nous voyons la misère et la désolation couvrir
 » d'un voile funèbre votre malheureuse patrie.
 » Moins instruits, moins philosophes que vous,
 » nous avons une religion que nous aimons parce que
 » nous la croyons nécessaire au soutien de la morale
 » et des mœurs, sans lesquelles les lois sont sans
 » force. Nous sommes contents de nos lois, de notre
 » gouvernement; nous vivons dans la prévention que
 » le mieux est ennemi du bien, et la déplorable
 » situation de la France, et votre conduite envers
 » nous, M. le Général, fortifient en nous ce préjugé;
 » nous sommes cependant persuadés que vos plaies,
 » quelques profondes et menaçantes qu'elles soient
 » pour vous et pour tous les peuples, seroient gué-
 » rissables, si les citoyens les plus probes et les plus
 » instruits de votre Convention nationale étoient
 » étroitement unis et vouloient le salut de la Patrie
 » avec l'énergie nécessaire pour vaincre toutes les
 » résistances; parce qu'il est certain qu'à égal degré
 » d'énergie, l'homme éloquent qui a pour lui la
 » probité et la vérité, est plus fort que cent sophistes
 » malveillans.

Législateurs, si vous différez de suivre ce conseil, la Patrie est sur le bord de l'abîme; ses ennemis vont l'y précipiter; ils seront eux-mêmes victimes de leurs fureurs; mais la France ne sera bientôt plus qu'une vaste ruine noyée dans le sang. La chute de cette masse énorme, retentissant d'un pôle à l'autre, produira le cahos universel, et tant d'horreurs n'arriveroient que parce que vous n'auriez pas eu le courage de braver tous les dangers, de sacrifier vos intérêts particuliers, de mettre en commun toutes vos pensées, vos sentimens, votre énergie, toutes les ressources de la vérité, de la justice, et d'employer tous les moyens coercitifs qui sont et seront dans vos mains, dès l'instant que vous le voudrez souverainement.

Le 3 Novembte, pleins de confiance dans la probité de la Convention nationale de France, les magistrats de Francfort lui envoyèrent des députés qui, le 14 de ce mois, lui présentèrent leurs plaintes sur la contribution à laquelle le général Custines les avoit hostilement soumis: le président leur répondit au nom de la Nation: « Que leur réclamation seroit examinée sans délai; que les Représentans du Peuple français donneroient à l'Europe l'exemple de discuter cette affaire



avec impartialité , et que la République française sacrifieroit ses intérêts , plutôt que de blesser ceux d'autrui. »

Pendant que les députés de Francfort sollicitoient ici le rapport de leur affaire , leurs ennemis forgeoient à Mayence de nouvelles armes contre eux.

Une lettre violente du général Custines au Landgrave de Hesse-Cassel , avoit excessivement irrité ce prince ; il assemble ses sujets , il leur dénonce cette lettre injurieuse , et avec tant d'art , qu'elle produit sur eux l'indignation qu'éprouvent les enfans d'un mauvais père , lorsqu'on l'outrage en leur présence. Les Hessois jurent de venger leur prince ; ses arsenaux sont vidés en 24 heures. Tout ce qu'il avoit d'hommes en état de porter les armes , se rangent sous ses drapeaux , et vont se joindre aux troupes du roi de Prusse qui se trouve ainsi fort de plus de 50 mille hommes , reprend Francfort , et bat Custines à la porte de Mayence.

Tels ont été les effets de la lettre plus qu'impolitique de Custines au Landgrave ; c'est à coups de canon et non à coups de plumes qu'il falloit battre cet ennemi.

Plus de 15 jours avant la prise de Francfort , Custines , connoissant les effets de sa lettre , avoit senti l'impossibilité de résister à la supériorité des forces ennemies , de conserver cette ville , et avoit résolu de l'abandonner. Six jours avant le siège de cette place non fortifiée , il en avoit retiré son artillerie ; il l'avoit mise hors d'état de se défendre ; il l'avoit exposée aux flammes , et la garnison au massacre , et l'une et l'autre aux déchiremens de la calomnie.

« Voilà , dit Custines à la Convention nationale ,
 » un des 10,000 poignards qui ont été distribués au
 » Peuple de Francfort pour assassiner la garnison de
 » cette ville ; 300 Français ont été non tués , mais
 » se sont laissé égorger par lâcheté. »

On répond à Custines : Comment se fait-il que ces 10,000 assassins secondés par une armée de 34 mille Hessois et Prussiens munis d'une forte artillerie , n'ayent tué que 41 de nos soldats , au lieu de 300 , et blessé que 129 dont 23 sont morts de leurs blessures à l'hôpital ? Comment se fait-il que , des 1,158 prisonniers de cette garnison , aucun n'ait eu connoissance de ces poignards que par les gazettes de Mayence et de Paris , et que tous nient ces faits ?

Comment se fait-il que tous ces prisonniers et blessés, bien loin de reconnoître les Francfortois pour des traîtres et des assassins, les reconnoissent au contraire pour leurs bienfaiteurs ?

Quelle impudence d'accuser particulièrement de trahison les habitans du faubourg de Sachsenhausen, qui ont facilité la retraite de 650 de nos soldats ?

Comment se refuser aux preuves si multipliées de la bienfaisance et de la générosité qu'ont exercé les Francfortois envers notre garnison, depuis l'instant qu'elle est entrée dans leur ville, jusqu'à leur sortie ?

Comment ne voit-on pas que, si les 50,000 habitans de Francfort, secondés par une armée de 34 mille hommes et par une forte artillerie, avoient voulu se venger sur la garnison française des injustices de leur général, pas un seul de nos soldats n'eût échappé à une si grande force ?

Comment a-t-on osé accuser de lâcheté les 1.000 à 12,00 Français enfermés dans Francfort, qui, n'ayant pour leur défense que chacun 40 cartouches, ont eu l'inconcevable intrépidité de se battre pendant 1 heure et demie contre une armée de 34,000 hommes ?

Pourquoi Custines, après avoir mis la garnison de Francfort hors d'état de se défendre; après avoir promis solennellement au sénat de cette ville de la préserver des horreurs d'un siège, a-t-il défendu à la garnison d'accepter sa retraite avec les honneurs de la guerre, que lui offroit le général prussien? Vouloit-il donc se venger de ce que cette garnison avoit constamment improuvé la contribution à laquelle il avoit soumis les Francfortois? Vouloit-il donc faire brûler Francfort par les boulets rouges ?

Pourquoi ne s'est-il présenté personne pour gagner les 24,000 livres que les Francfortois ont promises à celui qui prouveroit le fait des poignards, et celui d'aucune espèce de trahison de leur part ?

Enfin, comment les Parisiens ont-ils pu accréditer les imputations de Custines contre les Francfortois, lorsqu'ils avoient en main les preuves que, plus de 8 jours avant la prise de Francfort, ce général avoit reconnu l'impossibilité de conserver cette conquête; qu'il en avoit retiré son artillerie; qu'il avoit essayé d'enlever celle des Francfortois; qu'il leur avoit solennellement promis de les garantir des horreurs d'un

siège, et qu'il avoit écrit au ministre de la guerre qu'il prévoyoit que la supériorité du nombre des ennemis le forceroit de se replier sur Mayence.

Il est vrai que quelques gens de métiers, étrangers à Francfort, ont brisé les roues, démonté les deux petites pièces de canon que Custines avoit laissées à la garnison; qu'ils ont blessé quelques-uns de nos soldats, en voulant les empêcher de se défendre contre les assiégeans, et qu'ils ont ouvert les portes de la ville à ces derniers; mais il est également vrai que ces voies de fait n'ont commencé que lorsque ces ouvriers ont vu le feu à quelques maisons de la ville par les boulets rouges des assiégeans, que lorsqu'ils se sont vus dupes et victimes des promesses de Custines; que lorsqu'ils ont vu et prévu tous les malheurs qui résulteroient et qui pouvoient résulter pour la ville et pour la garnison française elle-même, de son inutile bravoure contre les assiégeans.

Tandis que les ennemis des Francfortois affiloient contre eux les poignards de la calomnie, voyons comment ces républicains se vengeoient des injustices qu'ils supportoient.

J'étois à Francfort depuis plus d'un mois, le jour du siège de cette ville par le roi de Prusse, et je n'en suis sorti que le lendemain après midi; témoin de tout ce qui s'est passé relativement à ce siège, il me semble que mes récits doivent inspirer plus de confiance que toutes les relations faites à Mayence, par des hommes qui n'ont rien vu, et qui étant en guerre depuis six semaines contre les Francfortois, avoient trop d'intérêt à les croire et à les montrer coupables; or, voici ce dont j'ai été témoin :

Six jours avant le siège de Francfort, le général Custines en avoit retiré l'artillerie française et n'y avoit laissé que deux petites pièces de quatre livres de balles.

Mercredi 28 Novembre, première sommation de la part du roi de Prusse au citoyen Vanhelden commandant la garnison de Francfort, de rendre cette ville, et refus de Vanhelden.

Le lendemain matin 29, un détachement de troupes de lignes, d'après les ordres de Custines, force les portes de l'arsenal de Francfort pour en enlever l'artillerie et les munitions; le peuple s'oppose à ce

Brigandage , le magistrat empêche le sang de couler ; il fait retirer le peuple et obtient du commandant la retraite de ses soldats.

L'après-midi , Custines arrive , rassure les Francfortois sur l'approche de l'armée ennemie , en promettant solennellement au sénat assemblé qu'il aura soin, quoi qu'il arrive de préserver la ville des horreurs d'un siège ; et le sénat fait aussitôt imprimer et publier les promesses et les propres expressions du général , avec exhortation aux habitans de se tenir en cas d'action , au sein de leurs familles , et de s'abstenir d'une curiosité qui ne pourroit que leur être dangereuse.

Les sénateurs Kingenhermer , Rothan , Riese , Nef , Mootz ; Muller , Scheult , Luther , Audréac et Steitz ont passé la nuit du 28 au 29 aux corps-de-garde pour surveiller les polices qu'ils avoient établies dans les 14 quartiers de la ville , et les ordres qu'ils avoient donnés aux capitaines dits *les XXVIII* , pour maintenir et pour préserver les troupes françaises de toutes insultes.

Le 30 , continuation de la surveillance des sénateurs , des magistrats , des échevins , des capitaines et patrouilles de la bourgeoisie.

Samedi premier décembre , le général Prussien fait une nouvelle sommation au commandant de la garnison Française , de rendre la ville le lendemain matin , en lui offrant les honneurs de la guerre , et de retirer son avant-garde , pour assurer aux Français toute liberté de faire leur retraite ; Vanhelden ayant ordre de déffendre la place , refuse de la rendre.

Dimanche 2 décembre , à neuf heures du matin , le peuple étant dans les temples et les églises , le bruit du canon annonce que la ville est assiégée , des boulets rouges avoient déjà mis le feu à plusieurs maisons , sans aucun secours de la part de Custines. 650 Français protégés par les habitans du fauxbourg de Sachsenhensen vont rejoindre l'armée de Custines ; les deux autres bataillons qui étoient enfermés dans la ville , se voyant sacrifiés par Custine , se défendent pendant une heure et demie avec la fureur du désespoir , et malgré les gens de métiers et quelques juifs qui avoient démonté leurs deux petites pièces de canon et qui vouloient les empêcher de tirer sur l'ennemi ;



41 de nos soldats ont été tués, et 129 blessés, 1158 tant blessés que non-blessés ont été faits prisonniers ; 23 des blessés sont morts depuis de leurs blessures, et l'ennemi a perdu 300 des siens.

Dès le commencement de l'action, le bourgmestre avoit envoyé tous les chirurgiens de la ville au secours des blessés ; quatorze magistrats et les 28 capitaines faisoient la police dans les 14 quartiers de la ville pour y maintenir l'ordre.

Aussitôt que le combat a été fini, tous les Francfortois hommes et femmes se sont occupé du soulagement des blessés ; plusieurs maisons ont été converties en hospices qui ont été sur-le-champ meublées par la ville ; les bourgeois y transportoient les blessés ; les Français non blessés étoient poursuivis par les Hessois en fureur pour les massacrer.

J'ai vu un des plus riches banquiers de cette ville, pour donner le tems à cinq de nos officiers logés chez lui de se cacher dans sa cave, amuser un détachement de Hessois qui venoient pour les assassiner.

J'ai vu un libraire se mettre entre un Hessois et un Français pour sauver ce dernier. J'ai vu d'autres bourgeois sollicitant nos soldats de poser les armes pour leur sauver la vie. J'ai vu les magistrats faire une collecte pour les blessés, et tous les sexes et tous les âges riches et pauvres s'empresser de contribuer. J'ai vu employer cet argent à fournir à nos soldats dépouillés par les Hessois, des habits, des chapeaux, des bonnets, des souliers, des mouchoirs, des cravates, etc. Je leur ai vu distribuer 800 pains et cinq tonneaux de bière.

J'ai vu les premières dames de la ville et leurs filles disputer de zèle avec les autres femmes et filles pour secourir les blessés ; les unes fournissoient du linge, d'autres faisoient de la charpie, d'autres des bandes, d'autres portoient du bouillon, d'autres du vin aux malades attendris jusqu'aux larmes de cette généreuse bienfaisance.

Enfin j'ai vu une citoyenne de Francfort que je regrette beaucoup de ne pouvoir nommer, sauver la vie à trente deux Français en les cachant dans sa maison près du rempart, et refuser ensuite les récompenses qu'a voulu lui donner un officier Français prisonnier.

C'est ainsi que les Francfortois se sont vengés des étonnans procédés de Custines ; quelques-uns de ses partisans publient qu'il n'avoit pas tout dit et qu'il avoit d'autres délits à reprocher aux Francfortois, pourquoi ne les publie-t-il pas ? nous lui en faisons le déficit. Que penser d'un juge qui condamne et qui punit en même-tems, sur des imputations qu'il se réserve *in petto* ? et nous souffrirons que nos généraux se permissent cette jurisprudence filibustière !

Il résulte des faits exacts que je viens de rapporter que bienloin qu'il y ait eu dans la conduite des magistrats et bourgeois de Francfort aucune négligence avant le siège, pendant le siège et depuis, envers la garnison Française, ces respectables républicains ont aucontraire acquis de nouveaux droits à notre reconnoissance en ne se vengeant de tous les maux qu'ils ont souffert depuis le 22 octobre, que par de nouveaux bienfaits.

Il résulte de ces récits fidèles que la conduite de Custines ne pouvoit que rendre odieux les Français aux yeux des nations étrangères, si la garnison de Francfort n'avoit pas soutenue l'honneur national par son équité, par sa reconnoissance envers les Francfortois et par son héroïque bravoure envers les troupes ennemies.

Dans tous les tems, les plus habiles capitaines ont fait des fautes, et ceux-là seulement se sont montrés grands, qui ont eu la justice et le courage de les avouer.

On ne peut excuser la conduite de Custines qu'en supposant qu'il s'est laissé tromper par des rapports infidèles ; éclairé sur ses erreurs par le flambeau de la vérité que nous lui présentons, que Custines les avoue ; qu'il avoue que toutes les inculpations portées contre les magistrats et bourgeois de Francfort depuis le 22 octobre dernier jusqu'à-présent sont de toute fausseté ; qu'il avoue que quelques ouvriers et quelques juifs seulement étrangers à Francfort, ont entravé la défense de la garnison pendant l'attaque de cette ville ; qu'il avoue que les magistrats et bourgeois de Francfort ont acquis de nouveaux droits à l'estime, à la reconnoissance et à l'amitié des Français, par les services signalés et multipliés qu'ils ont rendus à la garnison Française depuis

qu'elle est dans leur ville, pendant le siège et depuis; qu'il avoue que cette Garnison s'est défendue pendant le siège avec la plus étonnante bravoure, et qu'enfin Custines sollicite lui même la justice qui est due aux Francfortois; tels sont les devoirs qu'il doit se faire gloire de remplir.

Quant à nous autres Français qui nous sommes annoncés à toutes les nations privées de leurs droits naturels, pour vouloir faire triompher en leur faveur les éternels principes de la justice, sans doute notre sénat juge et partie dans l'affaire des Francfortois, la discutera publiquement ainsi qu'il l'a promis, en écartant de cette discussion et de ses délibérations tout *bourdonnement*, toutes passions, toutes préventions, toute partialité, tout intérêt particulier, et nous sommes persuadés qu'il résultera d'une pareille discussion un décret honorable pour toutes les parties, et qui dédommagera les Francfortois des injustices, des chagrins que la calomnie leur a fait éprouver et des dépenses qu'elle leur a occasionnées.

J'observe qu'on ne peut comprendre les Francfortois, jouissant de leur liberté depuis des siècles, au nombre des peuples qui doivent contribuer aux dépenses que nous faisons pour les rendre libres.

J'observe en outre que l'esprit militaire est en général despotique, avide et féroce, qu'il s'exerce sur les foibles lorsqu'il ne peut atteindre les forts, et que c'est à nos législateurs à préserver nos armées de ce caractère odieux qui les assimileroit à celles des despotes.

Dans le cas donc où l'on auroit le projet de reprendre Francfort, sans doute nos Représentans n'exposeront point cette ville à éprouver le sort de celle de Sagontes; ils nous feroient infiniment plus de mal que n'en fit le sénat romain à sa République, en différant de secourir cette ville, leur alliée, qu'Annibal menaçoit du pillage, et qui fut détruite, pendant que le sénat délibéroit encore s'il lui enverroit ses légions.

En prévoyant la reprise de Francfort, quoiqu'in vraisemblable, la Convention nationale doit décréter qu'il seroit défendu aux généraux, officiers et soldats français chargés de cette expédition, d'exercer contre cette ville ni contre ses magistrats, bourgeois et la-

bitans , aucune hostilité pour faits antérieurs à cette dernière expédition.

Refuser justice aux Francfortois , ce seroit , de la part de la Nation française , une injustice , une ingratitude affreuse ; ce seroit renoncer à l'estime de tous ceux qui aiment la justice , la probité , la vertu ; ce seroit nous avilir aux yeux des Nations , et leur prouver que nos principes de bienfaisance ne sont que des mots , des pièges , des appâts de séduction , de perfidie , de rapine ; ce seroit donner raison à nos ennemis , de nous traiter de brigands qui pillons indistinctement nos amis et nos ennemis ; enfin , ce seroit miner notre liberté , et travailler à la fortune des tyrans qui cesseroient d'être plus odieux que nous.

C'est l'amour le plus pur et le plus ardent pour ma nouvelle patrie , pour tout ce qui peut éviter des blessures à son honneur , pour tout ce qui peut contribuer à sa gloire , à son bonheur , qui m'a fait entreprendre la défense des Francfortois ; je ne veux pas qu'ils soient victimes des injustices et des calomnies que les passions les plus basses ont vomies contre eux , qu'elles ont accréditées dans toute l'Europe , et jusques dans la Convention nationale. Témoin oculaire de tout ce qui concerne cette affaire , et chargé des intérêts de la République , j'ai tout examiné avec soin ; et , comme je le devois , j'ai publié la vérité pour réformer l'opinion publique , corrompue par la calomnie la plus atroce.

Je sais que les ennemis des Francfortois sont devenus les miens ; les uns disent que je suis un aristocrate ; d'autres , plus lâches , m'accusent d'un nouveau genre d'agiotage , et ces calomnies ne me rappellent que la fable du serpent qui ronge la lime.

Après avoir fait , pendant vingt-deux ans , la guerre aux despotes , dans un tems où la plupart des gens de lettres les flattoient ; après avoir refusé les dignités et les richesses ; après avoir supporté le bannissement , le séquestre de mes biens , et bravé l'indignation du plus puissant monarque de l'Europe , pour m'attacher à la liberté des Français ; après avoir combattu leurs ennemis par des lettres assez connues ; enfin , après avoir encore risqué plusieurs fois depuis , ma liberté et ma vie pour les intérêts de ma nouvelle

patrie , je crois avoir droit à la confiance publique ; j'ai droit , au moins , de mépriser mes calomniateurs , et de leur assurer que ma conscience contient l'antidote de tous les poisons qu'ils distillent contre moi.

Jugez maintenant , Législateurs , qui a mérité votre confiance , ou de ceux qui ont dénaturé tous les faits relatifs aux Francfortois , et inventé des calomnies pour vous arracher des décrets injustes , ou de moi qui ose lutter contre le torrent de l'opinion formée par la calomnie , et braver la fureur d'une cabale rapace , pour vous éviter un jugement déshonorant et désastreux pour la Nation.

Je finis , en observant que tous les faits contenus dans ce mémoire , sont appuyés de soixante - deux pièces légales , authentiques et justificatives , dont vingt - une sont imprimées dans les mémoires des députés de Francfort , et les quarante autres arrivées depuis l'impression de ces mémoires , sont déposées à Paris , et seront produites dès qu'il en sera besoin. Voyez , au surplus , ma première pétition , et la relation exacte de cette affaire , depuis son origine jusqu'à-présent.
